



**Business  
Services**

# Network Related Services

## document de référence 2009



Le présent document de référence incluant le rapport financier annuel a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2010 conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Des exemplaires du document de référence sont disponibles auprès de  
Network Related Services, 195 rue Lavoisier – 38330 Montbonnot-Saint-Martin,  
ou sur le site Internet de Network Related Services : <http://www.itlabs.fr.orange-business.com>  
et sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers : <http://www.amf-france.org>



## SOMMAIRE

Principales données financières

Présentation du groupe

Rapport de gestion

Rapport du Président du Conseil d'administration

Comptes consolidés du groupe

Comptes sociaux de Network Related Services

Textes des projets de résolutions présentés à l'Assemblée Générale

Rapports des Commissaires aux Comptes

Document d'information annuel établi en application de l'article 222-7 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers

Informations requises

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Didier Jaubert, Président du Conseil d'administration

Laurent Barbé, Directeur Général

Bernard Izerable

Laurent Kocher

Paul Molinier

## LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Ernst & Young et Autres  
représenté par Bruno Gérard  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly sur Seine Cedex

Deloitte & Associés  
représenté par Dominique Natale  
1, bis boulevard de la Chantourne

<b>ATTESTATION DU RESPONSABLE .....</b>	<b>4</b>
<b>PRESENTATION DU GROUPE .....</b>	<b>5</b>
I.    FICHE D'IDENTITE.....	5
II.   HISTORIQUE .....	6
III.  NETWORK RELATED SERVICES, UN ACTEUR MAJEUR DE LA STRATEGIE REAL-TIME BUSINESS D'ORANGE BUSINESS SERVICES.....	7
IV.   LES METIERS DE NETWORK RELATED SERVICES.....	10
V.    LE MARCHE.....	26
VI.   L'ORGANISATION GEOGRAPHIQUE ET LES PRINCIPALES FILIALES .....	32
VII.  PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS.....	33
VIII. CLAUSES STATUAIRES PARTICULIERES.....	33
IX.   ÉVOLUTION DU CAPITAL DE NETWORK RELATED SERVICES DEPUIS SA CREATION.....	37
X.    ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION, ET DIRECTION GENERALE.....	37
XI.   SALARIES.....	38
<b>RAPPORT DE GESTION .....</b>	<b>39</b>
I.    ACTIVITE DU GROUPE EN 2009.....	39
II.   ACTIVITES PROPRES DE LA SOCIETE NETWORK RELATED SERVICES.....	51
<b>RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....</b>	<b>63</b>
I.    CONDITIONS DE PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL.....	63
II.   REGLES DE DETERMINATION DES REMUNERATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX .....	66
III.  LIMITATION DES POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL ET DU DIRECTEUR GENERAL DELEGUE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	67
IV.   MODALITES PARTICULIERES RELATIVES A LA PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES AUX ASSEMBLEE GENERALES .....	67
V.    MESURES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE .....	67
VI.   PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE .....	68
VII.  CONCLUSION.....	71
<b>COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE .....</b>	<b>72</b>
I.    ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2009.....	72
II.   ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2009 .....	76
<b>COMPTES SOCIAUX DE NETWORK RELATED SERVICES .....</b>	<b>113</b>
I.    ÉTATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2009.....	113
II.   ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2009 .....	116
III.  INVENTAIRE DES TITRES DE PARTICIPATION .....	126
IV.   TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES.....	127
<b>TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS.....</b>	<b>128</b>
<b>RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....</b>	<b>129</b>
<b>DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC .....</b>	<b>138</b>
<b>DOCUMENT ANNUEL ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE 222-7 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS .....</b>	<b>139</b>
<b>INFORMATIONS REQUISES.....</b>	<b>140</b>
I.    INFORMATION REQUISE PAR LE REGLEMENT EUROPEEN N°809/2004 .....	140
II.   INFORMATION REQUISE PAR LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL .....	142

# ATTESTATION DU RESPONSABLE

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion figurant en page 39 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les informations financières historiques présentées dans ce document ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux qui contiennent les observations suivantes :

Sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée sur les comptes, les contrôleurs légaux, dans leur rapport sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, figurant à la page 129 du présent document, ont fait une observation attirant l'attention du lecteur sur la note 1.B des principes comptables de l'annexe aux états financiers consolidés, qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, de nouvelles normes et interprétations, et notamment des normes IFRS 8 « Secteurs Opérationnels » et IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » .

Le 30 avril 2010

Le Directeur Général  
Laurent BARBE

En application de l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004 de la commission, les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence :

- les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2008 et le rapport des commissaires aux comptes y afférent, ainsi que le rapport de gestion de l'exercice, figurent respectivement en page 72, page 122 et page 35 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2009 sous le numéro D09-0367.
- les comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007 et le rapport des commissaires aux comptes y afférent, ainsi que le rapport de gestion de l'exercice, figurent respectivement en page 60, page 154, et page 112 du document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mai 2008 sous le numéro D08-0374.

Les parties non incluses de ces documents sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du document de référence.

# PRESENTATION DU GROUPE

## I. Fiche d'identité

Dénomination et siège social	Network Related Services 195, rue Lavoisier -ZIRST BP 1 38330 MONTBONNOT-SAINT-MARTIN Téléphone : 04 76 41 66 66 / Fax : 04 76 41 66 67
Forme juridique et législation	La Société a été constituée sous forme de société anonyme de droit français à Conseil d'Administration régie par le Code de Commerce.
Date de constitution et date d'expiration	La Société a été immatriculée sous la dénomination sociale de Groupe Silicomp, le 17 juin 1988. Sa durée est de 90 ans expirant le 17 juin 2078.
Objet social (article 4)	<p>La société a pour objet, directement et indirectement, en France et à l'étranger :</p> <p>Tous conseils, études, assistance de prestations diverses, notamment en matière de relations publiques et de marketing, gestion, administration, analyse et contrôle financier, toutes interventions en matière de formation de personnel par stage ou autrement, tant au profit de sociétés ayant le même objet ou un objet similaire que dans des sociétés dans lesquelles elle détient une participation ;</p> <p>Toutes fournitures et prestations dans le domaine informatique ;</p> <p>L'acquisition, la souscription et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières négociables émises par des sociétés par actions et de droits sociaux ou de parts d'intérêts de sociétés d'autres formes, françaises ou étrangères, en particulier la prise de participations industrielles et commerciales, principalement dans les domaines de l'informatique et les procédés industriels ; L'achat, l'échange, la location, la gestion, la construction et l'aménagement de tous immeubles nécessaires à la réalisation de l'objet ;</p> <p>Et généralement toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la Société.</p> <p>En outre, la Société pourra agir pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit en participation, avec toutes autres sociétés ou personnes, et réaliser ainsi sous quelque forme que ce soit, les opérations rentrant dans son objet.</p>
Registre du commerce et APE	345 039 416 RCS GRENOBLE Code APE : 741 J
Lieux où peuvent être consultés les documents relatifs à la Société	Au siège social.
Exercice social	L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

## II. Historique

### 1983

- Création

### 1990

- Rachat de Gex informatique et fusion avec Silicomp Ingénierie

### 1994

- Ouverture de Silicomp Asia à Singapour

### 1998

- Ouverture de Silicomp America dans le Massachussets

### 1998 (juin)

- Introduction au Nouveau Marché de la Bourse de Paris

### 1999

- Rachat de Silicomp Research Institute et de Qualience

### 1999

- Silicomp America s'installe dans la Silicon Valley

### 2000

- Rachat de AQL et de Telecom Systems

### 2001

- Réorganisation France
- Fusion de Qualience et Silicomp Formation : création de Silicomp Management
- Rachat d'Axean (novembre)

### 2002

- Restructuration du Groupe sur son cœur de métier

### 2003

- Intégration de QConsulting, centre de supervision de réseaux
- Création de SILICOMP Software Validation, joint-venture avec Polyspace, éditeur de logiciel spécialisé dans le domaine du test et de la validation de logiciels embarqués 2003
- Network Related Services obtient la qualification « Entreprise Innovante »

### 2004

- Fusion de Silicomp Ingénierie, Silicomp Research Institute et AQL : création de SILICOMP-AQL
- Création de Silicomp Taiwan et de SCASI
- Retour à la croissance rentable .Démarche CMMI niveau 3

### 2005

- Acquisition de FIME et FEIMA, activité de conseil et laboratoire de tests dans le domaine de la monétique, des cartes à puce et du RFiD
- Transfert des activités d'AXEAN à Silicomp America. Liquidation d'AXEAN et de SCASI.

### 2006

- Acquisition de CADIMES, activité de conseil et laboratoire de tests dans le domaine du RFiD et des puces sans contact

### 2007

- Acquisition par France Télécom de la majorité du capital (96%)
- Cession de Silicomp America
- Rachat des parts dans Silicomp Asia détenues par les actionnaires minoritaires

### 2008

- Acquisition de Dynetcom et Newpoint
- Rachat à Polyspace des titres détenus dans SILICOMP Software Validation
- Acquisition avec effet au 1er janvier 2009 et entrée dans le périmètre à cette date par la filiale à 100 % Data & Mobiles International d'un fonds de commerce de gestion de flotte de véhicules

### 2009

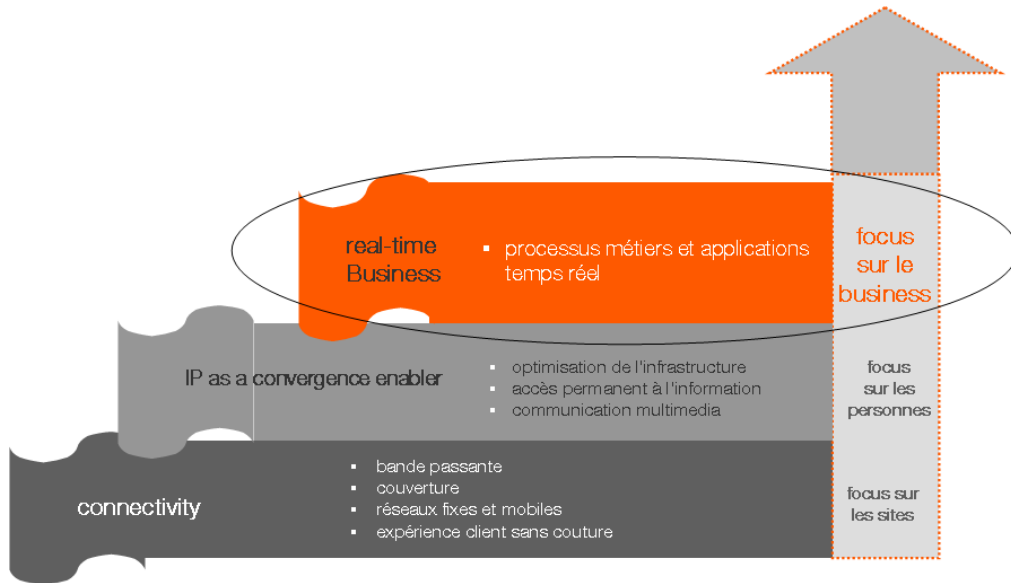
- Acquisition des sociétés CVF, SETIB (et sa filiale Telefact), Orange Consulting et Expertel Consulting
- Acquisition du fonds de commerce Sécurité de SETIB
- Dissolution de Silicomp Software Validation
- Changement de raison sociale : Groupe Silicomp est devenu Network Related Services.

### III. Network Related Services, un acteur majeur de la stratégie real-time Business d'Orange Business Services

#### 1. La stratégie real-time Business d'Orange Business Services

Dans un contexte où les entreprises deviennent de plus en plus décentralisées, plus globales, plus rapides et plus nomades, Orange Business Services cherche à les aider à "abolir" temps et distance en adoptant une nouvelle stratégie, le real-time business.

##### de la communication en temps réel ... au real-time business



Le real-time Business, c'est gérer le temps et les distances pour permettre un environnement de travail temps réel pour les employés et leur apporter simplicité et efficacité.

services		bénéfices
Contact Everyone	➔	information immédiate vers les intérimaires, réactivité
Gestion de la relation client multimédia		diminution des émissions de CO2, collaboration, économies
Télé-présence		travail d'équipe amélioré, meilleure productivité
salle immersive de visio conférence		flexibilité, facilité d'utilisation, économies d'échelle
Business Together		
suite de communications unifiées		
Forfait informatique		
services bureautiques virtuels		

- des services temps réel pour les clients finaux et la possibilité pour les entreprises de se différencier grâce à l'innovation

services		bénéfices
Diffusion d'informations multimédia (téléphone, SMS, web, fax)	➔	nouvelle génération de banque à distance
Gestion de flotte		prévention et réduction des risques
données agrégées		confort des passagers, différenciation
Connexion TGV		optimisation des tournées de maintenance, satisfaction client
accès Internet et mails dans les rames		informations bancaires immédiates vers les clients
Machine-to-Machine		
chaudières communicantes		
Contact Everyone		
distribution automatisé de message		

- des processus métiers temps réel pour rendre l'activité des entreprises plus performante

	services		bénéfices
trading & finance	solutions de communication pour les salles de marché, connectivité, positions de travail	➔	solutions adaptées aux activités, performance du trading
santé	télé monitoring, tiers payant, solutions e-santé		optimisation des ressources, création de nouvelles offres
paiement	cartes co-brandées, paiement en ligne, conversion de monnaies temps réel,...		visibilité, efficacité, réactivité
transport	gestion de flotte, systèmes embarqués, services aux passagers		amélioration de la productivité, fluidité des transports

Le real-time business c'est aussi contribuer concrètement au développement durable

- plus de travail en équipe... moins de déplacements... : grâce à nos outils collaboratifs comme Teleprésence et Business Together
- diminution du taux d'émission de CO2 : grâce à nos services de gestion de flotte
- consolidation des serveurs... diminution de la consommation d'énergie : grâce à nos solutions de virtualisation
- diminution du volume de papier consommé : grâce à nos solutions de dématérialisation
- amélioration de la qualité de vie : grâce à nos services e-santé et sans contact

Pour le real-time business, nous construisons un portefeuille global d'offres autour de :

- l'outsourcing et des grands projets
- des services de conseil et d'accompagnement
  - conseil métiers
  - conseil réseau et IT
  - gestion de projet
  - services
- des applications
  - avec les clients, les fournisseurs, les employés, les machines
  - sur les segments de la finance, de la santé, du paiement, des transports
- des infrastructures
  - gestion des infrastructures IT

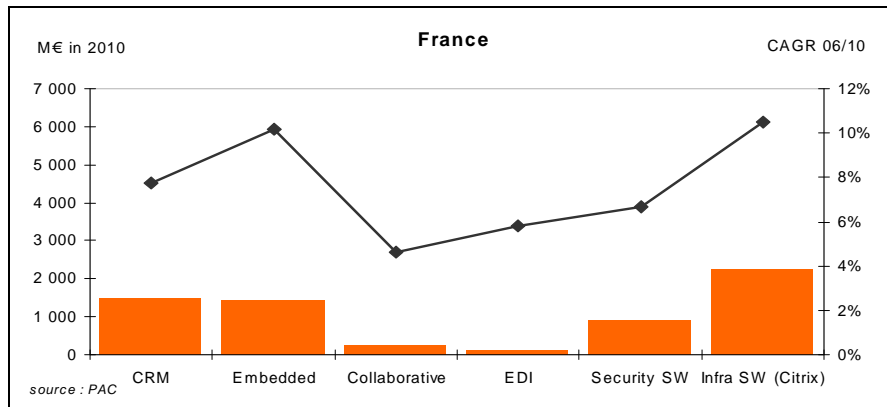


- services d'intégration
- réseaux managés et connexions IP

Le real-time Business impose une triple exigence, au cœur de l'activité d'Orange Business Services

- des savoir-faire intégrés et partagés
- des expertises au meilleur niveau
- une organisation à la hauteur des enjeux

### real-time business, une opportunité de croissance



## 2. Network Related Services un vecteur fort de la stratégie real-time Business

Network Related Services est un acteur majeur de la stratégie real-time Business d'Orange Business Services.

La grande complémentarité de nos métiers et notre exceptionnel potentiel technologique font notre force :

- nous intervenons en conseil (accompagnement, méthodologie, qualité...) et réalisation avec une compétence marquée en sécurité des Systèmes d'Information
- nous proposons l'offre la plus complète du marché dans les domaines de la monétique, du NFC et de la RFID
- nous disposons de compétences pointues et reconnues dans les communications et la protection de l'information (certification)
- nous sommes leader dans le domaine des objets communicants grâce à nos savoir-faire en matière de solutions logicielles, de réseaux et de technologie systèmes embarqués
- nous offrons une expertise plurielle au service de la Relation Client multimédia, pour les centres de contact intégrés, la diffusion de contenus, les solutions e-commerce, les solutions de paiement

## IV. Les métiers de Network Related Services

Network Related Services propose l'expertise, le conseil, l'évaluation d'applications critiques et la fourniture de solutions technologiques innovantes dans les domaines logiciel, réseau, sécurité, qualité, relation client, convergence IT, monétique et carte à puce.

Nos équipes interviennent auprès des grands groupes industriels et tertiaires, des entreprises régionales et des administrations sur des projets stratégiques visant à rendre leurs applications communicantes plus performantes, évaluer et certifier la sécurité de leurs solutions et systèmes IT, sécuriser leurs solutions de paiement, inscrire la relation client dans la stratégie des entreprises et certifier leurs processus et systèmes associés.

Nos collaborations, avec de nombreux centres de recherches, bureaux d'études et centres de développements industriels, nous permettent de nous positionner comme architecte ou maître d'œuvre pour accélérer les performances des produits, services, organisations ou systèmes d'information de nos clients.

Deux composantes clés sont à la base de notre engagement :

- l'accès permanent à "l'état de l'art" en matière de technologies et aux meilleures pratiques métiers en vigueur,
- une approche résolument proactive pour interpréter les tendances émergentes des marchés et des technologies.

Nous nous démarquons par notre approche qualitative et personnalisée des projets qui nous sont confiés. Notre retour d'expérience évolue et se renforce d'année en année.

### 1. Le positionnement de Network Related Services

#### **La complémentarité, une force majeure de Network Related Services**

Face aux défis majeurs auxquels sont confrontés nos clients, nous croyons à la valeur de solutions innovantes. Notre approche ciblée est dédiée à la résolution des problèmes complexes de nos clients - avec le regard neuf et les solutions imaginatives d'un vrai leader. Pour accompagner nos clients plus en amont et de manière plus globale, nous intervenons sur les problématiques actuelles du marché où nous affirmons notre spécificité et notre expertise basée sur l'alliance réussie de nos pôles métiers "IT" et L@bs.

Nous considérons les contraintes de nos clients (certifications, briques logiciels sectorielles, respect des normes...) comme des challenges. Notre vocation est d'accompagner nos clients dans les choix stratégiques les plus adaptés aux exigences de leurs spécificités métiers. C'est donc pour répondre à ces challenges que nous avons organisé nos activités autour de ces pôles métiers. Cette organisation assure deux missions essentielles :

- nous maintenir à l'état de l'art technologique et méthodologique
- diffuser cette compétence auprès de nos équipes projets et de nos clients

Nous proposons des solutions pour les aider à vivre ces changements de manière plus productive, prévisible, dynamique et humaine.

#### **La prise en compte des nouveaux enjeux**

Quelle que soit la nature des entreprises (privées ou publiques, civils ou militaires), elles souhaitent améliorer en permanence leurs solutions ou services pour les rendre plus efficaces et plus attractifs. Network Related Services leur propose une expertise particulièrement étendue :

- les systèmes embarqués
- l'infrastructure des systèmes d'information

- la qualification, l'homologation et les tests
- la sécurité des systèmes et des réseaux
- les solutions de relations clients multimédia, convergentes et innovantes
- l'accompagnement et le conseil

« Méthodes, outils et technologies » sont mis en œuvre sans cloisonnement entre les compétences.

### **Nous évoluons avec les besoins de nos clients**

Dans un environnement en perpétuel mouvement, afin de continuer à accompagner au mieux ses clients dans leur stratégie d'évolution, Network Related Services a procédé à trois acquisitions de sociétés au cours de l'année 2009.

- la société **Orange Consulting**, qui a elle-même acquis Expertel Consulting, spécialisée dans le développement des activités de conseil auprès des entreprises en France et à l'international. Cette entité regroupe les consultants d'Expertel Consulting, Obiane, Silicomp AQL
- la société **SETIB**, et sa filiale TELEFACT, spécialisée dans les solutions interactives de paiement.
- la société **CVF**, spécialisée dans le domaine de l'intégration des nouvelles technologies de communication et d'information et de la convergence des technologies vocales, internet, mobiles et vidéo.

L'objectif de Network Related Services est d'aider ses clients à construire leur projet globaux sur :

- une stratégie cohérente et efficace
- une vision globale sur les processus de l'entreprise et la gestion de ses flux d'informations
- une véritable force de proposition proactive pour les Directions Générales
- une gestion rationnelle face aux restrictions budgétaires et aux impératifs de R.O.I.

### **Notre valeur ajoutée, l'accompagnement et la convergence de projets**

Conduire un projet, maîtriser les risques qui y sont liés, mobiliser les acteurs jusqu'au déploiement ou la commercialisation, autant d'activités potentiellement sources de surcoûts, de dérapages, de non qualité... Au fil de ses expériences, Network Related Services s'est constitué une « boîte à outils » pour la convergence des projets.

Les principales caractéristiques de cette boîte à outils

- une conduite de projet orientée processus
- des déclinaisons selon les principaux types de projets (développement logiciel, intégration, externalisation, étude)
- un souci constant de pragmatisme
- un outillage éprouvé, qui mixe nos solutions (PDSI, RADE) avec celles du marché (MEGA...)

Notre maîtrise de la conduite de projets s'appuie sur de solides expériences

- en conduite de projets d'ingénierie de technologies de l'information
- en assistance à maîtrise d'ouvrage/ assistance à maîtrise d'œuvre dans le cadre de grands projets et programmes

Manager un projet IT (développement logiciel, intégration)

- maîtrise de l'état de l'art de la conduite de projet implique de maîtriser un ensemble de paramètres
- maîtrise des normes et standards en termes de conduite de projets
- maîtrise de l'état de l'art technologique, des potentialités des offres des éditeurs
- maîtrise de la relation client

Nos équipes de production travaillent en permanence sur ces différents paramètres pour améliorer nos processus et renforcer l'efficacité de nos actions.

Manager un projet d'outsourcing

- définir une Qualité de Service mesurable (facteurs, critères métriques)
- mesurer la performance
- s'engager sur des Plans de Progrès
- Ces axes stratégiques sont au cœur de notre démarche de management de projets d'externalisation / outsourcing.

Notre démarche de conduite de projet s'appuie sur des référentiels éprouvés et adaptés à ce type de projets (ITIL / ISO 15000, etc.).

### **Notre approche, la démarche CMMI (Capability Maturity Model Integration)**

Network Related Services a fait le choix d'investir dans une démarche CMMI. Cette qualification représente une démarche dynamique, tournée vers l'amélioration progressive des processus et la diffusion dans Network Related Services de bonnes pratiques couvrant des domaines clés : gestion des exigences, planification de projet, gestion des configurations et des changements, etc.

Cette approche garantit à nos clients une excellente visibilité sur l'avancement et la qualité des missions qu'ils nous confient. Network Related Services peut ainsi s'engager en toute sérénité envers ses clients et répondre à leurs attentes en termes de maîtrise des risques et des coûts.

## **2. Les pôles de Compétences de Network Related Services**

### **A. Le pôle Technologies de l'Information**

#### **Du Système d'Information aux applications critiques communicantes**

Depuis de nombreuses années, Network Related Services accompagne ses clients dans l'utilisation des technologies de l'Information et dans la réalisation de leurs objectifs, pour améliorer en permanence leurs résultats. Nous sommes orientés résultats, avec une approche très pragmatique, conjuguant compétences métiers et technologiques, pour l'ensemble de nos métiers.

#### **A.1. Solutions Industrielles**

Network Related Services propose des solutions innovantes pour le monde industriel. Ces solutions visent tant les centres de recherche que les centres de production industriels :

- nous accompagnons les bureaux d'étude et centres de recherche depuis la conception jusqu'au maintien en condition opérationnelle de produits et systèmes
- nous accompagnons les centres de production pour la mise en œuvre de système globaux de gestion de données de fabrication, de suivi qualité...

## A.2. Systèmes Embarqués

Les systèmes embarqués sont de plus en plus présents dans notre environnement (énergie, automobiles, téléphone portable, transport ferroviaire, aéronautique...). Interconnectés et communicants, ces systèmes contiennent des applications où la vitesse et la quantité de données échangées en croissance constante imposent des sauts technologiques essentiels pour le développement des activités industrielles mais aussi grand public. Le domaine des technologies de l'embarqué est pour Network Related Services un axe majeur d'activité. Nous déclinons nos offres sur tout le cycle de vie des systèmes embarqués.

## A.3. Systèmes d'Information d'entreprise

De l'architecture à l'urbanisation informatique et à la gestion de projet, Network Related Services aide les organisations à concevoir ou à refondre leurs systèmes d'information pour soutenir leurs stratégies métiers. Notre offre de valeur vise à aligner le système d'information sur la stratégie de l'entreprise dans une réelle démarche de gouvernance.

## A.4. Sécurité des Systèmes d'Information

Nous effectuons depuis plus de 15 ans des prestations d'expertise, d'évaluation et de conseil dans le domaine de la Sécurité des Systèmes d'Information (SSI). Ces prestations sont menées aussi bien au profit d'administrations (Défense, Présidence de la République, Ministères) que d'organisations privées (opérateurs, banques, assurances, la grande distribution, industries, PME-PMI...).

## B. Le pôle L@bs

### Pour un monde plus sûr

Pour répondre aux exigences stratégiques et fonctionnelles des entreprises et des administrations, Network Related Services met en place des laboratoires spécialisés selon le métier et dotés d'infrastructures techniques de premier plan.

### B.1. Laboratoire CESTI : accréditation COFRAC, agrément DCSSI & habilitations

Depuis 1992, Network Related Services dispose d'un Centre d'Évaluation de la Sécurité des Technologies de l'Information (CESTI) qui a une expérience éprouvée dans la mise en œuvre de critères communs, des critères européens ITSEC ainsi que dans leur interprétation. Son Laboratoire d'Essais de la Conformité des Systèmes d'Information (LECSI) a pour vocation d'analyser la conformité d'un produit ou d'un système d'information par rapport à un référentiel, et ce, pour le compte d'un donneur d'ordres.

### B.2. Laboratoire FIME : accréditation qualité ISO17025

Basé à Caen, Taïwan et Montréal FIME est un laboratoire indépendant dédié aux technologies carte à puce et sans contact. Cette entité couvre principalement les secteurs de la monétique, du transport, de l'identité et de la santé. Le laboratoire est accrédité par EMVCo, MasterCard, Visa, JCB, BAROC, Sésam Vitale, Cartes Bancaires et le STIF. Ce laboratoire est dédié aux applications de la carte à puce dans les environnements monétique, télécommunications, contrôle d'accès et identification. Le centre rennais est notamment spécialiste mondial sur les développements sans contact et RFID.

## C. Le pôle Intégration et Réseaux

### Pour une intégration réussie

Network Related Services offre à ses clients une réponse globale dans l'accès, l'administration et la sécurité des réseaux et systèmes d'information.

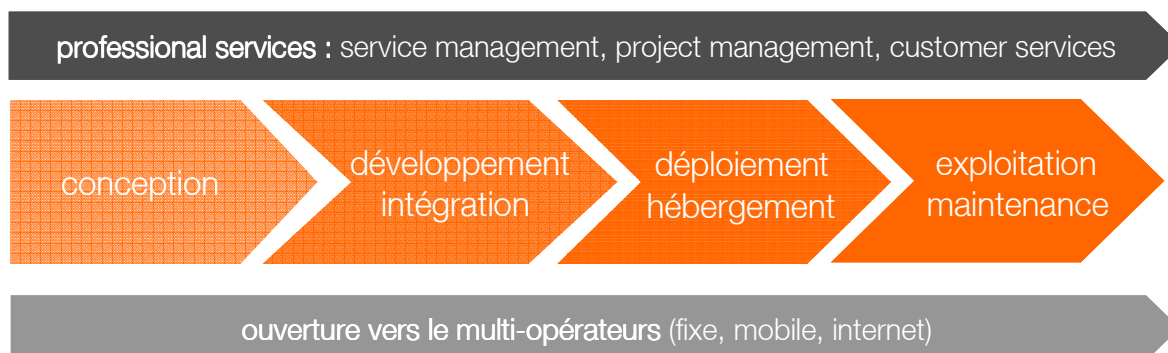
Sur des thématique aussi vaste que l'architecture, l'infrastructure, le déploiement, l'infogérance, le management, la sécurisation et la Convergence voix/données & ToIP, des réseaux et systèmes.

Network Related Services propose aux entreprises un accompagnement de bout en bout autour de ces technologies

- **aide à la conception d'infrastructures** : nos équipes sont à vos côtés pour vous assister dans la rédaction des dossiers de spécifications, le dessin des architectures les plus performantes, capables de s'intégrer harmonieusement avec votre existant et d'apporter une évolution aisée.
- **choix de solutions techniques** : nos partenariats avec différents constructeurs ayant chacun une valeur ajoutée spécifique, nous permettent en toute indépendance de choisir parmi leurs différentes solutions celles qui sont les plus à même de répondre à vos attentes.
- **mise en œuvre** : Une structure dédiée à la mise en production des solutions choisies vous permettra de déployer votre nouvelle infrastructure sans altérer votre fonctionnement quotidien, dans les temps les plus courts.
- **transfert de savoir-faire** : Soit lors des phases de recette, soit lors de cursus intra ou interentreprises, l'ensemble des outils vous permettant d'acquérir une autonomie d'exploitation vous sera apporté. Tout projet fait l'objet de la délivrance d'un cahier de recette et d'un dossier d'exploitation.
- **pilotage à distance** : Une équipe dédiée au pilotage des infrastructures de nos clients exploite et administre les éléments du SI. Cette équipe intervient 24h/24 et 7J/7 en plusieurs langues pour assurer un suivi et une disponibilité du système d'information.

## D. Le pôle Multimedia Customer Contact

**Le métier du pôle Multimedia Customer Contact est de concevoir, construire, intégrer et gérer des solutions multimédia de la relation client sur nos marchés.**



### Des atouts dans la relation client multimédia

- expertise et expérience de plus de 20 ans dans le développement de solutions multimédia au cœur de la stratégie de nos clients.
- innovation dans les nouveaux usages de la mobilité, du « contactless », du web, de l'accueil vocal avec le langage naturel, les nouveaux services de paiement,....

### **Une gestion optimale des contacts clients**

En disposant d'une solution de gestion des interactions clients intégrées, performante et évolutive, les entreprises développent une image de qualité auprès de leurs clients et acquièrent un avantage compétitif face à leurs concurrents.

Network Related Services accompagne les entreprises dans leur projet de création ou d'optimisation de leur relation clients.

Notre objectif est de les aider :

- à améliorer chaque jour la qualité des services rendus à leurs clients
- à augmenter la productivité dans le traitement de leurs contacts.
- à optimiser le parcours du consommateur entre les canaux de relation pour contribuer à sa fidélisation,
- à se différencier pour gagner en compétitivité (usages de la mobilité, humanisation de la relation sur le web,...).

## **E. Le pôle Conseil**

### **Une approche business en complément d'une expertise technologique**

Nous proposons une démarche fédératrice et structurée qui nous permet d'aborder tous les impacts d'un projet de transformation :

- **la stratégie et les usages de l'entreprise** : nous identifions les enjeux et formalisons les objectifs du projet / les indicateurs de performance associés.

Nous les déclinons au travers des impacts sur

- **l'organisation et les processus** : nous aidons les entreprises à faire évoluer leurs organisations avec l'élaboration de nouveaux processus après une analyse complète et identification des risques ...)
- **la gestion des compétences** : pour chaque projet, nous estimons les impacts RH et les besoins en compétences et nous définissons le plan de conduite du changement associé
- **les technologies et outils de travail** : nous déterminons le potentiel d'évolution de votre existant, nous définissons l'architecture cible et ses spécifications fonctionnelles détaillées

Nous accompagnons ainsi les entreprises dans leurs projets de transformation liés aux NTICs

### **Un accompagnement spécifique adapté au projet client**

Nous avons la capacité d'accompagner un client sur une partie ou tout au long de son projet.

Nous pouvons intervenir dans l'élaboration de sa stratégie, dans la conception de son projet jusqu'à la mise en œuvre de ce projet

## **3. Les offres par pôles de Network Related Services**

### **A. Les offres IT&L@bs**

#### **Résoudre les équations d'un monde qui change**

Network Related Services a acquis une expérience solide auprès des administrations et des entreprises leaders sur leurs marchés. Cette expérience est le fruit d'une grande richesse de notre offre, fondée sur l'engagement de résultats, une combinaison unique d'expériences, des processus et des technologies spécifiquement conçues pour répondre aux enjeux de nos clients :

- Machine To Machine
- Web Portals & e-business
- Supply Chain Management
- E-payment & security solutions
- Device & Multimedia Technologies

### A.1. Machine To Machine

Network Related Services met à la disposition de ses clients des solutions performantes et évolutives parfaitement adaptées aux besoins de nombreux secteurs d'activité et leur assure également l'ensemble des prestations de conseil et services associés à ses solutions, dont l'intégration de systèmes.

Nos solutions M2M s'adressent aux entreprises de divers secteurs (Automobile, Energie, Distribution, Santé...) désireuses de déployer un système Innovant (gestion + localisation en temps réel), complet (électronique communicante + application web + Services) et adaptée (besoins et contraintes).

En tant qu'expert en logiciels embarqués et en systèmes de supervision, nous prenons en charge la mise en place de votre projet M2M de bout en bout en vous proposant une solution sur mesure performante et modulable.

Network Related Services et son réseau de partenaires vous accompagnent dans toutes les phases de votre projet, des spécifications fonctionnelles et techniques de votre système à son déploiement, en passant par les développements et/ou l'intégration de tous ses composants techniques.

### A.2. Web Portals & e-business

#### **Au cœur du SI, de la communication universelle**

Le portail d'entreprise est un outil web qui permet, à partir d'un point unique, de mettre à disposition des employés, des partenaires et des clients, des services et du contenu personnalisés issus de sources diverses. Internet est incontestablement devenu le standard pour la diffusion, l'accès ou l'échange de tout type d'information, qu'elle soit structurée ou non. Ainsi, le portail web investit rapidement le domaine de l'entreprise pour devenir progressivement l'unique interface d'accès à l'ensemble des domaines du système d'information et des applications.

#### **La mise en œuvre d'un portail web répond aux enjeux de l'entreprise :**

- remplacer l'utilisateur au centre du système d'information
- être souple et évolutif dans le contexte de la globalisation
- faciliter l'utilisation et l'accès à vos services

Chaque jour, nous limitons les risques, réduisons le coût et garantissons le succès des projets de nos clients en les aidant à prendre les bonnes décisions et à éviter les principaux pièges.

A la convergence de 4 domaines de compétences - media, technique, stratégique et business - nous vous assistons dans le déploiement et la gestion de l'ensemble des composantes de vos projets web. Pour cela, nous nous appuyons sur un réseau de compétences unique issu :

- des domaines de compétences d'Orange Business Services: hébergement, réseaux, terminaux mobiles
- de l'expérience de Network Related Services en tant qu'intégrateur de solutions technologiques auprès des entreprises et des collectivités territoriales

Network Related Services vous accompagne dans la mise en œuvre de technologies comme le Java EE, les CMS, le m-paiement, l'Ajax et des solutions issues du web 2.0, ... Network Related Services est le partenaire gagnant de vos stratégies commerciales, marketing et multi-canal en vous proposant des solutions innovantes pour vos besoins business.

#### **Network Related Services, acteur d'une nouvelle génération de services**

- services mobiles
- services multiplay
- services communautaires

### A.3. Supply Chain Management

Le contexte concurrentiel actuel accentue la pression sur les coûts mais aussi les exigences de service et de qualité, et à ce titre les décisions stratégiques et tactiques rendent nécessaire une organisation capable de gérer les flux.



### **Un savoir-faire éprouvé**

Avec plus de 20 ans d'expérience dans le développement et l'implémentation de solutions SCM, nos experts vous aident à mettre en place avec succès votre chaîne logistique en répondant aux exigences de vos processus opérationnels et décisionnels.

### **Une méthodologie**

Pour que votre système d'information vous restitue une vision exacte de l'activité de votre entreprise, les informations qu'il renferme se doivent d'être exhaustives, complètes et sûres. Des données essentielles doivent être prélevées au niveau des processus métiers de votre entreprise. Cibler, traiter, consolider et diffuser ces données sont au cœur de notre savoir-faire.

### **Un engagement fort de nos équipes**

Network Related Services vous accompagne dans la mise en œuvre des systèmes permettant d'analyser, d'organiser et d'optimiser les flux physiques et d'information sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

### **Un SI communicant et intégré pour plus de performance**

Pour des projets d'automatisme et d'informatique industrielle, Network Related Services vous apporte une synergie de compétences de conseil, de formation et d'ingénierie. Notre offre tient compte des différentes démarches de gestion de la chaîne logistique et des contraintes uniques des industriels, des distributeurs et des prestataires de services de transport et de logistique.

Fort de son expérience dans le domaine de la traçabilité, Network Related Services a élargi son offre vers le RFID (*Radio Frequency Identification*). Ce marché est encore très largement régi par la technologie de l'identification par code barres. La technologie RFID est aujourd'hui plus coûteuse que les codes barres mais permet de nouvelles applications comme la lutte contre la contrefaçon ou le suivi de processus de bout en bout ; et semble promise à se développer dans un grand nombre d'applications, avec une réduction significative des coûts. Network Related Services a élargi son offre de traçabilité pour y inclure la technologie RFID.

## **A.4. Security Evaluation**

### **Une démarche éprouvée**

Pour répondre aux exigences stratégiques et fonctionnelles des entreprises et des administrations, le CESTI-AQL a mis en place une équipe dédiée d'experts en sécurité, un portefeuille de partenariats et de certifications et des infrastructures techniques de premier plan. Ce laboratoire a une expérience éprouvée dans la mise en œuvre de Critères Communs (norme ISO15408), des critères européens ITSEC ainsi que dans leur application à des technologies et métiers diversifiés.

FIME est un laboratoire indépendant dédié aux technologies carte à puce et sans contact. Cette entité couvre principalement les secteurs de la monétique, du transport, de l'identité et de la santé. Le laboratoire est accrédité par EMVco, MasterCard, Visa, JCB, BAROC, Sésam Vitale, Cartes Bancaires et le STIF.

### **Un laboratoire de confiance (agrément DCSSI, habilitations)**

Le CESTI-AQL est le plus ancien Centre d'Évaluation de la Sécurité des Technologies de l'Information (CESTI) français. Sa création date de 1992.

C'est le premier laboratoire au monde à avoir réalisé des évaluations de systèmes selon les Critères Communs, ayant donné lieu à des remises de certificats.

Par ailleurs, notre laboratoire a réalisé de nombreuses évaluations de produits, qu'ils s'agissent de produits de Défense ou civil (Firewall, VPN, carte à micro-processeur, produit de chiffrement...).

### **Un laboratoire indépendant (accréditation COFRAC)**

Le CESTI-AQL est un laboratoire de confiance. Au-delà de nos références qui démontrent la satisfaction de nos clients, notre statut de laboratoire d'évaluation de la SSI, nos activités dans le domaine des « essais », nos activités pour diverses entités ministérielles sont autant de garantie qui concourent à assurer l'absence de pressions extérieures et la confidentialité des travaux que nous réalisons.

### A.5. Monétique, Carte à puce

Network Related Services maîtrise les différents aspects de la transaction sécurisée par une carte à puce, que cette transaction soit en vue d'un paiement ou d'un contrôle de droits. Network Related Services intervient sur la chaîne monétique de bout en bout

- au niveau de la carte, par le développement d'applications cartes, le test et la validation de carte,
- au niveau des terminaux lecteurs de carte pour le développement d'applications embarquées dans le terminal, ainsi que le test et la validation globale des terminaux,
- au niveau des protocoles réseaux et des serveurs informatiques qui gèrent les terminaux et les transactions, tels que les serveurs d'autorisation bancaire EMV.

Network Related Services confirme son positionnement de leader sur le marché de la monétique et en particulier son ambition internationale dans le domaine de la validation et de la certification. FIME est le premier laboratoire au monde habilité à tester les produits bancaires de paiement sans contact PayPass™, en vue d'une certification par MasterCard International ou Visa International.

### A.6. Identité Numérique

Network Related Services a enrichi son offre vers l'identité numérique en créant en 2005 le premier laboratoire de tests de documents d'identité numérique, en commençant par le passeport électronique.

Ce laboratoire permet aux fabricants et aux émetteurs de documents d'identité électronique (cartes d'identité, passeports, permis de conduire, etc.) de qualifier leur solution, de valider leur conformité aux standards, et de vérifier l'interopérabilité entre leur solution et les autres solutions du marché, par exemple le fait qu'un passeport sera lu correctement par les lecteurs des autres pays.

### A.7. Device & Multimedia Technologies

Network Related Services a acquis de fortes compétences métier dans les domaines multimédia couverts par les opérateurs Télécom et opérateurs de télévision numérique : échanges vidéo et audio, diffusion vidéo dans le monde de la télévision numérique, applications sur mobiles.

Cette compétence est développée dans deux directions :

- sous-traitance auprès des industriels des équipements multimédia
- déploiement d'architectures de communication multimédia "clef en main".

Network Related Services dispose d'un pôle Multimédia en charge des activités logicielles :

- sur terminaux et produits de diffusion de télévision numérique
- sur équipements de visioconférence et visiophonie
- sur téléphones mobiles
- et des activités système et réseau relatives à la mise au point d'architectures de communication multimédia (solutions personnalisées de télévision numérique et de visiocommunication).

Ce pôle existe depuis une dizaine d'années sur le technopôle de Rennes Atalante et collabore avec des spécialistes du multimédia (FT R&D, Thomson, Envivio, Enensys, ...)

Il est amené à définir des partenariats technologiques, basés sur les solutions ciblées.

Nous proposons à nos clients des solutions performantes qui peuvent être développées et personnalisées pour répondre à leurs enjeux : de l'implémentation d'algorithmes au sein de systèmes embarqués jusqu'à l'évolution de leurs architectures de systèmes.

Dans le domaine du multimédia, Network Related Services réalise 4 grands types de prestations :

- les études de faisabilité et le conseil en architecture multimédia,
- l'intégration de solutions, de l'architecture matérielle jusqu'à l'architecture applicative finale,
- le développement d'applications spécifiques en logiciels standard ou embarqué,
- la maintenance de produits multimédia.

Les études de faisabilité et le conseil en architecture s'appuient sur notre expertise dans les domaines MPEG2 et MPEG4 pour la télévision numérique et dans les domaines H323 et SIP pour la visioconférence. Notre valeur ajoutée est liée à la recherche de la meilleure adéquation possible entre les besoins fonctionnels exprimés par nos clients et les solutions complètes que nous élaborons.

L'intégration de solutions utilise des briques existantes que nous adaptons et que nous assemblons pour constituer l'architecture cible. Nous nous associons en amont avec les équipes réseau du Network Related Services et en aval avec les équipes chargées de développer des solutions i-Net. Cette démarche nous permet d'aboutir à des solutions complètes prenant en compte les spécificités de chaque besoin client. Grâce à notre connaissance des normes de télévision numérique et de visioconférence, nous sommes à même de développer des terminaux spécifiques (standards ou embarqués) ainsi que des briques logicielles entrant dans les architectures multimédia.

Network Related Services dispose de plates-formes matérielles et logicielles spécifique à la télévision numérique et à la visioconférence, elles nous permettent de prendre en charge des activités de développement et de maintenance autour de produits existants

## B. Les offres d'Intégration et Réseaux

### Une réponse globale

L'objectif de Network Related Services est de mettre la convergence au service de la compétitivité de nos clients. Pour y parvenir, nous nous engageons à :

- concevoir, mettre en place et accompagner la convergence de toutes les composantes de votre équipement informatique
- assurer la cohérence et la performance de votre système d'information dans son ensemble.

### Nous proposons une réponse globale dans l'accès, l'administration et la sécurité des réseaux et systèmes d'information.

Notre activité est d'assurer la conception, l'installation et la maintenance des infrastructures systèmes et réseaux sécurisés de nos clients. Nous les aidons à rendre leur système d'information performant disponible et évolutif, en intervenant sur les domaines suivant :

- sécurité
- IT Management
- infrastructures globales
- plates-formes de services
- travail collaboratif
- convergence IP intégrée.

Avec un ensemble de compétences réseaux, systèmes et sécurité, Network Related Services garantie à ses clients une qualité de service optimale et le choix de solutions informatiques le plus large possible.

#### B.1. La sécurité

La montée en puissance des applications partagées au sein des entreprises et l'ouverture de leur système d'information à l'environnement extérieur (au travers notamment du développement de l'Internet, l'Intranet et l'Extranet) a engendré un accroissement du niveau de sécurité nécessaire pour garantir l'intégrité des informations et des communications. La sécurité est donc devenue une des dimensions essentielles de la stratégie de l'entreprise et doit être prise en compte de manière globale par rapport au système d'information.

#### Protéger le système d'information de nos clients est notre priorité.

Nous sommes aux côtés de nos clients à chaque étape de leur projet qu'il s'agisse de les conseiller sur les solutions à mettre en œuvre ou de leur apporter le support nécessaire pour les mettre à la disposition des utilisateurs.

Grâce à un portefeuille parmi les plus larges du marché, nos clients accèdent à des solutions exactement adaptées à leurs besoins. Nos experts étudient de manière approfondie les processus, applications et équipements de nos clients pour concevoir une solution correspondant exactement à leur entreprise.

### **Les failles et exigences analysées**

Notre pôle de conseil en sécurité, qui s'appuie sur des années d'expérience client et sur son savoir-faire, propose :

- une évaluation technique : la politique de sécurité est-elle appliquée ?
- une évaluation des risques informatiques : Quel est le degré d'exposition ? les dépenses sont-elles en ligne avec vos exigences ?
- une évaluation de la gestion de la sécurité : Nos clients sont-ils en conformité avec les réglementations en vigueur ?
- un accompagnement personnalisé.

Une entreprise bien protégée, selon nous, dispose d'une protection cohérente sur l'ensemble de son système : du poste de travail jusqu'aux applications en passant par le réseau.

C'est pourquoi nous sommes présents à chaque étape du projet de sécurité : nous analysons, installons, organisons et mettons à jour vos solutions pour une sécurité maîtrisée de bout en bout.

Nous sécurisons les accès à votre réseau, protégeons les ressources, détectons et anticipons les attaques

### **Une équipe de veille dédiée**

Comme aucun système n'est jamais sûr à 100%, nous surveillons et analysons continuellement les brèches de sécurité sur tous les continents. Nos experts compilent constamment les informations pour identifier et bloquer les attaques

## **B.2. IT Management**

Nous avons formé un pôle d'expertise, indépendant des constructeurs, capable d'analyser un système d'information et de définir des solutions permettant aux Directions Informatiques d'améliorer la productivité générale de leur entreprise.

Basée sur une équipe de consultants expérimentés (certifications auprès des principaux acteurs essentiels du marché), nous vous proposons une offre globale en termes d'architecture et d'administration réseaux.

Cette équipe a déjà réalisé des plates-formes pour des clients tels qu'Amadeus, AFP, Banque de France, Colt, Eurotunnel, Pechiney, Thalès...

Nous proposons à nos clients notre expertise sur toutes les phases de projet de type :

- supervision réseau, systèmes et applications,
- gestion des configurations
- reporting, définition de tableaux de bord,
- gestion de la QoS,
- définition de SLA / SLM,
- projets de télégrance,
- audits et migrations de systèmes d'administration,
- expertise système liée au déploiement et à l'administration.

## **B.3. Infrastructures globales**

La transformation des infrastructures est une démarche progressive qui doit se dérouler en deux étapes clés :

- audit,
- plan de transformation.

Nous avons précisément une modularité d'offres qui permet d'avancer étape par étape en fonction des choix et des critères de l'entreprise.

### **Des niveaux de service ajustables pour chaque offre**

Les résultats dépendent autant de la qualité des applications que de l'infrastructure réseau et informatique de nos clients, qui agissent désormais en totale interaction.

Nous aidons à mettre en place une infrastructure consolidée de bout en bout, apte à accueillir toutes les applications : ToIP, vidéosurveillance, vidéoconférence, stockage.

Les entreprises bénéficient de notre longue expérience de l'ensemble des infrastructures de réseaux : LAN, MAN, WAN, WLAN, WIFI...

#### **Les avantages des solutions intégrées de bout en bout**

- une accélération dans le déploiement de vos applications
- une gestion plus rapide des déménagements, réorganisations
- une gestion de vos infrastructures IT
- une gestion de la sécurité et de la continuité de votre business.

### **B.4. Travail collaboratif**

#### **Contexte et enjeux : real-time business**

- permettre aux outils, aux applications de communication et aux individus de travailler ensemble à distance
- permettre un environnement de travail temps réel pour les employés, des services temps réel pour les clients finaux, des processus métiers temps réel
- augmenter l'efficacité et la productivité des collaborateurs sans perturber leur expérience

#### **La priorité des DSI**

- optimiser le réseau et les investissements informatiques
- accroître le business grâce à des solutions novatrices

but : augmenter l'efficacité et la productivité des collaborateurs sans perturber leur expérience

#### **Solutions proposées : Business Together with Microsoft**

##### **Deux axes principaux :**

- plateformes collaboratives (Sharepoint 2007) : portails, gestion documentaire avec workflow et approbation, formulaires et process métiers, recherche documentaire...
- communications unifiées (Exchange 2007 et OCS 2007) : messagerie unifiée, gestionnaire de présence, vidéoconférence, messagerie instantanée,... couplés à la téléphonie d'entreprise

##### **Des axes complémentaires :**

- mobilité : déploiement, sécurisation et gestion de flottes mobiles
- sécurité : protection des flux, des documents, gestion des droits d'accès, DLP
- archivage de mails et stockage

### **B.5. Convergence IP Intégrée**

En permettant à nos clients notamment de se focaliser sur leur métier de base et de faciliter la mise en place d'un système d'information souple et évolutif, la convergence IP offre de nombreux avantages. Mais pour en bénéficier, un bon accompagnement dans sa compréhension et sa mise en œuvre est primordial.

Fort de notre expérience en déploiement d'infrastructures IP depuis des années, Network Related Services peut aider les entreprises à tirer pleinement profit des avantages de la convergence IP avec la mise en place de différentes solutions, telles que :

- architecture voix, données, vidéo
- plate-forme de solutions de Téléphonie sur IP, de Communications Unifiées, de Webconferencing et vidéosurveillance
- architecture unique et redondante pour faire des économies sur la maintenance et l'administration des équipements
- centre d'appels et offres collaboratives
- infrastructure fiable pour assurer sereinement la sauvegarde de toutes vos données sensibles.

Nos offres couvrent ainsi toutes les briques de base d'une infrastructure convergente : Lan, Wan, Wifi, ToIP, Centre d'Appels, Communications Unifiées, Messagerie et Offres Collaboratives, Sécurité des postes fixes et nomades, Sécurisation des liens, des accès de l'infrastructure et des applications.

Nos équipes d'ingénieurs et consultants sont à disposition de nos clients pour leur prodiguer un niveau de conseil adapté à la maturité de leur projet.

Nous nous engageons sur la durée et tenons compte des spécificités métier de nos clients pour leur apporter des réponses les plus pertinentes possibles.

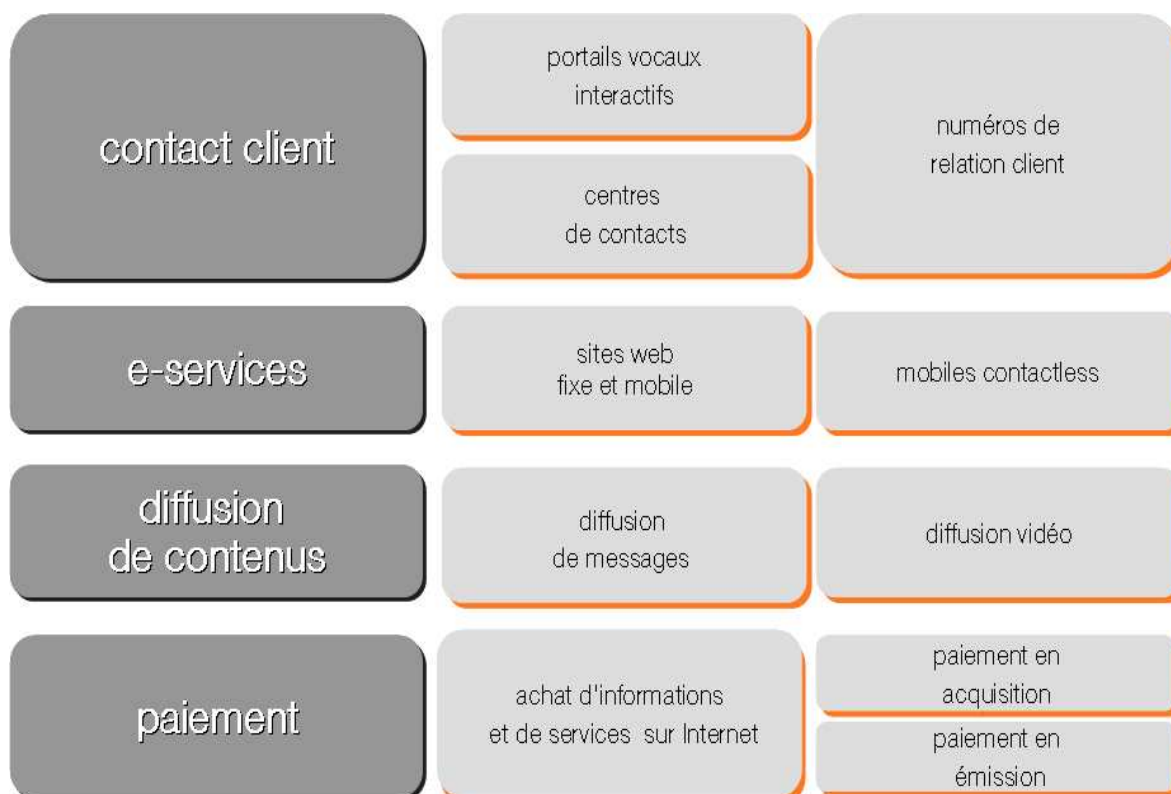
### C. Les offres Multimedia Customer Contact

Multimedia Customer Contact a pour vocation de fournir des solutions multimédia, convergentes et innovantes, permettant aux entreprises d'accroître la valeur de leur relation client partout et à tout moment.

Quel que soit l'environnement IT et les défis à relever sur les marchés de nos clients entreprises, l'expertise de nos équipes associées à notre gamme de solutions multimédia contribue à optimiser la relation clients de nos clients sur l'ensemble des canaux de relation.

Pionnier dans la convergence des technologies vocales, internet, mobile, vidéo et paiement, nous assurons l'évolution constante de nos solutions et nous nous appuyons sur l'innovation dans les nouveaux usages de la mobilité sans-contact, du web, de l'accueil vocal avec le langage naturel, des nouveaux services de paiement, de la vidéo sur les trois écrans,....

Aussi, Multimedia Customer Contact propose une vaste gamme de solutions innovantes et créatrices de valeur, organisée en quatre lignes de solutions :



### C.1. Le contact client

Solutions de bout en bout pour optimiser votre accueil multimédia et améliorer la satisfaction de vos clients-portails vocaux interactif :

- **portails vocaux interactif** : conception, développement et hébergement de service vocal interactif en DTMF, reconnaissance vocale, synthèse vocale, langage naturel.
- **centre de contact** : conception, déploiement et intégration de centre de contact multimédia sur les sites de l'entreprise.

### C.2. Les e-services

Solutions de bout en bout pour développer votre activité sur internet et vous accompagner dans les nouveaux usages de la mobilité :

- **site web fixe et mobile** : conception, développement et hébergement de sites transactionnels et sites de e-commerce
- **mobile contactless** : flashcode, code 1D et 2D, conception, développement et téléchargement d'applications mobiles NFC (Near Field Communications)

### C.3. La diffusion de contenus

Solutions de bout en bout pour interagir et communiquer avec vos clients sur les trois écrans : PC, mobile et TV :

- **diffusion de messages** : diffusion en volume de messages vocaux, SMS, MMS, fax, email
- **diffusion vidéo** : vidéo streaming, web TV, portail de VoD

### C.4. Le paiement

Solutions de bout en bout de gestion de vos paiements électroniques pour le commerce de proximité et les transactions à distance :

- **paiement en acquisition** : paiement IP de proximité et paiement à distance (internet, mobile,...)
- **paiement en émission** : carte virtuelle, carte co-brandée, carte prépayée.

## D. Les offres de Consulting Services

### D.1. Infrastructures réseaux informatique et télécoms

Consulting Services accompagne les directions informatiques dans l'amélioration et la gestion des évolutions des réseaux de télécommunication.

Cela se traduit par des prestations conseil en :

- **amélioration des infrastructures réseaux** (MAN, WAN, LAN), notamment dans le cadre de fusion, de déménagement de sites, y compris d'assistance à la gestion de déploiements complexes,
- **performance des applications**, avec l'amélioration de la performance des applications client : recensement du patrimoine applicatif, diagnostic de performance applicative, pré-déploiement de nouvelles applications, recensement des infrastructures, scénarios d'évolution et formation des équipes
- **gestion de la transformation IP**, avec la convergence des services et des réseaux (data, téléphonie, fixe-mobile,..) vers un "tout IP",
- **optimisation des postes de travail** (gestion de parc, virtualisation..)
- **consolidation des data centers.**

### D.2. Gouvernance des systèmes d'information

Ces prestations concernent l'amélioration des évolutions des systèmes d'information, d'alignement avec la stratégie d'entreprise, de formalisation de nouvelles architectures informatiques ainsi que de l'amélioration des méthodes et organisation de l'informatique en réponse aux besoins des utilisateurs (ITIL, CMMI)

Cela se traduit par des prestations conseil en :

- **alignement stratégique** entre les stratégies, les métiers, l'organisation, le SI et les NTIC du client
- **amélioration et efficacité des organisations**, méthodes et outils (catalogue de services, processus, gestion et priorités des investissements, méthodologies ITIL, CMMI, ...)
- **urbanisation et évolution du SI**, évolution des architectures fonctionnelles et applicatives

### D.3. Sécurité et continuité des systèmes d'information

Ces prestations concernent l'amélioration des conditions de sécurité des infrastructures, des informations vitales et la continuité d'activité.

Cela se traduit par des prestations conseil en :

- **audits techniques, mise en conformité et tests d'intrusion**
- **audits organisationnels sécurité**
- **sécurité des infrastructures techniques réseaux et des SI** : mise en place d'une architecture et des expertises SSI (cryptographie, PKI, sécurité des réseaux, sécurité applicative)
- **management et processus sécurité**
- **assurer la gouvernance de la sécurité par la mise en place d'une politique de sécurité**, par l'amélioration de son pilotage et le choix d'indicateurs de suivi pertinents
- **analyser les risques** : identifier les besoins de sécurité, les enjeux, les risques et les contre-mesures
- **définition et mise en place de plan de continuité et de reprise d'activité**

### D.4. Gestion de la Relation Client

Il s'agit d'accompagner les entreprises sur la définition et l'optimisation de leur accueil client quel que soit le canal de contact (téléphone, Internet, SMS...), la mise en œuvre de centres de contact ou le déploiement de services en ligne.

Cela se traduit par des prestations conseil en :

- **centres de contacts et accueil client** : définition et optimisation de la gestion des contacts clients quel que soit le canal de contact et AMOA sur mise en œuvre
- **stratégie multi canal : définition de la stratégie relation client multicanal** : séminaire, schéma directeur, benchmark sur plusieurs canaux de contacts (tel, mail, sms, ...)
- **services en ligne** : définition et optimisation des services web et mobiles proposés aux clients de l'entreprise (web 3D, web 2.0, NFC, geoloc,...), AMOA sur mise en œuvre
- **centres de services partagés** (RH ou informatique)

### D.5. Entreprise collaborative

Ces prestations visent à améliorer les modes de travail en interne et les processus métiers en relation avec les partenaires/fournisseurs.

- enrichir/ unifier les solutions de communication telles que la **visioconférence, la messagerie et tous les services de collaboration**
- tirer parti des opportunités offertes par les solutions de **M2M (RFID) et de dématérialisation** des processus et des informations (gestion documentaire, espace partagé de travail, intranet / extranet (information Lifecycle management)

### D.6. Offres émergentes : innovation et développement durable

Ces prestations permettent d'aider les entreprises à anticiper les opportunités générées tant par l'innovation technologique que par les mutations émergentes.

Cela se traduit par le lancement de nouveaux services différenciant ou la préconisation et la mise en place de solutions en faveur du développement durable....



## 4. Les hommes, vecteurs de l'innovation technologique

### A. Expérience terrain, dimension humaine, excellence académique

Notre politique d'innovation s'applique également aux ressources humaines. Répartis sur 3 continents et riches de la diversité de leurs compétences, les femmes et les hommes de Network Related Services partagent la recherche incessante de l'excellence et du progrès au profit de nos clients pour plus d'efficacité opérationnelle et économique.

Nos équipes sont composées de consultants, ingénieurs et experts qui interviennent aux côtés de nos clients sur des missions d'audit, de conseil, de conduite de projet, d'assistance à maîtrise d'œuvre ou maîtrise d'ouvrage, de conception et de développement.

### B. Le management de projet : un cœur de métier

Network Related Services accorde une importance particulière aux compétences managériales de ses chefs de projets qui bénéficient par ailleurs d'une méthodologie de conduite de projet éprouvée.

Leur connaissance approfondie des métiers de nos clients apporte une forte valeur ajoutée sur toutes les phases des projets, de la R&D à la mise en œuvre opérationnelle

Le renforcement de notre pôle de performance «conduite de projet» est un atout majeur pour nos clients qui ont ainsi l'assurance de bénéficier de support de spécialistes en management de projets

### C. Créateur d'avenir

Innovation, qualité, pérennité et optimisation des coûts constituent des préoccupations constantes de l'ensemble des collaborateurs de Network Related Services. Parce que le recrutement est une étape essentielle pour le développement de son offre, nous avons mis en place une politique de recrutement fondée sur ses valeurs essentielles : performance, excellence, expertise, talents.

Pour continuer à innover sans cesse, nos collaborateurs doivent être les premiers à anticiper les évolutions. Ainsi le groupe a fait de la formation un axe essentiel de sa politique RH. Le développement des connaissances, des méthodes et des compétences de nos collaborateurs vous assure une qualité irréprochable dans la prestation de conseil ou service que nous sommes à même de vous offrir.

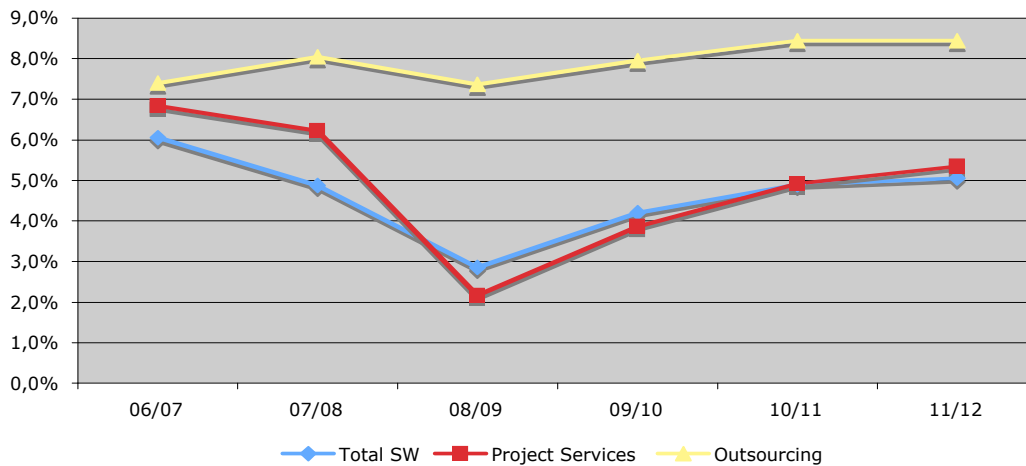
## V. le marché

### 1. Le marché

En période d'expansion ou de contexte économique difficile, le secteur des Logiciels & Services confirme sa capacité à générer une surperformance.

Cette situation témoigne du rôle désormais stratégique des technologies de l'information et en premier lieu des Logiciels & Services dans la compétitivité des entreprises et l'efficacité des administrations.

Logiciels et services prévision de croissance PAC 2006-2012



(Source Pierre Audouin Conseil : PAC)

A ce jour, l'informatique technique reste dans un cycle de croissance à long terme et promet d'être porteuse pour encore de nombreuses années.

Network Related Services développe la totalité de son offre sur le marché des logiciels et services.

Les facteurs clés de succès à maîtriser pour répondre aux exigences du marché sont :

- rapidité de réalisation
- exhaustivité des solutions
- qualité
- sécurité

### 2. Taille du marché

Le marché mondial des services informatiques en 2009 est évalué en baisse de 3,5% à 780,9 milliards de dollars (source Gartner janvier 2010).

En France, le marché des services informatiques en 2009 est évalué en baisse de 2,5% à 42 milliards d'euros (source Syntec) dans un contexte moins dégradé que les marchés européens.

Selon le même cabinet, les budgets IT en France devraient finir sur un recul de 4,6% pour l'année 2009.

En effets, les impacts de la crise sur ce marché ont été importants, après quatre années de croissance soutenue.

Il est toutefois à noter que les variations dans les services informatiques sont contrastées en 2009 : -6% pour le conseil, le développement et l'assistance technique, -3% pour les projets et l'intégration, +2,5% pour l'infogérance d'infrastructures et +4% pour l'infogérance applicative.

### 3. Évolution du marché

#### Retour de la croissance dans les services et les logiciels en 2010

Le marché mondial des services IT pèsera 824 Md\$ en 2010 grâce à une hausse de 5,6% des investissements des entreprises (Source Gartner janvier 2010).

En France, le marché des services informatiques devrait marquer en 2010 un retour à la croissance de +2% avant que le secteur ne retrouve un rythme plus soutenu en 2011.

<b>Dépenses IT en 2009-2010</b>			
	Dépenses IT 2009 (en milliards de dollars)	Dépenses IT 2010 (en milliards de dollars)	Évolution sur 1 an
Matériels	326,4	331,7	+ 1,6 %
Logiciels	220,7	231,5	+ 4,9 %
Services IT	780,9	824,2	+ 5,6 %
Telecom	1888	1976	+ 4,7 %
Total	3216	3364	+ 4,6 %

Source : Gartner

Ce sont les équipements en matériel et en logiciel qui représenteront les plus gros investissements (étude Forrester).

Évolution des dépenses par segments, en dollars :

- les achats de matériel informatique vont croître de 8,2%
- les investissements dans les infrastructures de communication, de 7,6%
- les dépenses en matière de logiciels vont augmenter de 9,7%
- les dépenses en conseil et services en systèmes d'intégration vont augmenter de 6,8%
- enfin les dépenses en outsourcing vont augmenter de 7,1%

A noter que l'essor de l'offshore marque le pas. Malgré un recours systématique dans les grands contrats, il devrait plafonner cette année à 4% du marché.

L'infogérance et le cloud computing continuent de croître et sont promis à un bel avenir

### 4. Perspectives du marché

Selon Forrester, 2010 marquera le début d'un nouveau cycle de croissance (6 à 7 ans) des investissements technologiques et de l'innovation, avec notamment le "cloud computing".

#### Le Cloud Computing, l'évolution ultime de l'externalisation

A l'aube de 2010, une évolution est en marche : le Cloud Computing ou l'informatique à la demande, fusionne Infrastructures, Applications & Services et permet une mise en œuvre rapide et une capacité virtuellement illimitée pour l'utilisateur.

Les enjeux du Cloud Computing représentent pour les entreprises de nouveaux enjeux de productivité pour adapter le volume à la demande, lier la valeur de la technologie à son usage, concentrer et optimiser la gestion des moyens informatiques et minimiser son empreinte écologique.

#### Forts contrastes par marchés clients

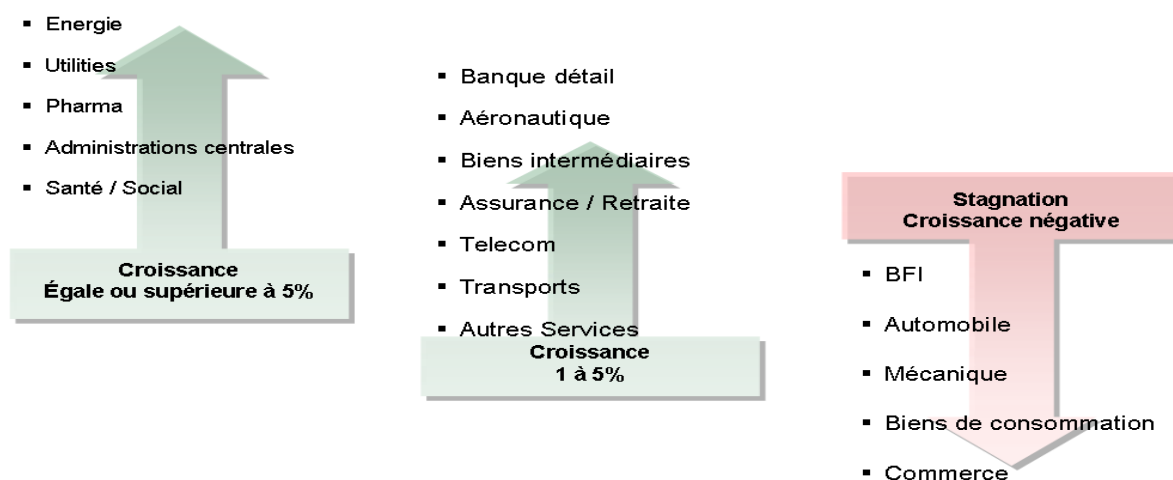
Le secteur public affiche une croissance des investissements à deux chiffres alors qu'à l'autre bout du spectre, l'industrie, le commerce-distribution et les transports n'ont guère investi.

Le secteur public joue son rôle contra-cyclique et apparaît parmi les marchés en pointe, avec l'Énergie et les « Utilities ».

Le rétablissement du secteur financier se traduit aussi dans les actes, il ressort meilleur qu'attendu et donne des signes de redémarrage.

La situation reste difficile et contrastée dans l'industrie et la distribution en 2010.

Les investissements en matière de Technologies de l'Information et de la Communication figurent parmi les priorités retenues pour l'Emprunt National, qu'ils soient directs ou indirects (éducation, santé, développement durable, productivité et innovation des entreprises...) et permettront à la France de se doter d'un potentiel de croissance renouvelé.



### Forts contrastes par métier

Selon Forrester, les applications hébergées (SaaS) seront la norme dès 2010. Nous assistons en parallèle à la mutation des usages : là où les entreprises achetaient auparavant matériel et logiciels, elles utilisent désormais davantage les applications en mode « Software as a service ». L'émergence annoncée du « Cloud Computing » devrait encore accentuer cette tendance.

Le marché mondial des services SaaS (Software as a Service) continue de connaître une belle avancée, selon le cabinet d'études Gartner, il va progresser de 17,7% en 2010, représentant une valeur de 7,5 milliards de dollars, avec une estimation qui le portera à 14 milliards de dollars d'ici 2013.

2010 marquera un changement de cap, selon Gartner : parmi les technologies prioritaires chez les DSI, la virtualisation occupe la première position, suivie par le Cloud Computing, le Web 2.0, les technologies de communications et la Business Intelligence.

### Les priorités des entreprises et des investissements technologiques des DSI en 2010

Top 10 des priorités des entreprises	Top 10 des priorités technologiques
Amélioration des process Business	Virtualisation
Réduction des coûts	Cloud Computing
Augmenter l'utilisation des données à des fins analytiques	Web 2.0
Améliorer la productivité des effectifs	Réseau, communications voix et données
Attirer et fidéliser les nouveaux clients	Business Intelligence
Gestion du changement	Mobilité
Innovation en matière de produits et de services	Stockage et gestion de données
Meilleur ciblage des prospects et du marché	Architecture et applications orientés Services
Consolidation des opérations	Sécurité
Amélioration de la relation avec les clients	IT Management

## 5. Potentiel du marché

L'industrie des Logiciels & Services bénéficie de 4 moteurs de croissance puissants.

- l'externalisation de la dépense informatique et la rationalisation des SI par les organisations (Administrations, Grands Comptes, PME) devrait se poursuivre, au profit de l'infogérance qui figurera ainsi aux premiers plans au 1er semestre, malgré des pressions importantes sur les prix.
- les besoins réglementaires, notamment dans la Banque, de même que la nécessité de rationaliser les systèmes d'information, comme dans le cadre des rapprochements d'entreprises, devraient représenter des relais de croissance majeurs.

Le renforcement du cadre Réglementaire devrait occasionner une demande forte d'adaptation et de nouveaux projets, notamment dans la Banque et l'Assurance (Bâle 3 et Solvency II), la comptabilité carbone dans les entreprises et la conséquence du G20.

- la reconfiguration de l'économie va susciter un fort besoin de refonte des systèmes d'information particulièrement dans le secteur financier suite au bouleversement du paysage bancaire et suite à la mutation dans les Télécoms.
- les grands programmes d'innovation d'Etat en particulier dans l'e-santé et la dématérialisation ainsi que les nouveaux programmes industriels dans l'aéronautique, les systèmes embarqués et la voiture électrique devraient contribuer à la reprise de l'activité des services informatiques. Les projets Internet (e-commerce, paris en ligne) et mobilité (mobile banking, NFC) représentent des relais de croissance majeurs. Enfin, le Green IT représente une des solutions efficaces pour lutter contre le changement climatique et ainsi contrôler les émissions carbone.

Les besoins de solutions informatiques innovantes se révèlent dans tous les secteurs économiques. Les entreprises cherchent de plus en plus l'apport technologique qui rentabilisera leur offre.

## 6. Positionnement de Network Related Services dans son marché

Les métiers de Network Related Services lui permettent de proposer des solutions complètes, cohérentes, et complémentaires.

Network Related Services propose des solutions ambitieuses et innovantes dans une multitude de secteurs d'activité : transports, aérospatial, aéronautique, télécommunications, industrie pharmaceutique, santé, industries lourdes, énergie, pétrochimie, constructeurs informatiques et électroniques, automobile, monétique et finance.

Notre société offre des solutions clé en main et met à la disposition de ses clients des compétences uniques : des ingénieurs, des consultants, des spécialistes en sécurité, des formateurs, des équipes de management... en clair, des hommes et des savoir-faire. Ce modèle d'entreprise valorise la capitalisation des compétences.

L'entreprise a développé une offre technologique dont l'application est appropriée à de nombreux secteurs. La baisse des coûts des mémoires, des processeurs et des composants d'interfaces permet d'imaginer de nouveaux appareils et d'apporter des fonctions qui enrichissent leur usage.

Le marché de Network Related Services est mondial, il concerne toutes les entreprises qui intègrent l'informatique dans leurs produits, leur chaîne de production ou même dans leur gestion administrative.

Expertise et diversité, optimisées par un maillage géographique important, permettent d'acquérir des compétences diverses applicables dans une multitude de secteurs.

Face aux traditionnelles SSII, Network Related Services apporte l'innovation et la maîtrise des technologies informatiques modernes nécessaires au développement des grands groupes industriels. Nous sommes en mesure de répondre aux challenges et d'être un acteur majeur de l'industrie des services informatiques.

## 7. Perspectives de Network Related Services dans son marché

Notre potentiel est certain, face au déploiement de technologies informatiques qui envahissent tous les secteurs de l'industrie et pour lesquels nous avons pour vocation d'apporter des solutions innovantes adaptées aux besoins du client.

### **Dans ce contexte, notre société dispose d'avantages concurrentiels forts :**

- son portefeuille clients réparti sur des secteurs variés (constructeurs informatiques, fabrication de matériel électrique, télécoms, banques, monétique, industrie de la défense, aéronautique, énergie, automobile, etc.).
- une approche « métiers » au travers du développement des verticaux (santé, transport, média...)
- son approche « solutions » seule garante de maîtrise de coûts, qualité et délais assurant à ses clients le retour sur investissement.
- une marque forte (Orange Business Services)
- sa solidité financière au sein d'un groupe international de 52Mds€ de chiffre d'affaires,
- sa présence sur trois continents dont un centre de production en Inde.
- l'excellence de ses collaborateurs.
- un management soudé.

Nous recherchons les meilleures compétences qui soient où qu'elles soient pour offrir un coût toujours plus compétitif, dans le respect de ses normes de qualité.

### **Des solutions adaptées au marché des transports**

Notre monde économique doit faire face à 3 crises majeures : environnementale, énergétique et financière. Dans ce contexte, le secteur des transports publics offre de réelles alternatives pour nous assurer un nouveau modèle de développement.

Les solutions IT sont aujourd'hui au cœur des enjeux actuels du marché du transport. Elles contribuent à la réduction des déplacements polluants et favorisent une utilisation responsable des investissements, pour le plus grand bien des entreprises, de leurs clients et de la collectivité.

Ces nouveaux services vont apporter une réponse aux enjeux des territoires et des collectivités en optimisant les infrastructures et en améliorant le quotidien des voyageurs.

C'est pour marquer sa volonté stratégique de se développer de façon significative dans ce domaine qu'a été créé le Vertical Transport qui regroupe les solutions de Data & Mobiles International, et les systèmes d'information en temps réel dans les transports publics.

## 8. Stratégie de développement

« Anticiper les besoins des clients, innover, proposer des solutions complètes à forte valeur technologique »

### **Le développement... par la technologie**

Sur le plan technologique, le développement de Network Related Services passera par la déclinaison de son savoir-faire dans tous les secteurs d'activité de l'économie mondiale, et le groupe fera de l'innovation un vecteur de développement et de différenciation.

Les missions de notre centre de recherche :

- développer une technologie toujours plus innovante pour nos clients.
- s'adapter à l'évolution des moyens de communication utilisés par nos clients
- se positionner sur des services à forte valeur ajoutée
- développer des services et usages adaptés aux attentes de nos clients
- introduire de nouveaux services sur le marché prenant en compte le développement de l'usage des mobiles, de l'Internet...
- s'assurer de la maîtrise des technologies de communication et de leurs évolutions
- accompagner nos clients dans l'appropriation et la mise en œuvre de ces innovations au service du développement de leur business

L'apport technologique de nos solutions clé en main est aussi un garant fort de notre futur et de notre développement.

### **Le développement... par le renforcement de l'offre.**

En intégrant en 2009 Multimedia business services (SETIB, Newpoint et CVF) et Orange Consulting, Network Related Services développe de nouvelles offres axées dans la relation client multimédia et des prestations d'accompagnement spécifiques adaptées aux projets clients, gagne de nouveaux marchés, étoffe son portefeuille d'offres, assure la récurrence de son chiffre d'affaires et élargit sa base clients.

### **Le développement... par la croissance externe**

En complément de notre R&D et de notre croissance interne, nous avons renforcé notre univers technologique et notre positionnement sectoriel par la croissance externe. Les acquisitions contribuent à la déclinaison de notre savoir-faire sur de nouveaux marchés ou sur de nouveaux secteurs d'activité. Les acquisitions se sont intégrées aux métiers du Groupe et lui ont permis de bénéficier d'une expertise à forte valeur ajoutée.

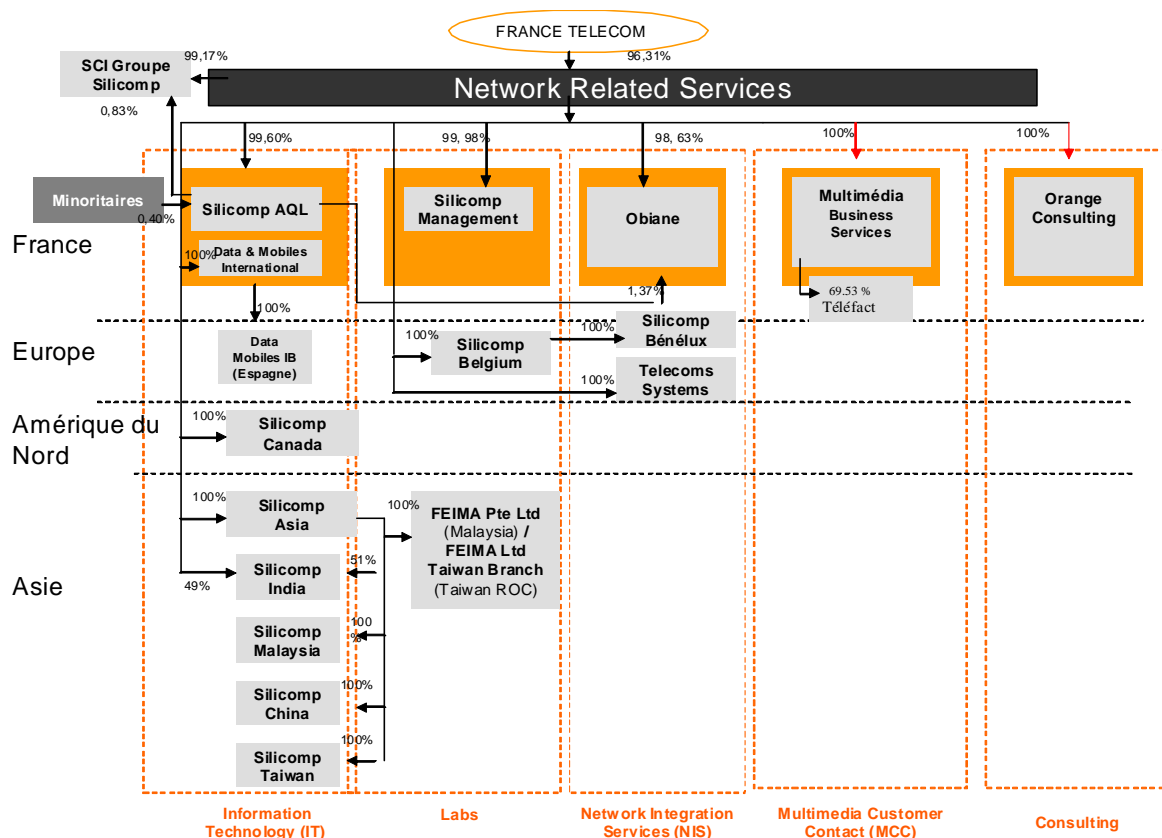
### **Le développement... par le déploiement géographique**

Grâce à son maillage local, national et international, Network Related Services propose son expertise sur trois continents : Amérique du Nord, Europe et Asie. Le Groupe accompagne les entreprises dans leur démarche « d'opti-localisation », notamment avec sa filiale en Inde.

Network Related Services entend déployer son savoir-faire, ses compétences et son modèle unique de par le monde en s'appuyant sur un maillage géographique important.

## VI. L'organisation géographique et les principales filiales

Network Related Services est détenue à ce jour à plus de 96% par France Télécom S.A. L'organigramme du sous-groupe dont Network Related Services est la société mère se présente comme suit :



Les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation dont Network Related Services est la société mère, sont les suivantes :

Pôles	Nom	Adresse sièges sociaux	Pays	N° SIREN	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
Holding et non affecté	Network Related Services	195 rue Lavoisier - 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	345039416		société mère	
	SCI Groupe Silicomp	195 rue Lavoisier - 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	379378094	100,00%	100,00%	Int. Globale
Information technology	Silicomp-AQL	195 rue Lavoisier - 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	328006432	99,60%	100,00%	Int. Globale
	SSV (en sommeil)	195 rue Lavoisier - 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	449295799	100,00%	100,00%	Int. Globale
	Data Mobiles International	195 rue Lavoisier - 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	501614879	100,00%	100,00%	Int. Globale
	Data Mobiles Ibérica	Calle Rossello Nº4, Nave, Polígono Industrial, Cantalòps, Utiça de Vall - 08185 Barcelone	Espagne	B-64753890	100,00%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Asia	31, International Business Park - Singapore 609921	SINGAPOUR		100,00%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Malaysia	47301 Petaling Jaya / Selangor Darul Ehsan	MALAYSIE		100,00%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Taiwan	3F-1, 316, Wen Chang Street - Taipei 110 - TAIWAN	CHINE		100,00%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp China	11/F Nanyang Plaza - 57 Hung To Road - Kwun Tong KL - HK	CHINE		100,00%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp India	Jaya Nagar 2nd Block, Plot 406, Bangalore - 560 011 India	INDE		100,00%	100,00%	Int. Globale
Silicomp Canada	75, rue Queen, Bureau 2800 - Montréal H3C 2N6 - Québec	CANADA		100,00%	100,00%	Int. Globale	
Labs	Silicomp Management	24, rue Emile Baudot - 91120 Palaiseau	FRANCE	419311329	99,98%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Belgium	Bisschoppenhofflaan 380 - 2100 Deurne	BELGIQUE		100,00%	100,00%	Int. Globale
	FEIMA Ltd	Suite 807-2, Lane 150 section 5 Shing-Yi Chiu - Taipei - TAIWAN	CHINE		100,00%	100,00%	Int. Globale
Network Integration Services	Obiane	195 rue Lavoisier - 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	408193613	99,99%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Benelux	Bisschoppenhofflaan 380 - 2100 Deurne	BELGIQUE		100,00%	100,00%	Int. Globale
	Telecom Systems	En Budron E7 CH 1052 P Le Mont s/Lausanne	SUISSE		100,00%	100,00%	Int. Globale
Multimédia Customer Contact	Multimédia Business Services	106-108 rue du temple - 75003 PARIS	FRANCE	442954962	100,00%	100,00%	Int. Globale
	Téléfact	24, rue des Jeûneurs - 75002 PARIS	FRANCE	382149987	69,53%	100,00%	Int. Globale
	CNIP Extélic	10, avenue Charles de Gaulle	FRANCE	340967546	33,99%	33,99%	Mise Equivalence
Consulting Services	Orange Consulting	114, rue Marcadet - 75018 PARIS	FRANCE	501615041	100,00%	100,00%	Int. Globale



## VII. Propriétés immobilières, usines et équipements

### Locaux

Les locaux de Network Related Services font l'objet de contrats de location simple, à l'exception des locaux de :

- Montbonnot (siège social – 3000m<sup>2</sup>) qui font l'objet de deux contrats de crédit bail se terminant respectivement en 2010 et 2011 ;
- Rennes (1200 m<sup>2</sup>) qui font également l'objet d'un contrat de crédit-bail pour partie et d'un bail à construction se terminant respectivement en 2010 et 2024 ;
- Anvers (768 m<sup>2</sup>) qui font l'objet d'un bail à construction se terminant en 2015. A cette date, les locaux deviendront irrévocablement la propriété de la société Icos België B.V.B.A. sans qu'aucune indemnité ne soit due au Groupe.

Les dettes de crédit-bail s'élèvent à 265 K€ au 31 décembre 2009. Leur maturité est la suivante :

Dettes de crédit bail (en K€)	31-Dec-09	à moins d'un an	de un à cinq ans	au-delà
- Crédit-bail	265	265	-	-

Concernant les locaux en locations simples, les engagements sont les suivants :

Contrats de location simple (immobilier) en k€	Total	Engagements		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
au 31/12/2008	8 939	2 188	5 154	1 596
au 31/12/2009	14 568	3 947	7 731	2 889

## VIII. Clauses statutaires particulières

### 1. Fixation, affectation et répartition du bénéfice (article 15)

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application du Code de Commerce, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous les fonds de réserve ou de les reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement aux droits qu'elles confèrent. L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition soit pour constituer ou compléter des dividendes, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'Assemblée Générale ou, à défaut, par le Conseil d'Administration conformément au Code de Commerce. L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice aura la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie des dividendes mis en distribution, une option entre le paiement des dividendes en numéraire ou en actions.

## 2. Assemblées Générales (article 14)

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions fixées par le Code de Commerce. Les Assemblées Générales se réunissent au siège social ou en tout autre lieu, même dans un autre département, précisé dans la convocation.

Le droit de participer aux assemblées générales est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Toutefois, le conseil d'administration a la faculté d'abrégé ce délai.

Les Assemblées sont présidées par le président du Conseil ou, en son absence, s'il en existe, par le vice-président ou à défaut par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son président.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par la réglementation en vigueur.

Les actionnaires peuvent, dans toutes les Assemblées, voter par correspondance dans les conditions prévues par les dispositions du Code de Commerce

Les conditions de quorum et de majorité aux assemblées sont celles déterminées par le Code de Commerce.

## 3. Forme des actions (article 8)

Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération.

Après leur libération, elles sont nominatives et peuvent être mises au porteur au choix de l'actionnaire dans les cas autorisés par le Code de Commerce et dans les conditions qu'il fixe.

Cependant, les actions détenues par un même actionnaire et représentant plus de 5 % du capital ou des droits de vote de la Société devront être nominatives.

Elles sont inscrites en comptes tenus par la société ou par un intermédiaire habilité selon les modalités prévues par les dispositions du Code de Commerce.

La société peut demander communication des renseignements relatifs à la composition de son actionariat et à la détention de ses actions et de tout titre permettant par échange, conversion ou remboursement d'obtenir des actions à droit de vote, conformément aux articles L. 228-2 et L. 228-3 du Code de Commerce.

## 4. Droits et obligations attachés aux actions (article 10)

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Chaque action donne également droit de participer aux assemblées générales d'actionnaires, avec voix délibérative, dans les conditions et sous les réserves prévues par le Code de Commerce, les règlements et les présents statuts. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué :

- à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins au nom du même actionnaire,
- aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission à raison d'actions pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Ce droit de vote double cessera de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de détenir plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en cas d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autres opérations sociales, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente des actions ou des droits d'attribution nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Le droit de vote attaché aux actions grevées d'un usufruit appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-proprétaire dans les assemblées générales extraordinaires, sauf convention contraire passée entre les intéressés notifiées à la société par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception.

Sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, il peut être créé, par augmentation du capital ou par conversion d'actions ordinaires déjà émises, des actions de préférence qui sont elles-mêmes convertibles en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie, le tout dans les conditions et limites prévues par les dispositions en vigueur. La société a toujours la faculté d'exiger par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, le rachat ou la conversion, de la totalité de ses propres actions de préférence, conformément aux dispositions du Code de commerce. L'assemblée générale extraordinaire peut également déléguer ce pouvoir au conseil d'administration.

## **5. Cessions et transmission des titres (article 9)**

Les actions ou les droits de souscription ou d'attribution afférents à celles-ci sont librement négociables dans les conditions prévues par le Code de Commerce. Les actions sont transmissibles à l'égard des tiers et de la société par un ordre de virement de compte à compte.

La transmission des actions, à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également par un ordre de mouvement mentionné sur le registre des mouvements de titres, sur justification de la mutation dans les conditions du Code de Commerce.

Outre les seuils prévus par les dispositions du Code de Commerce applicables, toute personne physique ou morale qui, agissant seule ou de concert, vient à dépasser, à la hausse ou à la baisse, chaque pour cent au-delà du seuil de détention de 5 % du capital ou des droits de vote de la société, doit en informer la société, par Lettre Recommandée avec demande d'avis de Réception, dans un délai de quinze jours à compter du franchissement dudit seuil, certifiant que les actions ainsi possédées ne le sont pas pour le compte ou sous contrôle d'une autre personne physique ou morale.

A la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 3 % au moins du capital ou des droits de vote de la société, le non-respect de cette obligation est sanctionné, pour les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée, par la privation du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

## **6. Conseil d'administration - Composition (article 11)**

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus; toutefois, en cas de fusion, ce nombre de dix-huit personnes pourra être dépassé dans les conditions et limites fixées par les dispositions du Code de Commerce.

Sauf lorsque le Code de Commerce le dispense de cette obligation, chaque administrateur est tenu d'être propriétaire d'une action.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois années.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Lorsque l'âge limite est atteint, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Le conseil d'administration est convoqué par tout moyen et même verbalement par le président à son initiative et, s'il n'assume pas la direction générale, sur demande du directeur général ou encore, si le conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, sur demande du tiers au moins des administrateurs. Hors ces cas où l'ordre du jour est fixé par le ou les demandeurs, celui-ci est arrêté par le président et peut n'être fixé qu'au moment de la réunion.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Le conseil délibère et prend ses décisions dans les conditions prévues par le Code de Commerce.

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres son président. Il détermine sa rémunération.

La limite d'âge des fonctions de président est fixée à 65 ans. Il est le cas échéant réputé démissionnaire à l'issue du premier conseil tenu après la date à laquelle il atteint l'âge de 65 ans.

Le président du conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci. Il rend compte dans un rapport des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société.

## 7. Direction générale (article 12)

La direction générale est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique choisie parmi les membres du conseil ou en dehors d'eux, qui porte le titre de directeur général.

Le conseil d'administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale. Il peut à tout moment modifier son choix. Dans chaque cas, il en informe les actionnaires et les tiers conformément à la réglementation en vigueur.

Dans l'hypothèse où le président exerce les fonctions de directeur général, les dispositions des présents statuts relatives à ce dernier lui sont applicables.

Lorsque la direction générale n'est pas assumée par le président du conseil d'administration, le conseil d'administration nomme un directeur général auquel s'applique la limite d'âge fixée pour les fonctions de président.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires ainsi qu'au conseil d'administration.

Sur la proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer un ou, dans la limite de cinq, plusieurs directeurs généraux délégués. La limite d'âge fixée pour les fonctions de président s'applique aussi aux directeurs généraux délégués.

Les directeurs généraux délégués disposent à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, les pouvoirs du directeur général et des directeurs généraux délégués peuvent être limités par le conseil d'administration sans que cette limitation soit opposable aux tiers.

## IX. Évolution du capital de Network Related Services depuis sa création

Exercice	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises (valeur nominale)	Montant de l'augmentation de capital	Prime d'émission par action	Montant du capital après opération	Nombre d'actions après opération
1988	Création	32 500 (100F)	-	-	3 250 000F	32 500
1991	Réduction de capital (*)	- 2 469 (100F)	- 246 900F	-	3 003 100F	30 031
1991	Incorporation de réserves par augmentation de nominal	0 (110F)	300 310F	-	3 303 410F	30 031
1998	Division par 110 de la valeur nominale des actions	0 (1F)	0	-	3 303 410F	3 303 410
1998	Emission de 100 000 actions	100 000 (1F)	100 000F	49F	3 403 410F	3 403 410
1998	Emission de 627 000 actions (APE)	627 000 (1F)	627 000F	61F	4 030 410F	4 030 410
1998	Emission de 30 000 actions	30 000 (1F)	30 000F	49F	4 060 410F	4 060 410
1999	Emission de 1 000 actions (OSA)	1 000 (1F)	1 000F	49F	4 061 410F	4 061 410
1999	Emission de 1 000 actions (OSA)	1 000 (1F)	1 000F	49F	4 062 410F	4 062 410
1999	Emission de 13 333 ABSA	13 333 (1F)	13 333F	74F	4 075 743F	4 075 743
2000	Emission de 1 000 actions (OSA)	1 000 (1F)	1 000F	49F	4 076 743F	4 076 743
2000	Emission de 2 000 actions (OSA)	2 000 (1F)	2 000F	49F	4 078 743F	4 078 743
2000	Emission de 1 000 actions (OSA)	1 000 (1F)	1 000F	49F	4 079 743F	4 079 743
2000	Emission de 1 000 actions (OSA)	1 000 (1F)	1 000F	49F	4 080 743F	4 080 743
2000	Emission de 488 actions (OSA)	488 (1F)	488F	355,24F	4 081 231F	4 081 231
2000	Emission de 284 actions (OSA)	284 (1F)	284F	355,24F	4 081 515F	4 081 515
2000	Emission de 258 629 actions (APE)	258 629 (1F)	258 629F	412,25F	4 340 144F	4 340 144
2000	Emission de 1 000 actions (OSA)	1 000 (1F)	1 000F	49F	4 341 144F	4 341 144
2001	Emission de 1 000 actions (OSA)	1 000 (1F)	1 000F	49F	4 342 144F	4 342 144
2001	Emission de 1 000 actions (OSA)	1 000 (1F)	1 000F	49F	4 343 144F	4 343 144
2001	Emission de 1 400 actions (OSA)	1 400 (1F)	1 400F	68,10F	4 344 544F	4 344 544
2001	Conversion en euros (**)	4 344 544 (0,15€)	-	-	651 681,60 €	4 344 544
2001	Emission de 22 078 actions (apport en nature)	22 078 (0,15€)	3 311,70 €	25,52 €	654 993,30 €	4 366 622
2002	Emission de 14 110 actions (apport en nature)	14 110 (0,15€)	2 116,50 €	25,52 €	657 109,80 €	4 380 732
2002	Emission de 700 actions (OSA)	700 (0,15€)	105 €	10,38€	657 214,80 €	4 381 432
2003	Emission de 10 606 actions (OSA)	10 606 (0,15€)	1 590,90 €	2,96 €	658 805,70 €	4 392 038
2003	Emission de 60.000 actions (apport en nature)	60 000 (0,15€)	9 000 €	3,85 €	667 805,70 €	4 452 038
2003	Emission de 1 749 actions (OSA)	1 749 (0,15€)	262,35 €	3,12 €	668 068,05 €	4 453 787
2004	Emission de 5 000 actions (OSA)	5 000 (0,15€)	750,00 €	2,96 €	668 818,05 €	4 458 787
2004	Emission de 7 369 actions (OSA)	7 369 (0,15€)	1 105,35 €	3,34 €	669 923,40 €	4 466 156
2004	Emission de 1 504 actions (OSA)	1 504 (0,15€)	225,60 €	4,00 €	670 149,00 €	4 467 660
2005	Emission de 2 500 actions (OSA)	2 500 (0,15€)	375,00 €	2,96 €	670 524,00 €	4 470 160
2005	Emission de 1 425 actions (OSA)	1 425 (0,15€)	213,75 €	3,34 €	670 737,75 €	4 471 585
2005	Emission de 8 802 actions (OSA)	8 802 (0,15€)	1 320,30 €	4,00 €	672 058,00 €	4 480 387
2005	Emission de 15 012 actions (BSA)	15 012 (0,15€)	2 251,80 €	5,85 €	674 309,85 €	4 495 399
2005	Emission de 30 398 actions (OSA)	30 398 (0,15€)	4 559,70 €	4,32 €	678 869,55 €	4 525 797
2006	Emission de 45 612 actions (BSA)	45 612 (0,15€)	6 841,80 €	5,85 €	685 711,35 €	4 571 409
2006	Emission de 68 363 actions (OSA)	68 363 (0,15€)	10 254,45 €	5,86 €	695 965,80 €	4 639 772
2007	Emission de 367.668 actions (BSA)	367.668 (0,15€)	55.150,20 €	5,85 €	751.116,00 €	5.007.440
2007	Emission de 229.945 actions (OSA)	229.945 (0,15€)	34.491,75 €	5,60 €	785.607,75 €	5.237.385
2007	Annulation de 1 719 actions auto détenues	- 1 719 (0,15€)	-257,85 €	-	785.349,90 €	5.235.666
2008	Emission de 7.121 actions (BSA exercés en 2007 constaté en 2008)	7.121 (0,15€)	1.068,15 €	5,85 €	786.418,05 €	5.242.787
2008	Emission de 228.040 actions (OSA)	228.040 (0,15€)	34.206,00 €	5,85 €	820.624,05 €	5.470.827
2009	Pas de changement					

## X. Organes d'Administration de Direction, et Direction Générale

Les informations sur les mandataires sociaux sont présentées aux chapitres II.11 page 54 et II.12 page 60 du rapport de gestion intégré dans le présent document.

## 1. Informations particulières relatives aux mandataires sociaux

Il n'existe aucun lien familial entre les mandataires sociaux de la Société au jour du présent document.

A la connaissance de la société et au jour de l'établissement du présent document, aucun des membres du conseil d'administration et de la direction générale, au cours des 5 dernières années :

- n'a été condamné pour fraude,
- n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation,
- n'a fait l'objet d'une incrimination ou sanction publique officielle prononcée par une autorité statutaire ou réglementaire,
- n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

## 2. Conflits d'intérêts potentiels au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale

A la suite de la prise de contrôle de la société par France Télécom, la totalité des membres du conseil d'administration sont issus du groupe France Télécom et rémunérés dans le cadre d'un contrat de travail avec France Télécom. Seuls les coûts du directeur général sont refacturés à Network Related Services dans le cadre d'un contrat de service.

Le groupe France Télécom, actionnaire majoritaire de Network Related Services, est le premier client de Network Related Services, représentant environ 41% de son chiffre d'affaires consolidé. Les sociétés sont liées par des accords cadres.

A l'exception de ce qui précède :

- A la connaissance de la Société et au jour de l'établissement du présent document, aucun conflit d'intérêts n'est identifié entre les devoirs de chacun des membres du conseil d'administration et de la direction générale à l'égard de la Société en leur qualité de mandataire social et leurs intérêts privés ou autres devoirs.
- A la connaissance de la Société et au jour de l'établissement du présent document, il n'existe pas d'arrangement ou d'accord conclu avec les principaux actionnaires, des clients ou des fournisseurs aux termes desquels l'un des membres du conseil d'administration et de la direction générale a été sélectionné en cette qualité.

## XI. Salariés

### 1. Actionnariat salarié

#### A. Quotité de capital détenu à la clôture de l'exercice

A la clôture de l'exercice la participation des salariés telle que définie à l'article L.225-102 du Code de commerce est nulle.

#### B. Actionnaire(s) salarié(s) en qualité d'administrateur(s)

La participation des salariés telle que définie à l'article L.225-102 du Code de commerce étant inférieure à 3%, cette mesure ne trouve pas à s'appliquer.

### 2. Les conséquences sociales de l'activité

Les conséquences sociales de l'activité vous sont présentées au chapitre I.13 page 47 du rapport de gestion, intégré au présent document.

# RAPPORT DE GESTION

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale conformément au Code de Commerce et aux dispositions de nos statuts, à l'effet notamment de vous demander de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les convocations à la présente Assemblée ont été régulièrement effectuées.

Les documents prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Le présent rapport a notamment pour objet de vous présenter la situation de notre Société et celle de notre Groupe.

Pour la Société :

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ont été établis suivant les mêmes modes de présentation et les mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent en conformité avec les dispositions du code de commerce.

Pour le Groupe :

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) et interprétations adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les principes retenus pour l'établissement des états financiers résultent de l'application :

- de toutes les normes et interprétations d'application obligatoire au 31 décembre 2009 et adoptées par l'Union européenne ;
- des options de comptabilisation et d'évaluation proposées par certaines normes du référentiel comptable de l'IASB.

## I. Activité du Groupe en 2009

### 1. Commentaires sur l'activité du groupe au cours de l'exercice écoulé

#### A. Périmètre

Le Groupe dont nous vous décrivons l'activité intègre globalement les sociétés suivantes :

**À l'étranger :**

- Silicomp Asia (Singapour)
- Silicomp Malaysia (Malaisie)
- Silicomp China (Hong Kong)
- Silicomp India (Inde)
- Silicomp Taiwan (Taiwan)
- Feima Pte Ltd (Malaisie)
- Silicomp Canada (Canada)
- Telecom Systems (Suisse)
- Silicomp Belgium (Belgique)
- Silicomp Benelux (Belgique)
- Data et Mobiles Iberia (Espagne)

## En France :

- Silicomp AQL
- Silicomp Management
- Data et Mobiles International
- Obiane
- Multimedia Business Services
- Orange Consulting
- Network Related Services
- CNTP Extelia (détenues à 34%)
- SCI Groupe Silicomp
- Telefact (détenue à 69.5%)

Les comptes consolidés de notre Groupe, arrêtés selon les principes et normes IFRS (International Financial Reporting Standards) font apparaître un chiffre d'affaires de 306.8 m€ en hausse de 22.1% (+1.8% en données à base comparable) et un résultat net de 8.1 m€ contre +6.0 m€ pour l'exercice précédent. Nous vous demandons d'approuver ces comptes.

Nous vous présentons dans le présent paragraphe une analyse objective et exhaustive des résultats, de la situation financière de la société, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires.

## B. Évolution de l'activité

Le chiffre d'affaires du Groupe, à 306.8m€ est en hausse de 22.1% et de 1.8% en données à base comparable. Le chiffre d'affaires se décompose en 75% de prestations de services contre 68.5% en 2008 et 25% en ventes de marchandises contre 31.5% en 2008.

Compte tenu de la variation de périmètre qui s'est opérée en 2009, l'effectif du Groupe est passé de 1 900 salariés au 31 décembre 2008 à 2 062 salariés au 31 décembre 2009, soit une croissance de 8.5%.

Le chiffre d'affaires par activité s'est établi de la manière suivante :

En M€ (chiffres audités)	31/12/2009	31/12/2008	Variation % Historique
<b>Sur douze mois, par métier / région</b>	<b>306,8</b>	<b>251,3</b>	<b>22,1%</b>
Technologies de l'Information	98,4	97,6	0,9%
L@bs	20,1	19,7	2,0%
Intégration et Réseaux	123,0	119,9	2,6%
Multimédia Customer Contact	54,3	14,2	282,6%
Conseil	11,0	-	

## 2. Evolution de l'exploitation et des résultats

Le résultat opérationnel courant (ROC) progresse significativement à 15.6 m€ contre 12.9 m€ en 2008 soit une progression de 20.9% en données courantes. Cette rentabilité ramenée en pourcentage du chiffre d'affaires a été bonne compte tenu d'un marché qui s'est détérioré et ressort à 5.1% en 2009 comme en 2008.

En ce qui concerne l'activité de Technologies de l'information, le résultat opérationnel courant est passé de 6.7% en 2008 à 2.5% en 2009 ; celui de l'activité de L@bs est passé de 12.8% en 2008 à 14.6% en 2009 et dans l'Intégration et Réseaux de 2% en 2008 à 3.5% en 2009.

Compte tenu des variations de périmètres très importantes intervenues sur les segments d'activité du Multimedia Customer Contact et du Conseil, les comparaisons année sur année n'ont pas beaucoup de sens, c'est pourquoi nous nous bornerons à mettre en évidence les résultats opérationnels courants de 2009 qui s'établissent à 9.3% dans le Multimedia et à 4.5% dans le Conseil.



### 3. Politique d'investissements du Groupe

#### A. Nature et volume

Par nature, l'activité de Network Related Services ne nécessite pas d'investissement significatif en valeur. Les principaux investissements concernent :

- le matériel informatique et les logiciels,
- les locaux et leurs aménagements,
- le cas échéant la recherche et développement.

En dehors de ces éléments dont la valeur totale nette des amortissements atteint 11,0 m€ au 31 décembre 2009, les développements du Groupe ont souvent donné lieu à des acquisitions de sociétés ou de branches d'activité, qui représentent la majeure partie des décaissements d'investissements.

Au cours de l'exercice 2009, l'incidence de la variation de périmètre est de 45,4 m€, les décaissements liés aux immobilisations corporelles et incorporelles sont égaux à 5,7 m€. Au total les investissements ont représenté 51,1m€.

#### B. Investissements en R&D

Investissements en R&D (En M€)	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Investissements en R&D	0,6	0,9	1,1	0,8	0,6	0,1	-	0,2	-	0,09	0,9
Cumul des investissements	2,0	3,8	3,5	4,0	3,4	2,4	2,0	1,6	1,6	1,5	2,3
Amortissements des frais R&D	0,7	0,7	0,9	1,0	0,8	0,2	0,1	0,0	0,0	0,05	0,2
Cumul des amortissements	1,6	3,2	2,6	3,3	3,0	2,1	2,0	1,4	1,4	1,2	1,4
Degré d'amortissement (%)	80	82	75	83	88	88	99	86	88	84	61

### 4. Activités en matière de R&D

Au cours de l'exercice, les programmes suivants ont été engagés :

- Programme Muse : Solution de connectivité embarquée dans des véhicules de transport public (Trains, tram, métro, bus...) permettant l'accès aux différents réseaux de communication (3G, Wifi...).
- Programme New Fleet : Refonte de la plateforme de géo-localisation de l'activité fleet management,
- Outil de vérification de la personnalisation des cartes à puces.

Il est précisé que les ressources allouées à ces projets ne sont pas significatives à l'échelle du Groupe mais la majorité des innovations développées par le Groupe est financée en partie par les industriels commanditaires, dans le cadre de contrats exclusifs. Network Related Services conserve cependant la propriété intellectuelle d'une grande partie des innovations et a donc la possibilité de réutiliser une technologie développée spécifiquement par ailleurs pour un autre projet client. La fraction des investissements en R&D supportée directement par Network Related Services n'est plus significative au regard du total des dépenses consenties.

La politique de crédit impôt recherche a été maintenue.

### 5. Politique en matière de distribution de dividendes

Network Related Services se trouve dans un marché en croissance dans lequel il est important de poursuivre et privilégier une politique tournée vers le développement de l'activité afin de maintenir son leadership. Le conseil d'administration ne juge pas à cet égard opportun de procéder à une distribution de dividende.

## 6. Faits marquants de l'exercice et litiges

Changement de la raison sociale : par décision de son assemblée générale du 29 juin 2009 Groupe Silicomp a adopté la raison sociale « Network Related Services ».

Newpoint devient Multimedia Business Services : le 26 mai 2009, Obiane cède à Network Related Services tous les titres qu'elle détient dans le capital de Newpoint. Le capital de cette dernière est désormais détenu directement par la holding. Dans le même temps, Newpoint change de raison sociale et devient Multimedia Business Services.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2009, entrée dans le périmètre de consolidation de la société Data et Mobiles International, société spécialisée dans le développement et l'exploitation de solutions de gestion de flottes de véhicules et de télémétrie.

Network Related Services a procédé à une augmentation de son périmètre avec l'acquisition auprès de France Telecom d'un certain nombre de sociétés. Cette transaction s'inscrit dans le cadre du regroupement des filiales de services visant à créer un ensemble cohérent d'offre de services cadrant avec la stratégie « real time business » poursuivie par Orange Business Services.

- le 27 mai 2009, Orange Consulting a acquis auprès de FRANCE TELECOM S.A la totalité des titres de la société Expertel Consulting, puis a décidé de procéder à la dissolution sans liquidation de cette dernière, avec transmission universelle du patrimoine au sein d'Orange Consulting à effet au 3 juillet 2009.
- par ailleurs, Multimedia Business Services a acquis auprès de FRANCE TELECOM S.A la totalité des titres des sociétés CVF et SETIB le 27 mai 2009, puis a décidé de procéder à leur dissolution sans liquidation avec transmission universelle du patrimoine à effet au 3 juillet 2009. Ces transmissions universelles de patrimoines ont entraîné les prises de participation dans les sociétés Telefact (69,5%) et CNTP Extelia (34%), que détenait auparavant SETIB, ainsi que Teamresa (6,5%) auparavant détenue par CVF.

Afin d'assurer un financement stable à Network Related Services, l'opération a été financée sans recours au marché au moyen de l'émission de Titre Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) pour un montant de 50 millions d'euros entièrement souscrits par France Télécom.

Ces titres viennent renforcer les fonds propres de la société sans entraîner de dilution pour les actionnaires.

A l'issue de cette opération, les activités de Network Related Services sont regroupées au sein de quatre segments d'activités :

- **Consulting Services** : conseil en gestion de réseaux, en informatique (architecture, sécurité,...), en gestion de la relation client, conseil en entreprise collaborative.
- **Information Technology & Labs** : intelligence embarquée et systèmes associés, intégration et management des processus industriels, solutions de sécurité, convergence IT et réseaux, applications nomades.
- **Multimedia Customer Contact** : gestion du contact client, centres de contact intégrés, diffusion de contenus, solutions e-commerce, solutions de paiement.
- **Network Integration Services** : réseaux LAN/WAN, ToIP et intégration de réseaux.

La filiale Silicomp Software Validation a fait l'objet fin 2009 d'une procédure de dissolution sans liquidation décidée par Network Related Services. La transmission universelle du patrimoine de SSV au sein de NRS a pris effet le 5 janvier 2010.

## 7. Progrès réalisés et difficultés rencontrées

L'année 2009 a été marquée par un ralentissement assez net du marché des services aux entreprises et surtout par l'acquisition des sociétés mentionnée ci-dessus.

## 8. Événements importants depuis la clôture de l'exercice et perspectives d'avenir

- Evènements importants depuis la clôture de l'exercice :  
La filiale SILICOMP AQL, du pôle Technologies de l'Information, a acquis en février 2010 auprès de la Ligue de Football Professionnel une activité d'édition et de maintenance d'une solution logicielle de billetterie, à destination des clubs de football professionnels.
- Perspectives d'avenir : la crise financière de 2008 continue de produire ses effets même si un certain niveau de reprise est attendu au 2<sup>ème</sup> semestre 2010. En conséquence la direction et le management du groupe restent très vigilants.

Le Groupe continue à travailler sur les leviers de croissance et de rentabilité avec des offres génératrices d'une croissance supérieure à la moyenne du secteur. Le positionnement sur le Machine-to-Machine, la sécurité des systèmes et réseaux, les cartes à puce et le RFID ouvrent de solides perspectives à court, moyen et long termes.

## 9. Prises de participations

Chapitre I. 6 page 42 : faits marquants de l'exercice

## 10. Engagements hors bilan

### A. Procédures internes

La politique de gestion centralisée de Network Related Services lui permet d'identifier et de suivre l'ensemble des engagements pris par les sociétés du Groupe.

Toutes les cautions et garanties prises par une des sociétés du Groupe sont systématiquement portées à la connaissance de la société mère.

La mission d'évaluation des risques significatifs est intégrée à celle, plus large, de la direction financière. Nous présentons ci-après l'intégralité des engagements hors bilan du Groupe au 31 décembre 2009.

### B. Détail des engagements hors bilan

Voir note 22 page 111

## 11. Risques encourus par le Groupe

La Société et le Groupe ont procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, sur ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

### A. Risques juridiques

#### A.1. Dépendance à l'égard des droits de propriété industrielle

Dans l'état actuel des lois françaises et américaines, les programmes informatiques développés à ce jour ne sont pas des inventions brevetables. La protection de la Société repose donc sur :

- son savoir-faire ;
- le respect des droits d'auteur et des licences concernant ses logiciels.

Cependant, une bonne protection des droits d'auteur n'est pas garantie dans tous les pays. Des actions en justice peuvent s'avérer nécessaires et avoir une incidence sur les résultats de l'entreprise.

À ce jour, Network Related Services ne fait l'objet et n'a intenté aucun contentieux en matière de droits d'auteur, marques, secrets de fabrication ou autres droits de propriété intellectuelle qui serait fondé sur une éventuelle contrefaçon de droits de tiers.

## A.2. Cautions et garanties

La Société est ponctuellement amenée à délivrer des cautions relatives à la conduite de projets d'envergure. Il est impossible de présager la restitution systématique des garanties ainsi consenties en cas de litige sur l'un de ces projets.

## A.3. Risques fiscaux

La Société peut faire l'objet tant en France qu'à l'étranger de contrôles sociaux et fiscaux. Le dernier contrôle fiscal dont Network Related Services a fait l'objet couvrait les périodes 2006, 2007, et 2008 au titre de la seule taxe sur le chiffre d'affaires. Ces contrôles ont donné lieu à des redressements dont les risques sont provisionnés dans les comptes à hauteur de 131 K€. Ces redressements sont en procédure de contestation auprès de l'administration fiscale. D'autre part les sociétés Obiane, Silicomp AQL et Silicomp Belgium font l'objet de contrôles fiscaux :

- Obiane pour les exercices 2006 à 2008 et jusqu'à fin août 2009 pour la taxe sur le chiffre d'affaires.
- Silicomp AQL pour les exercices 2007 et 2008 et jusqu'au 30 septembre 2009 pour la taxe sur le chiffre d'affaires
- Silicomp Belgium pour les exercices 2006 et 2007.

Aucun contrôle Urssaf n'a eu lieu en 2009 sur le périmètre Network Related Services.

## A.4. Risques Prud'homaux

Voir annexe comptable note 17 page 103

# B. Risques industriels, commerciaux & environnementaux

## B.1. Dépendance à l'égard du personnel clé

La Société est dépendante de ses principaux dirigeants, de ses principaux consultants, de son équipe de recherche et de ses commerciaux, dont le départ pourrait affecter de manière significative les résultats de Network Related Services.

L'important niveau de fidélisation du personnel et les outils de capitalisation de l'expérience réduisent la portée de ce risque sur Network Related Services.

## B.2. Risques liés aux compétences des consultants

La qualité des prestations de service est principalement liée au savoir-faire et au professionnalisme des ingénieurs et consultants de Network Related Services. Il est impossible d'affirmer que Network Related Services parviendra à maintenir avec succès un niveau optimum de compétences.

Network Related Services se dote cependant des outils nécessaires à la maîtrise de ce risque :

- politique de recrutement et de ressources humaines : celles-ci visent à recruter un personnel très qualifié et à le fidéliser au sein de la Société ;
- capitalisation de l'expérience fondée sur la création d'une bibliothèque de briques
- "objet" : cet outil doit permettre de faciliter le partage et le transfert d'expérience entre les équipes, tout en favorisant la compétitivité, la productivité et la rentabilité de l'offre de Network Related Services ;
- transferts de technologie entre l'équipe R&D et les équipes de consultants : les échanges entre l'équipe R&D et les autres équipes favorisent le maintien d'un certain niveau d'excellence technologique ; ces échanges sont renforcés par le turnover interne entre les équipes de R & D et de consultants.

## B.3. Risques liés à la dérive des projets au forfait

Network Related Services réalise environ le tiers de son activité avec des projets au forfait, c'est-à-dire de fourniture de solutions pour un prix fixe et avec obligation de résultats (qualité, délais). Dans ces projets à budget fixé à l'avance, les risques sont les suivants :

- risque sur la détermination du prix de vente à l'origine, en fonction des spécifications du client et du budget de réalisation. Ceci peut entraîner une marge nulle ou négative, notamment en cas de difficultés techniques qui engendrent des dépenses non prévues ;
- risque sur la limitation de fourniture, lorsque les modifications demandées par les clients ne sont pas suivies et formalisées, ce qui ne permet pas de les facturer ;

- risque sur la limitation de responsabilité en fonction de la façon dont sont rédigés les contrats négociés avec les clients.

Les outils méthodologiques, de capitalisation de l'expérience et la revue des contrats par des juristes permettent de limiter ces risques.

La dérive moyenne sur les projets au forfait (c'est-à-dire la proportion de jours supplémentaires dépensés par rapport au budget initial) reste maîtrisée.

#### B.4. Risques liés aux fournisseurs de technologies (activité d'intégration de réseaux)

La qualité et la performance des technologies utilisées dans le cadre des prestations d'intégration de réseaux constituent un facteur clé de la compétitivité de l'offre de Network Related Services.

Dans ce contexte, la société doit assurer sa capacité à maintenir la qualité de son portefeuille de technologies. De la même façon, Network Related Services doit s'adapter aux évolutions technologiques choisies par ses fournisseurs, technologies que Network Related Services ne peut pas toujours anticiper.

Dans ce cadre, la société met en œuvre une stratégie visant à diversifier les partenariats technologiques ciblés. L'objectif est triple :

- pérenniser l'avance technologique du Groupe
- s'ouvrir aux nouvelles technologies émergentes ou de référence ;
- limiter la dépendance du Groupe vis-à-vis de ses fournisseurs.

La mise en œuvre de cette stratégie permet à la société de contrôler sa dépendance envers certains de ses partenaires.

#### B.5. Risques liés aux modifications des données du marché

Les marchés informatiques et télécom sont en évolution constante. On ne peut donc affirmer que Network Related Services sera en mesure d'anticiper l'ensemble des évolutions des pratiques des marchés sur lesquels il se positionne.

Afin de limiter ce risque, la société met en avant sa capacité à réaliser de la veille technologique et concurrentielle :

- la veille technologique est favorisée par sa proximité avec les équipes de France Telecom et par ses échanges avec les fournisseurs de nouvelles technologies.
- la veille concurrentielle est un travail au quotidien.

#### B.6. Risques liés à l'acquisition et à l'intégration de nouvelles sociétés

La politique d'acquisitions menée par la société conduit régulièrement à l'intégration de nouvelles sociétés. Jusqu'à présent, la réflexion menée en amont des acquisitions avec les équipes dirigeantes de Network Related Services et des sociétés acquises a permis à l'intégration de se dérouler dans des conditions satisfaisantes.

#### B.7. Risques clients

L'exposition de Network Related Services au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients.

Network Related Services réalise près de 41% de son chiffre d'affaires avec les entités du groupe France Télécom. Par ailleurs, en dehors de la France, il n'y a pas de concentration du risque de crédit au niveau géographique. Depuis 2002, le Groupe a mis en place une assurance crédit dans ses principales filiales françaises (Obiane, Silicomp AQL, Silicomp Management). Cette couverture ne donne pas lieu à la comptabilisation d'instrument financier dérivé. La couverture porte sur les créances client hors groupe France Télécom, hors banques et assurances (sauf exception) et hors gouvernements et institutions publiques et parapubliques.

Au terme des procédures internes la solvabilité de chaque nouveau client fait l'objet d'une analyse individuelle avant qu'il ne puisse bénéficier des conditions de paiement et de livraison usuelles dans le Groupe.

Les ventes de biens sont assorties de clauses de réserve de propriété, afin qu'en cas d'impayé le Groupe dispose d'une sûreté.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs correspondant à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

## B.8. Sécurité

Les sites de la société sont protégés par des mesures de sécurité correspondant aux usages de la profession. Par ailleurs, une partie de ces sites répond aux normes de sécurité secret défense et confidentiel défense.

## C. Risques de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

### C.1. Risques de taux

L'endettement financier brut du Groupe ressort à 37.5 m€ au 31 décembre 2009, notamment du fait de la souscription d'un emprunt auprès de France Telecom à hauteur de 30 m€ pour financer l'acquisition des sociétés Dynetcom et Newpoint réalisée en 2008. Par conséquent le groupe est sensible à la variation des taux.

L'endettement financier net s'élève à moins 3,8 m€ (situation nette de cash positif), compte tenu de la trésorerie dont dispose le Groupe.

### C.2. Risques de change

Les activités du Groupe dans le monde sont réalisées par des filiales qui opèrent dans leur propre pays et dans leur propre devise. Leur exposition opérationnelle au risque de change est donc naturellement limitée. D'autre part le chiffre d'affaires réalisé hors de France représente moins de 10% du chiffre d'affaires total; par conséquent le risque réel est encore plus limité.

Néanmoins, les filiales dont l'activité principale est l'intégration de systèmes et réseaux, sont amenées à acheter du matériel en dollars US et à le facturer en euros ou en francs suisses.

C'est pourquoi le Groupe couvre en principe les engagements fermes pris sur les achats de matériel en dollars US et intègre aussi souvent que possible des clauses de révision de prix des matériels vendus dans ses contrats avec les fournisseurs qui facturent en dollars US.

### C.3. Risques sur actions

Les prix du marché des actions des sociétés de haute technologie, telles que Network Related Services, sont très volatiles et sont sujets à des variations qui peuvent être sans relation avec les performances financières de telles sociétés comme cela s'est produit en 2008 et en 2009.

### C.4. Dilution

La Société n'envisage pas mais ne peut pas non plus exclure de procéder à l'avenir à de nouvelles opérations d'apport en fonds propres. Une telle opération pourrait avoir comme conséquence une dilution des actionnaires existants.

### C.5. Risques géographique

Network Related Services fonde une partie de sa croissance sur le développement de son activité au Canada, en Asie et dans certains pays d'Europe. Diverses difficultés non anticipées peuvent survenir dans certains pays. La survenance de tels événements est susceptible d'avoir une incidence négative sur les résultats de la société.

Network Related Services ne peut pas garantir la maîtrise de l'ensemble de ces incidences.

Le niveau de chiffre d'affaires réalisé par Network Related Services à l'international (moins de 10%) et son implantation internationale diversifiée sur plusieurs zones (Asie, Canada, Suisse, Belgique) permettent de limiter le risque géographique.

## 12. Assurances & couverture des risques

Network Related Services a souscrit des polices d'assurance en vue de couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à la société en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités. Toutefois, il n'est pas certain que les préjudices que la société pourrait encourir soient intégralement couverts.

## 13. Conséquences sociales de l'activité

### A. Données sociales

Au cours de l'exercice, l'effectif du Groupe est passé de 1 900 salariés au 31 décembre 2008 à 2 062 salariés au 31 décembre 2009, soit une croissance de 8.5%.

En France, l'effectif total est passé de 1 658 personnes au 31 décembre 2008 à 1 789 personnes au 31 décembre 2009. L'exercice 2009 a été l'année d'intégration de nouvelles filiales françaises au sein du périmètre du Groupe NETWORK RELATED SERVICES :

- en janvier, intégration de Data & Mobiles International avec ses 17 salariés
- en mai, intégration de la société Orange Consulting, avec un transfert de salariés de Silicomp AQL dans Orange Consulting (population de 70 consultants), puis en juillet, transfert de 95 salariés de la société Expertel Consulting dans Orange Consulting
- toujours en mai, cession de l'activité Sécurité de la société SETIB à Silicomp AQL, avec le transfert de 21 salariés
- en juillet, fusion-absorption de la filiale CVF dans Newpoint avec transfert de 163 salariés, ainsi que la fusion-absorption de la filiale SETIB (hors activité Sécurité) dans Newpoint avec le transfert de 53 salariés.

En globalité, l'intégration des filiales Data & Mobiles International, SETIB, Expertel Consulting, CVF, dans le Groupe Network Related Services s'est réalisée avec l'arrivée, au sein du périmètre Network Related Services, de 349 personnes.

Hors intégration, l'effectif global a donc enregistré une diminution nette de 218 collaborateurs. Le nombre total d'embauches a été de 150 CDI et 40 CDD (tout au long de l'année). Les embauches en CDD (y compris apprentis et contrats de professionnalisation) ont représenté 21% du total des embauches.

Le salaire moyen mensuel des salariés des sociétés françaises (hors comité de direction) est de 3 050 € brut.

Le Groupe compte environ 20% de femmes pour 80% d'hommes. Sur l'ensemble des sociétés françaises, catégorie par catégorie, le salaire moyen des femmes est très légèrement inférieur à celui des hommes.

Il y a eu 6 259,81 heures supplémentaires dans les sociétés françaises en 2009

### B. Politique salariale

En France, la Négociation Annuelle Obligatoire pour 2009 n'ayant pas abouti, les mesures salariales retenues ont été prises dans le cadre d'une décision unilatérale pour toutes les sociétés françaises de l'UES Silicomp. Celle-ci s'est déclinée de la façon suivante :

- une augmentation individuelle moyenne de 1,00% des salaires pour l'ensemble des collaborateurs, versée sous réserve d'atteinte par les entreprises du périmètre, des objectifs de rentabilité en terme de marge brute opérationnelle (MBO), à la fin du 2<sup>ème</sup> semestre. Cette mesure a été déclenchée et rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence.
- une augmentation catégorielle de 1% pour l'ensemble des salariés dont le salaire annuel brut de base est inférieure à 31 000 euros. Cette augmentation prélevée sur l'enveloppe des augmentations individuelles représente une part de 19% de la dite enveloppe.
- une enveloppe additionnelle spécifique de 0,3% des salaires pour accompagner les décisions de promotion

- l'adhésion à l'accord de participation groupe et au plan d'épargne du Groupe France Telecom à compter de l'exercice 2009
- l'adhésion pour l'ensemble des salariés au dispositif « Kiosque des salariés »
- mise en place de 4 demi-journées « enfant malade » par an, pour les enfants de moins de 12 ans
- renouvellement du versement de 50 000 euros, à répartir entre les CE Est et Ouest pour le financement d'une opération CESU.

Les entités ayant rejoint l'UES en cour d'exercice 2009, ont effectué leur propre Négociation Annuelle Obligatoire avant leur intégration dans le périmètre Network Related Services.

A l'étranger, les politiques salariales ont évolué dans chaque pays en fonction de la dynamique de l'activité des filiales, du marché et des contraintes réglementaires le cas échéant.

### **Stock-options :**

Network Related Services n'a pas mis en place de plan d'options de souscription ou d'achat d'action en 2009.

Elle a procédé dans le passé à l'émission des plans décrits ci-dessous, dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

*Levées au cours de l'exercice 2009 :*

Il n'y a eu aucune levée d'option au cours de l'exercice 2009.

	Options France 08/00	Options France 01/01	Options France 09/01	France Repricing 03/2002	France 11/02	France Repricing 01/03	<b>Total</b>
Date de l'Assemblée générale ayant autorisé le plan	28/08/2000	28/08/2000	28/08/2000	28/08/2000	28/08/2000	28/08/2000	
Date du Conseil d'administration ayant attribué les options	28/08/2000	29/01/2001	08/10/2001	22/03/2002	25/11/2002	08/01/2003	
<b>Nombre total d'options consenties</b>	<b>46 383</b>	<b>27 666</b>	<b>65 195</b>	<b>59 417</b>	<b>44 500</b>	<b>110 951</b>	<b>354 112</b>
Dont options consenties aux mandataires sociaux (au moment des attributions)	0	0	0	0	0	0	0
Dont options consenties aux 10 premiers attributaires salariés	5 886	4 766	2 310	17 372	13 500	16 281	60 115
Date de 1 <sup>er</sup> exercice possible	28/08/2002	29/01/2003	09/10/2003	23/03/2003	26/11/2003	09/01/2004	
Date d'échéance	28/08/2010	29/01/2011	08/10/2011	23/03/2012	25/11/2012	08/01/2013	
Prix d'exercice des options	55,88 €	53,61 €	16,92 €	14,94 €	3,70 €	4,15 €	
Date de 1 <sup>ère</sup> cession possible	29/08/2005	30/01/2006	09/10/2005	23/03/2006	26/11/2006	09/01/2007	
Nombre total d'options exercées au 31/12/2009	0	0	3 780	2 858	35 500	74 274	116 412
Nombre total d'options annulées au 31/12/2009	46 011	27 484	60 955	56 434	8 500	35 928	235 312
Nombre d'options en circulation au 31/12/2009	372	182	460	125	500	749	2 388

## **C. Les conditions d'hygiène et de sécurité**

En 2009, le **CHSCT Ouest** a été informé et/ou consulté lors de 5 réunions :

- 4 réunions ordinaires pour traiter les affaires courantes, (une par trimestre)
- 1 réunion extraordinaire pour information et consultation dans le cadre du dossier : statut cadre intégré vs statut cadre autonome

En 2009, le **CHSCT Est** s'est réuni 6 fois. Le programme annuel de prévention a été présenté, ainsi que le plan de formation Hygiène et sécurité qui a permis la mise en place de secouriste et de guide-file serre-file. Un plan de réalisation des documents uniques a été établi qui donnera lieu à présentation aux nouveaux CHSCT du périmètre. Un plan d'action sur les risques psycho-sociaux a été présenté au second semestre.



Pour la société **Orange Consulting**, le CHSCT s'est réuni une fois par trimestre courant 2009, soit 4 réunions ordinaires.

Les sujets traités concernent le site Marcadet (espaces travail et de vie), les conditions de travail sur écran (équipement adapté), l'équipement et la formation des premiers secours, la prévention du stress et la grippe A H1N1.

Le médecin de prévention, Dr Mamou, a participé à chaque réunion du CHSCT. Elle effectue une visite des locaux semestriellement et assure la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière depuis deux ans.

En 2009, les 3 **CHSCT sur le périmètre MBS** ont été informés et/ou consultés lors de 16 réunions :

- 12 réunions ordinaires pour traiter les affaires courantes, (une par trimestre)
- 3 réunions extraordinaires :
  - 1 pour information et consultation dans le cadre d'une proposition de la Direction d'une démarche de prévention et d'action contre le stress sur le site d'Epinal
  - 2 pour information sur la démarche de prévention et d'actions entreprise auprès de l'ARACT contre la souffrance au travail sur les sites d'Epinal et de Paris rue des Jeuneurs.

#### D. La formation

Pour les entités **Network Related Services, Silicomp Management, DMI et Silicomp AQL**, la formation est un des axes de travail qui se consolide au niveau national. Le réseau de Correspondantes Locales de Formation est en place et chaque région dispose d'un référent.

En 2009, notre effort de formation a été fidèle à ce que nous avons budgété :

- en effet 100% du budget prévu a été consommé, soit quasiment 430 000 euros,
- 674 salariés formés soit 61% de nos collaborateurs,
- ce qui équivaut à plus de 17 500 heures de formation, soit un peu plus de 26 heures de formation par salarié formé.

Les actions ont été réalisées à 21% sur l'acquisition des compétences sur les nouvelles technologies et les nouvelles offres, à 6,5% sur l'amélioration de la performance sur les processus et les méthodes, à 36% sur la professionnalisation sur les métiers existants, à 12,1% sur les compétences managériales et à 24,4% sur les compétences transverses.

Pour **Obiane**, 186 stagiaires pour un montant de 162 600 € pour un nombre d'heures de 5 700 heures, soit une croissance de 103% en heures

Les actions ont été réalisées à 36% sur l'acquisition des compétences sur les nouvelles technologies et les nouvelles offres, à 19,5% sur l'amélioration de la performance des processus, à 10,5% sur la professionnalisation sur les métiers existants à 7% sur les compétences managériale et à 27% sur les compétences transverses.

Concernant **Orange Consulting**, la fusion des activités conseil au milieu de l'année 2009 a impactée la consommation du budget formation : moins de 70% du budget S2 2009. En effet, les équipes ont privilégié la mise en œuvre du regroupement.

Au total sur le 2<sup>e</sup> semestre, près de 30 000 € ont représenté les dépenses externes de formation, 1 525 heures dispensées et 111 actions pour 75 stagiaires, soit un peu moins de 50% des salariés.

Ces actions se sont réparties principalement entre les trois axes suivants : compétences transverses (43%), management (39%), performance (16%).

Concernant **Multimedia Business Services (MBS)**, ses ambitions pour 2009 étaient :

- d'accompagner le développement des compétences
- de garantir un accès à la formation avec un pourcentage 80% de salariés ayant suivi au moins une formation entre 2008 et 2009.
- de poursuivre le plan d'action pour que chaque salarié de l'entreprise reçoive au moins une formation tous les deux ans
- de renforcer le développement de la culture managériale

Le volume d'heures de formation en 2009 s'est élevée à 6 542 heures soit un nombre d'heures moyen par salarié de 24,4 heures, en croissance de 53% par rapport à 2008.

Le taux d'accès à la formation pour 2008-2009 a atteint 88,4%, soit un chiffre sensiblement supérieur à notre ambition. Pour 2010 ce taux devrait être de 95%.

Les dépenses consacrées à la mise en œuvre de la formation et aux coûts salariaux s'établissent en 2009 en forte croissance à 500,1 K€ contre 378,1 K€ (+32,2%).

## E. L'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés

L'implication et l'impulsion des DRH des entités **Network Related Services, Silicomp Management, DMI et Silicomp AQL** sur toutes les actions handicap ont permis d'obtenir en 2009 des résultats positifs, avec un développement de l'effort général en corrélation avec le contexte économique du groupe :

- la sous-traitance avec le milieu protégé s'est développée très fortement avec l'implication des assistantes des différentes régions générant des partenariats solides : 99 000 € sous-traités au Milieu Protégé (contre 8 500 € environ en 2007 et 35 000 € en 2009)
- une attention particulière a été accordée aux conditions de travail des collaborateurs handicapés avec 3 aménagements de postes financés et des aides financières ont été octroyés pour compenser le handicap.
- 3 manifestations handicap ont été réalisées en région afin de continuer notre campagne de sensibilisation auprès des collaborateurs.

Pour **Obiane**, dans le cadre de l'accord sur l'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés, une réunion d'agence a été réalisée en janvier 2009 avec une sensibilisation des salariés sur le handicap avec une troupe de théâtre spécialisée sur le domaine. Les actions de recours aux ateliers protégés ont été pilotées par les services achats.

**Orange Consulting** a pris contact avec des organismes dans le but de recruter des salariés handicapés : sans succès à ce jour, compte tenu de la spécificité des profils recherchés (consultants NTIC).

En revanche, l'entreprise fait régulièrement appel aux prestations proposées par des ateliers protégés (imprimerie et restauration en particulier).

Pour Multimedia business services, une stagiaire RH en situation de handicap est arrivée le 1<sup>er</sup> avril 2009 avec pour objectif de démystifier les handicaps au sein du milieu professionnel. Deux campagnes de sensibilisation avec affichages à l'appui ont été menées au cours de l'année sur l'ensemble des sites.

A l'issue du stage, un contrat à durée déterminée a été proposé et accepté par l'intéressée.

La direction de Multimedia business services a eu également recours aux ateliers protégés à différentes reprises.

## F. Les œuvres sociales

Cette année le budget des œuvres sociales s'est élevé à 770 282 euros pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe. Cela correspond à 1% de la masse salariale.

## G. La sous-traitance

Le volume de sous-traitance a régressé au cours de l'exercice 2009 : moins 30% entre janvier et décembre 2009. Le Groupe a amélioré la réutilisation de ses compétences internes entre les différentes entités, en capitalisant l'expérience de ses collaborateurs. Le recours à la sous-traitance a été principalement ciblé sur des activités en périphérie de son cœur de métier.

## 14. Conséquences environnementales de l'activité

Network Related Services estime que la nature de son activité n'a aucune conséquence directe sur l'environnement.

## II. Activités propres de la société Network Related Services

Le résultat d'exploitation est un profit de 404 K€, contre une perte de -1 m€ en 2008.

En 2009, la société constate une reprise de dépréciation de ses créances client et compte courant envers sa filiale Silicomp Canada à hauteur de +276 K€, ainsi qu'une reprise nette de provision d'exploitation vis à vis de sa filiale Silicomp Software Validation de +34 K€.

La société Network Related Services, dont nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux, a réalisé un chiffre d'affaires de 11.8 m€, en hausse de 23.3% constitué de la refacturation de frais de gestion, de support et de direction.

En 2009, ces frais comprennent 1.8 m€ de répercussion des prestations administratives, de direction et de gestion facturées par France Télécom.

La Société a reçu de ses filiales 1.3 m€ de dividendes au cours de l'exercice.

Le résultat financier s'élève à +1.2 m€ contre +2.8m€ en 2008.

Ce résultat financier est impacté par la reprise de provision sur titres de Silicomp Management (+1.94 m€), la reprise de provisions sur titres de Silicomp Canada (+0.25 m€), par la dotation pour provision de dépréciation complémentaire des titres de Silicomp Software Validation (-0,1 m€), et la dépréciation des titres de Data Mobiles International à hauteur de -1,15 m€.

Les charges financières ont augmenté compte tenu de la souscription en décembre 2008 par la société Network Related Services d'un emprunt moyen terme de 30 m€ auprès de France Télécom afin de financer l'augmentation de capital d'Obiane qui faisait suite à l'acquisition par cette dernière en 2008 des sociétés Dynetcom et Newpoint. De ce fait les charges d'intérêt 2009 sont de -1.33 m€ dont -1,30 m€ représentent les intérêts sur l'emprunt France Télécom de 30 m€.

Le résultat exceptionnel est de -0,2 m€ contre +2 K€ en 2008. Il est représenté par une dotation pour risque fiscal de -131 K€ ainsi que d'une dotation pour provision « plan sénior » -78 K€.

La Société n'a pas enregistré de charge d'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice.

La société est en intégration fiscale avec France Télécom S.A.

Les dettes financières sont de 30 m€ au 31/12/2009 (idem 2008). L'emprunt court terme de 30 m€ souscrit auprès de France Télécom S.A. en 2008, a été remboursé en décembre 2009, remplacé par un emprunt de même montant souscrit auprès de France Télécom S.A. pour une durée moyen terme de 5 années (échéance décembre 2014) à un taux correspondant à EURIBOR 3 mois avec une marge de 250 points de base.

Pour faire face aux acquisitions de sociétés sur l'exercice 2009, à savoir CVF, SETIB & Téléfact, Expertel Consulting, Network Related Services a émis des titres super subordonnés à durée indéterminée pour un montant de 50 m€ intégralement souscrits par le groupe France Télécom.

Ces titres portent un taux d'intérêt non cumulatif de 10% pendant les 7 premières années et de 15% à compter de la huitième.

Le paiement des intérêts devient obligatoire uniquement si le versement d'un dividende est décidé par les actionnaires de Network Related Services, ou en cas de rachat, remboursement total ou partiel ou acquisition de toute action de Network Related Services ou de tout titre donnant accès au capital de NRS, de procédure collective ou de liquidation qui interviendrait en cas de dissolution de NRS.

### 1. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice comme suit :

Origine :

Bénéfice net :	1 476 343,60 €
Report à nouveau créditeur :	5 100 744,27 €
Affectation :	
En totalité en report à nouveau :	1 476 343,60 €
Report à nouveau créditeur après affectation :	6 577 087,87 €

## 2. Distributions antérieures de dividendes

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous signalons qu'il n'est intervenu aucune distribution de dividende au cours des trois derniers exercices.

## 3. Charges non déductibles fiscalement

Le montant des dépenses et charges visées par l'article 39-4 du Code général des impôts est de 33 086 €.

## 4. Dettes fournisseurs

La décomposition par date d'échéance à la clôture de l'exercice du solde à l'égard des fournisseurs est la suivante :

(en K€)	Au 31/12/2009	Non échues	Échues depuis 2 mois au maximum	Échues depuis plus de 2 mois
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	3 100 K€	304 K€	2 782 K€	14 K€

## 5. Capital de la société et droits de vote

	au 22 avril 2008				au 22 avril 2009				au 28 avril 2010			
	Nb d'actions	% du capital	Nb dts de vote	% droits de vote	Nb d'actions	% du capital	Nb dts de vote	% droits de vote	Nb d'actions	% du capital	Nb dts de vote	% droits de vote
France Télécom	5 268 373	36,31%	5 268 373	36,27%	5 268 378	36,31%	5 268 378	36,27%	5 268 373	36,31%	5 268 373	36,26%
Membres du Conseil d'administration	5	0,00%	5	0,00%	6	0,00%	6	0,00%	5	0,00%	5	0,00%
Public	201 803	3,63%	204 036	3,73%	201 843	3,63%	204 232	3,73%	201 843	3,63%	204 430	3,74%
<b>TOTAL</b>	<b>5 470 787</b>	<b>100,00%</b>	<b>5 473 020</b>	<b>100,00%</b>	<b>5 470 827</b>	<b>100,00%</b>	<b>5 473 276</b>	<b>100,00%</b>	<b>5 470 827</b>	<b>100,00%</b>	<b>5 473 474</b>	<b>100,00%</b>

Il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement ou indirectement, seul ou de concert plus de 5% du capital ou des droits de vote.

La société est contrôlée comme décrit ci-dessus ; toutefois, la société estime qu'il n'y a pas de risque que le contrôle soit exercé de manière abusive. (voir en ce sens le rapport du Président du Conseil d'administration établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, en particulier la description des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil).

A noter que les actionnaires nominatifs ont un droit de vote double dès lors qu'ils possèdent leurs actions depuis plus de quatre ans, ce qui explique l'écart entre le nombre d'actions et le nombre de droits de vote sur le public.

### B. Valeurs mobilières donnant accès au capital

Aucune valeur mobilière donnant accès au capital n'a été émise au cours de l'exercice 2009.

### C. Autres titres donnant accès au capital : options de souscription d'actions octroyés par Network Related Services

	2008		2009		au 13 avril 2010	
	Prix moyen pondéré	Nombre d'options	Prix moyen pondéré	Nombre d'options	Prix moyen pondéré	Nombre d'options
Existant en début de période	6,00 €	231 512	18,91 €	2 388	18,91 €	2 388
Octroyées		-				
Annulées (anciens salariés)	12,37 €	1 084				
Exercées	6,00 €	228 040				
<b>Existant en fin de période</b>	<b>18,91 €</b>	<b>2 388</b>	<b>18,91 €</b>	<b>2 388</b>	<b>18,91 €</b>	<b>2 388</b>

Le détail des plans en vigueur vous sont présentés dans le paragraphe 13 B page 47. (conséquences sociales de l'activité / politique salariale).

#### D. Dilution de capital en cas d'exercice de tous les titres donnant accès au capital

Si toutes les options de souscription d'actions attribuées et encore en cours de validité étaient exercées, il en résulterait l'émission de 2.388 actions, ce qui correspondrait à 0,04% du nombre d'actions émises à cette date, soit une dilution en capital des actionnaires existants de 0,04%.  
Il n'existe pas d'autres titres donnant accès au capital.

#### E. Actions auto-détenues dans le cadre d'un programme de rachat d'actions

Au 31 décembre 2009 Network Related Services ne détenait aucune action propre.

### 6. Délégations en matière d'augmentations de capital

Nous vous rappelons les autorisations en cours conférées au Conseil d'administration.

Autorisation		Part de l'autorisation utilisée	Part restant à être utilisée à la date du présent document
Date de l'assemblée générale	Caractéristiques		
29 juin 2009	Autorisation d'augmentation du capital par émission d'actions et/ou titres donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de la société et/ou par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres. Montant : 400 K€ Durée de l'autorisation : 26 mois	Néant	Totalité
29 juin 2009	Autorisation d'augmentation du capital par émission d'actions et/ou titres donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de la société et/ou par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres. Montant : 400 K€, avec suppression du DPS Durée de l'autorisation : 26 mois	Néant	Totalité
29 juin 2009	Autorisation d'augmentation du capital dans la limite de 10 % en vue de rémunérer des apports en nature de titres. Durée de l'autorisation : 26 mois	Néant	Totalité
29 juin 2009	Autorisation d'augmentation du capital réservée aux adhérents d'un PEE. Montant : 20 K€ Durée de l'autorisation : 26 mois	Néant	Totalité

### 7. Exposé des éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Compte tenu de la répartition de l'actionnariat de la société ces éléments ne semblent pas pertinents.

Pour autant, en application de l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, nous vous précisons les points suivants susceptibles d'avoir une incidence en matière d'offre publique :

- la structure du capital ainsi que les participations directes ou indirectes connues de la société et toutes informations en la matière sont décrites au paragraphe 5 ci-dessus.
- les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et informations relatives aux assemblées générales sont décrites au paragraphe VIII 2. page 34 du présent document de référence.
- les informations relatives aux assemblées générales sont décrites au VIII 2. page 34.
- à la connaissance de la société, il n'existe pas de pactes et autres engagements signés entre actionnaires.

- les règles de nomination et de révocation des membres du conseil d'administration sont les règles légales et statutaires prévues à l'article 11 des statuts.
- en matière de pouvoirs du conseil d'administration, les délégations en cours sont décrites dans le présent rapport au paragraphe 6 page 53 dans le tableau des délégations d'augmentation du capital.
- la modification des statuts de notre société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.
- les accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société ne sont pas significatifs.
- il n'existe pas d'accord prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions de membres du conseil d'administration.

## 8. Récapitulatif des opérations mentionnées à l'article L621-18-2 du code monétaire et financier réalisés au cours de l'exercice

Aucune opération mentionnée à l'article L. 621-18-2 du Code Monétaire et financier n'a été réalisée au cours de l'exercice 2009.

## 9. Renouvellement de mandats

Néant

## 10. Jetons de présence

Aucun jeton de présence n'a été versé aux membres du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Les jetons de présence sont répartis en fonction de la participation aux travaux du Conseil par chacun des administrateurs, ainsi que de leur participation au Comité des comptes, selon une règle fixée dans le règlement intérieur.

Nous vous suggérons de maintenir la décision d'absence de jeton de présence aux membres du Conseil d'Administration au titre de l'exercice en cours et pour les exercices ultérieurs jusqu'à décision contraire.

## 11. Rémunérations des mandataires sociaux

### A. Rémunérations versées par Network Related Services, ses filiales et la société la contrôlant

Nous vous présentons ci-après les rémunérations versées par la société Network Related Services, les sociétés qu'elle contrôle ainsi que la société la contrôlant, France Télécom SA, aux personnes qui sont, à la clôture de l'exercice 2009, ou qui ont été au cours de l'exercice membres du conseil d'administration ou dirigeants de Network Related Services.

Nous précisons que Network Related Services n'a aucun engagement de rémunération postérieure à l'emploi envers quelconque de ses dirigeants ou mandataires sociaux.

Par ailleurs, les frais professionnels sont remboursés sur justificatifs.

Dans la mesure où les rémunérations des mandataires sociaux de Network Related Services sont perçues dans le cadre d'un contrat de travail avec France Télécom SA ou avec des sociétés contrôlées par France Télécom SA, les rémunérations variables ou exceptionnelles ne sont pas décidées au niveau de Network Related Services.

**A.1. Rémunérations versées aux administrateurs**  
(hors dirigeants mandataires sociaux) :

Rémunération des mandataires sociaux (en €)	Daniel DELESTRE <sup>(1) (4)</sup>		Gérard GARNIER <sup>(1) (5)</sup>		Bernard IZERABLE <sup>(1)</sup>	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Rémunération fixe	161 405	147 955	149 697	66 367	200 000	240 000
Rémunération variable <sup>(2)</sup>	73 149	65 953	49 971	43 399	102 437	107 332
Intéressement, participation et abondement <sup>(3)</sup>	15 462	12 976	14 477	13 053	18 780	15 095
Rémunération exceptionnelle	-	-	652	-	1 260	1 055
Avantages en nature	3 134	3 344	485	209	3 763	4 185
<b>Total</b>	<b>253 150</b>	<b>230 228</b>	<b>215 282</b>	<b>123 028</b>	<b>326 240</b>	<b>367 667</b>

Rémunération des mandataires sociaux (en €)	Hervé KAUFFMANN <sup>(6) (7)</sup>		Laurent KOCHER <sup>(1)</sup>		Paul MOLINIER <sup>(1)</sup>	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Rémunération fixe	228 800	228 800	249 900	256 175	N/A	200 000
Rémunération variable <sup>(2)</sup>	135 778	115 268	143 526	124 176	N/A	72 005
Intéressement, participation et abondement <sup>(3)</sup>	12 891	14 556	21 632	16 915	N/A	15 156
Rémunération exceptionnelle	7 130	6 449	-	-	N/A	-
Avantages en nature	-	-	485	485	N/A	2 988
<b>Total</b>	<b>384 599</b>	<b>365 073</b>	<b>415 543</b>	<b>397 751</b>	<b>N/A</b>	<b>290 149</b>

- (1) Rémunérations perçues dans le cadre d'un contrat de travail avec France Télécom SA  
(2) Comprend les parts variables dues au titre du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice et du 2<sup>nd</sup> semestre de l'exercice précédent  
(3) Comprend l'intéressement, la participation et l'abondement au titre de l'exercice précédent  
(4) Rémunérations indiquées jusqu'au 15 décembre 2009, date de fin de mandat  
(5) Rémunérations indiquées jusqu'au 5 juin 2009, date de fin du mandat  
(6) Rémunérations perçues de Equant France SA société contrôlée par France Télécom SA  
(7) Fin de mandat le 31 mars 2010

**Jetons de présence versés aux administrateurs**  
(en €)

Membres du Conseil	2008		2009	
	Dus au titre de l'exercice	Versés au cours de l'exercice	Dus au titre de l'exercice	Versés au cours de l'exercice
Laurent BARBE	0	0	0	0
Bernard IZERABLE	0	0	0	0
Didier JAUBERT	N/A	N/A	0	0
Hervé KAUFFMANN (jusqu'au 31/03/2010)	0	0	0	0
Laurent KOCHER	0	0	0	0
Paul MOLINIER	N/A	N/A	0	0
<b>Anciens mandataires sociaux</b>				
Daniel DELESTRE (jusqu'au 15/12/2009)	0	0	0	0
Gérard GARNIER (jusqu'au 05/06/2009)	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**A.2. Rémunérations versées aux Dirigeants mandataires sociaux**

**Synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées aux dirigeants mandataires sociaux**

Rémunérations (en €)	Laurent KOCHER <sup>(1)</sup> <i>Président (jusqu'à 15 décembre 2009)</i>		Didier JAUBERT <sup>(1)</sup> <i>Président (à compter du 15 décembre 2009)</i>		Laurent BARBE <sup>(1)</sup> <i>Directeur général</i>		Benoît JEANNIN <sup>(2)</sup> <i>Directeur général délégué</i>	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détail tableau « récapitulatif des rémunérations des dirigeants »)	403 193	315 298	N/A	279 217	321 455	224 865	299 145	238 203
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détails tableau § B « Attribution de stock options »)	0	0	N/A	0	0	0	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	0	0	N/A	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>403 193</b>	<b>315 298</b>	<b>N/A</b>	<b>279 217</b>	<b>321 455</b>	<b>224 865</b>	<b>299 145</b>	<b>238 203</b>

(1) Rémunérations perçues de France Télécom SA

(2) Rémunérations perçues de Network Related Services



## Récapitulatif des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux

Récapitulatif des rémunérations (en €)	Laurent KOCHER <i>Président (jusqu'à 15 décembre 2009)</i>				Didier JAUBERT <i>Président (à compter du 15 décembre 2009)</i>			
	2008		2009		2008		2009	
	Dus au titre de l'exercice	Versés au cours de l'exercice	Dus au titre de l'exercice	Versés au cours de l'exercice	Dus au titre de l'exercice	Versés au cours de l'exercice	Dus au titre de l'exercice	Versés au cours de l'exercice
Rémunération fixe	249 900	249 900	256 175	256 175	N/A	N/A	223 300	223 300
Rémunération variable (1)	135 893	143 526	58 638	124 176	N/A	N/A	55 917	116 009
Intéressement, participation et abondement (2)	16 915	21 632	-	16 915	N/A	N/A	-	16 635
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0	N/A	N/A	-	1 078
Avantages en nature (3)	485	485	485	485	N/A	N/A	0	0
Jetons de présence	0	0	0	0	N/A	N/A	0	0
<b>Total</b>	<b>403 193</b>	<b>415 543</b>	<b>315 298</b>	<b>397 751</b>	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>	<b>279 217</b>	<b>357 022</b>

Récapitulatif des rémunérations (en €)	Laurent BARBE <i>Directeur général</i>				Benoît JEANNIN <i>Directeur général délégué</i>			
	2008		2009		2008		2009	
	Dus au titre de l'exercice	Versés au cours de l'exercice	Dus au titre de l'exercice	Versés au cours de l'exercice	Dus au titre de l'exercice	Versés au cours de l'exercice	Dus au titre de l'exercice	Versés au cours de l'exercice
Rémunération fixe	187 983	187 983	187 982	187 982	124 310	124 310	136 740	136 740
Rémunération variable (1)	70 619	80 963	24 518	54 321	167 000	137 000	96 352	134 000
Intéressement, participation et abondement (2)	14 425	16 546	-	14 425	-	339	-	2 009
Rémunération exceptionnelle	44 316	44 316	7 831	7 831	4 019	34 019	1 295	1 295
Avantages en nature (3)	4 112	4 112	4 534	4 534	3 816	3 816	3 816	3 816
Jetons de présence	0	0	0	0	N/A	N/A	N/A	N/A
<b>Total</b>	<b>321 455</b>	<b>333 920</b>	<b>224 865</b>	<b>269 093</b>	<b>299 145</b>	<b>299 484</b>	<b>238 203</b>	<b>277 860</b>

(1) Comprend les parts variables dues au titre du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice et du 2<sup>nd</sup> semestre de l'exercice précédent

(2) Comprend l'intéressement, la participation et l'abondement versés au titre de l'exercice précédent

(3) Avantages en nature : M. Kocher, Président, jusqu'au 15 décembre 2009, a bénéficié par France Télécom SA d'un forfait téléphonique ; M. Jaubert, Président depuis le 15 décembre 2009, bénéficie par France Télécom SA d'un véhicule de service ; le Directeur général bénéficie par France Télécom SA d'un forfait téléphonique et d'un véhicule de fonction ; le Directeur général délégué bénéficie par Network Related Services d'un véhicule de fonction.

Le Président, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué ne se sont vus attribuer aucune option de souscription ou d'achat d'action durant l'exercice 2009 ; par ailleurs, ils n'ont levé aucune option de souscription ou d'achat d'action durant ce même exercice.

Aucune action de performance n'a été attribuée au Président, au Directeur général et au Directeur général délégué.

**Récapitulatif des autres avantages accordés au Président, au Directeur Général  
et au Directeur général délégué**

	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non concurrence
<p><b>Laurent KOCHER</b> Président</p> <p>Début du 1<sup>er</sup> mandat : 04/01/2007</p> <p>Fin de mandat : 15/12/2009</p>	<p>Contrat de travail avec France Télécom SA</p>	<p>Retraite supplémentaire à cotisations définies instaurée pour les cadres du Groupe de la catégorie G de la Convention Collective Nationale des Télécommunications. Le montant de la pension de retraite qui lui sera versé résultera des cotisations annuelles qui auront été versées, calculées par application de la formule de calcul prévue aux rémunérations qu'il aura perçu au sein du Groupe en temps que bénéficiaire de ce régime, ainsi que des rendements financiers qui auront été réalisés sur les supports financiers retenus parmi ceux proposés par ce régime.</p>	Non	Non
<p><b>Didier JAUBERT</b> Président</p> <p>Début du 1<sup>er</sup> mandat : 15/12/2009</p> <p>Fin de mandat : AGO 2012 statuant sur les comptes 2011</p>	<p>Contrat de travail avec France Télécom SA</p>	<p>Retraite supplémentaire à cotisations définies instaurée pour les cadres du Groupe de la catégorie G de la Convention Collective Nationale des Télécommunications. Le montant de la pension de retraite qui lui sera versé résultera des cotisations annuelles qui auront été versées, calculées par application de la formule de calcul prévue aux rémunérations qu'il aura perçu au sein du Groupe en temps que bénéficiaire de ce régime, ainsi que des rendements financiers qui auront été réalisés sur les supports financiers retenus parmi ceux proposés par ce régime.</p>	Non	<p>Bénéficiaire, en contrepartie d'une obligation de non concurrence, d'une indemnité mensuelle de 50 % du salaire annuel brut sur une période maximale de 1 an, lors de la rupture du contrat de travail.</p>
<p><b>Laurent BARBE</b> Directeur Général</p> <p>Début du 1<sup>er</sup> mandat : 13/04/2007</p> <p>Fin de mandat de Directeur Général : sans limitation de durée</p>	<p>Contrat de travail avec France Télécom SA</p>	<p>Retraite supplémentaire à prestations définies instaurée pour les cadres dirigeants du Groupe classés « hors grille ». Le montant de la pension de retraite qui lui serait versé (à condition qu'il soit toujours présent dans le Groupe au moment de la liquidation de ce régime de retraite) n'est pas déterminable à l'avance : résulterait de l'application d'un taux moyen à la meilleure moyenne annuelle des rémunérations brutes des 36 mois d'activité en tant que salarié « hors grille » établie au moment de la liquidation.</p>	Non	<p>Bénéficiaire, en contrepartie d'une obligation de non concurrence d'une durée de 6 mois, d'une indemnité mensuelle en application de la Convention collective applicable, lors de la rupture du contrat de travail</p>
<p><b>Benoît JEANNIN</b> Directeur Général Délégué</p> <p>Début du 1<sup>er</sup> mandat : 13/04/2007</p> <p>Fin de mandat : sans limitation de durée</p>	N/A	Non	Non	<p>Bénéficiaire, en contrepartie d'une obligation de non concurrence, d'une indemnité de 50 % du salaire moyen sur une période maximale de 1 an, lors de la rupture du contrat de travail.</p>

## B. Attributions de stock options

### B.1. Plans d'options consentis par Network Related Services et ses filiales

Aucun mandataire social ne s'est vu attribuer de stock-options de la Société ou de ses filiales au cours de l'exercice 2009.

### B.2. Plans d'options consentis par France Télécom SA

Dans le cadre des plans d'options mis en place par France Télécom SA, les mandataires sociaux suivants de Network Related Services ont bénéficié d'options de souscription d'actions, selon les détails ci-dessous :

#### PLANS D'OPTIONS CONSENTIS PAR FRANCE TELECOM S.A.

	Plan octobre 2005	Plan mars 2006	Plan mai 2007	TOTAL
Date de l'Assemblée générale ayant autorisé le plan	01/09/2004	01/09/2004	01/09/2007	4
Date du Conseil d'administration ayant attribué les options	26/10/2005	08/03/2006	21/05/2007	7
Nombre total d'options consenties	14 516	536	10 093	25 146
dont options consenties aux mandataires sociaux :	445	930	300	675
- Laurent Barbé	13 570	-	7 600	21 170
- Daniel Delestre <sup>(2)</sup>	13 570	-	12 300	25 870
- Gérard Garnier <sup>(3)</sup>	5 370	-	7 600	12 970
- Bernard Izerable	13 570	-	12 300	25 870
- Didier Jaubert	-	-	12 300	12 300
- Hervé Kauffmann <sup>(4)</sup>	23 570	-	12 300	35 870
- Laurent Kocher	13 570	-	12 300	25 870
Date de 1 <sup>er</sup> exercice possible	26/10/2008 <sup>(1)</sup>	08/03/2009 <sup>(1)</sup>	21/05/2010	0
Date d'échéance	26/10/2015	08/03/2016	21/05/2017	7
Prix d'exercice des options	23,46 €	23,46 €	21,61 €	
Nombre total d'options exercées au 31/12/2009	53 490	0	43 500	96 990
Nombre total d'options annulées au 31/12/2009	2 584 830	245 260	866 800	3 696 890
Nombre d'options en circulation au 31/12/2009	11 878 125	291 670	9 183 000	21 352 79
				5

(1) Pour les bénéficiaires non résidents français

(2) Fin de mandat le 15/12/2009

(3) Fin de mandat le 05/06/2009

(4) Fin de mandat le 31/03/2010

(5)

## C. Attributions d'actions gratuites

Aucun mandataire social ne s'est vu attribuer d'actions gratuites de la Société ou de ses filiales au cours de l'exercice 2009.

Il n'existe pas d'autre rémunération différée et/ou conditionnelle.

## 12. Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

Nom des mandataires	Mandats et fonctions dans la société	Date de nomination	Date d'échéance du mandat	Autres mandats et ou fonctions exercés dans une autre société au cours des 5 derniers exercices
<b>Laurent BARBE</b> 59 ans	Directeur Général et Administrateur	Administrateur : 4 janvier 2007 <sup>(1)</sup>  Directeur général 13 avril 2007	Mandat d'administrateur : 2012  Mandat de Directeur Général : sans limitation de durée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Administrateur et Président du Conseil d'administration d'Obiane,</li> <li>- Représentant de Network Related Services au sein de Silicomp-AQL</li> <li>- Administrateur et Président-Directeur Général de Silicomp Management</li> <li>- Gérant de la SCI Groupe Silicomp,</li> <li>- Administrateur Délégué de Silicomp Benelux</li> <li>- Administrateur Délégué de Silicomp Belgium</li> <li>- Président de Silicomp Canada</li> <li>- Administrateur et Président du Conseil d'administration d'Etrali SA</li> <li>- Administrateur et Président du conseil d'administration d'Etrali France</li> </ul> <p><b><u>Mandats qui ne sont plus exercés :</u></b>  <i>Représentant permanent de Silicomp AQL au sein du conseil d'administration d'Obiane</i>  <i>Administrateur et Directeur général délégué de Equant France SA</i>  <i>Administrateur et Président du Conseil d'administration de Equant SA</i>  <i>Président-Directeur général d'Etrali SA</i>  <u>Au cours de l'exercice 2008 :</u> « Chairman of the board » de Etrali Uk, Administrateur de Etrali Espagne, Président de Etrali Suisse, Administrateur de Etrali North America, « Secretary » de Etrali Hong Kong, Gérant de Etrali GmbH, Administrateur de Etrali Japon, Administrateur de Etrali Singapore, Administrateur de Etrali srl Italie, « Chairman of the board » de Etrali Technology Trading Co (Chine)  <u>Au cours de l'exercice 2009 :</u>  <i>Administrateur d'Expertel consulting</i></p>
<b>Daniel DELESTRE</b> 56 ans	Administrateur (jusqu'au 15 décembre 2009)	4 janvier 2007 <sup>(2)</sup>	2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>- « Director » de Equant LLC</li> </ul> <p><b><u>Mandats qui ne sont plus exercés :</u></b>  <u>Au cours de l'exercice 2009 :</u>  <ul style="list-style-type: none"> <li>- Administrateur d'Etrali SA</li> <li>- Administrateur d'Etrali France</li> </ul> </p>
<b>Gérard GARNIER</b> 52 ans	Administrateur (jusqu'au 5 juin 2009)	4 janvier 2007 <sup>(3)</sup>	2011	<p>Néant</p> <p><b><u>Mandats qui ne sont plus exercés :</u></b>  <u>Au cours de l'exercice 2009 :</u>  <i>Administrateur de Groupe Silicomp, devenue Network Related Services</i>  <i>Administrateur de SETIB</i></p>
<b>Bernard IZERABLE</b> 53 ans	Administrateur	20 juin 2008	2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Administrateur de FT España</li> <li>- Administrateur de Compagnie Européenne de téléphonie</li> </ul> <p><b><u>Mandats qui ne sont plus exercés :</u></b>  <i>Administrateur de FTPH Inc, de FTPUS, d'Atlas Service Belgium</i></p>
<b>Didier JAUBERT</b>	Président du	15 décembre 2009	2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Président du Conseil d'administration</li> </ul>

50 ans	Conseil d'administration			<p>de Néocles Corporate</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Administrateur de Etrali SA</li> <li>- Administrateur de Etrali France SA</li> <li>- Président d'Orange Consulting</li> <li>- Président du Conseil de surveillance d'Almerys</li> <li>- Administrateur de Groupe Diwan</li> </ul> <p><b>Mandats qui ne sont plus exercés :</b>  <i>Au cours de l'exercice 2009 :</i>  <i>Administrateur d'Expertel Consulting</i></p>
<b>Benoît JEANNIN</b> 41 ans	Mandat : Directeur Général Délégué  Fonction : Directeur DTI	13 avril 2007	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Directeur Général de Silicomp-AQL</li> <li>- Administrateur de Silicomp Management</li> <li>- Administrateur Délégué de Silicomp Belgium</li> <li>- Administrateur de Silicomp Asia Pte Ltd</li> </ul> <p><b>Mandats qui ne sont plus exercés :</b>  <i>Néant</i></p>
<b>Hervé KAUFFMANN</b> 48 ans	Administrateur (jusqu'au 31 mars 2010)	4 janvier 2007 <sup>(1)</sup>	2012	<p>Néant</p> <p><b>Mandats qui ne sont plus exercés :</b>  <i>Au cours de l'exercice 2010 :</i>  <i>Administrateur de Network Related Services</i></p>
<b>Laurent KOCHER</b> 44 ans	Administrateur	4 janvier 2007 <sup>(1)</sup>	2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Membre du Conseil de Néocles Corporate</li> <li>- Membre du Conseil de surveillance d'Almerys</li> </ul> <p><b>Mandats qui ne sont plus exercés :</b>  <i>Au cours de l'exercice 2008 :</i>  <i>Administrateur et Président-Directeur général de Dynetcom ; Président-Directeur Général de Groupe Diwan.</i>  <i>Au cours de l'exercice 2009 :</i>  <i>Administrateur et Président de SETIB ;</i>  <i>Président et membre du Conseil de CVF ;</i>  <i>Administrateur et Président du Conseil d'administration d'Expertel Consulting ;</i>  <i>Président du Conseil d'administration de Néocles Corporate ;</i>  <i>Administrateur de Etrali SA et Etrali France SA ;</i>  <i>Président d'Orange Consulting ;</i>  <i>Président du Conseil de surveillance d'Almerys ;</i>  <i>Administrateur de Groupe Diwan ;</i>  <i>Président du Conseil d'administration de Network Related Services</i></p>
<b>Paul MOLINIER</b> 52 ans	Administrateur	29 juin 2009	2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentant permanent de Network Related Services, administrateur de Obiane,</li> <li>- Administrateur délégué de Silicomp Benelux</li> <li>- Administrateur de Telecom Systems</li> </ul> <p><b>Mandats qui ne sont plus exercés :</b>  <i>Au cours de l'exercice 2009 :</i>  <i>Directeur général d'Obiane</i></p>

(1) Mandat renouvelé par l'assemblée générale du 29 juin 2009

(2) Mandat renouvelé par l'assemblée générale du 26 juin 2007

(3) Mandat renouvelé par l'assemblée générale du 20 juin 2008

## 13. Commissaires aux Comptes

### Honoraires des commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux

	Ernst & Young				Experts & Consultants Associés				Deloitte & Associés				KPMG			
	Montant en K€		Répartition en %		Montant en K€		Répartition en %		Montant en K€		Répartition en %		Montant en K€		Répartition en %	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Commissariat aux comptes, certifications, examen des comptes individuels et consolidés	264	-	85%	0%	30	40	100%	100%	104	110	100%	100%	18	130	100%	100%
Missions accessoires	48	-	15%	0%					17	-			-	-		
<b>Sous-total audit</b>	<b>312</b>	<b>-</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>121</b>	<b>110</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>18</b>	<b>130</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
Juridique, fiscal, social																
Technologies de l'information																
Audit interne																
Autres																
<b>Sous-total non audit</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>312</b>	<b>-</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>121</b>	<b>110</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>18</b>	<b>130</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## 14. Salariés

### A. Quotité de capital détenu par les salariés à la clôture de l'exercice

A la clôture de l'exercice la participation des salariés au capital social telle que définie à l'article L. 225-102 du Code de commerce est nulle.

### B. Information concernant les salariés les mieux servis en matière de stock-options

Aucun plan de stock-option n'a été mis en place au cours de l'exercice.

## 15. Conventions réglementées

Nous vous demandons d'approuver les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce régulièrement autorisées par le Conseil d'Administration.

Vos commissaires aux comptes vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans leur rapport spécial.

## 16. Observations du Comité d'Entreprise

En application des dispositions de l'article L. 2323-8 du Code du travail, nous vous informons que le Comité d'Entreprise n'a formulé aucune observation sur la situation économique et financière de la société.

## 17. Conclusion

Nous vous demanderons de donner quitus entier et définitif à votre Conseil d'Administration de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, ainsi qu'aux commissaires aux comptes pour l'accomplissement de leur mission qu'ils vous relatent dans leur rapport général.

Votre conseil vous invite à approuver par votre vote le texte des résolutions qu'il vous propose.

# RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, le Président de votre Conseil d'administration vous rend compte, dans le présent rapport, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, des limitations apportées par le Conseil d'administration aux pouvoirs du directeur général et du directeur général délégué, des principes et règles arrêtés concernant la rémunération des mandataires sociaux, ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par votre Société et au sein du Groupe.

Le Président a chargé la direction financière de Network Related Services du présent rapport, des travaux préparatoires et des diligences nécessaires. Les Commissaires aux comptes ont été informés de ces travaux et diligences. Ce rapport a été approuvé par le Conseil d'administration du 28 avril 2010.

En matière comptable et financière, Network Related Services, filiale de France Télécom depuis le 4 janvier 2007, a poursuivi, au cours de 2009, l'adaptation de son organisation de contrôle interne et ses procédures, s'appuyant sur la méthodologie internationalement reconnue déployée par France Télécom fondée sur le référentiel Coso.

## I. Conditions de préparation et organisation des travaux du Conseil

Network Related Services se réfère aux principes de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées énoncées dans le code de gouvernement d'entreprise Afep/Medef de décembre 2008, consultable sur internet à l'adresse suivante : <http://www.code-afep-medef.com>.

La société s'est référée formellement aux principes de gouvernement d'entreprise susvisés lors de son Conseil d'administration du 20 novembre 2008, et a publié le 27 novembre 2008 un communiqué de presse en ce sens.

Network Related Services s'est attachée à mettre en œuvre les recommandations de ce rapport, notamment à travers l'adoption par son Conseil d'administration d'un règlement intérieur qui fixe les principes de son fonctionnement et les modalités selon lesquelles il exerce sa mission.

### 1. Composition du Conseil d'Administration

Le Conseil d'administration est composé de cinq membres, nommés pour une durée de 3 ans, dans une logique de bonne gouvernance, Cette composition reflète l'actionnariat, dont nous vous rappelons que le capital et les droits de vote sont détenus par France Télécom à plus de 96%.

Le tableau suivant présente la composition du Conseil d'administration à la date du présent document :

Noms	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat <sup>(1)</sup>
<b>Laurent BARBE</b>	4 janvier 2007 <sup>(2)</sup>	2012
<b>Bernard IZERABLE</b>	20 juin 2008	2011
<b>Didier JAUBERT</b>	15 décembre 2009	2012
<b>Laurent KOCHER</b>	4 janvier 2007 <sup>(2)</sup>	2012
<b>Paul MOLINIER</b>	29 juin 2009	2011

(1) AGO statuant sur les comptes de l'exercice précédent

(2) Mandat renouvelé par l'assemblée générale du 29 juin 2009

Les membres du Conseil d'administration de Network Related Services ne détiennent que le nombre d'action minimum prévus par les statuts, soit 1 action.

## 2. Devoirs des administrateurs

Lors de sa prise de fonction, chaque administrateur a déclaré avoir connaissance des statuts, ainsi que des textes légaux et réglementaires qui régissent les sociétés anonymes à Conseil d'Administration françaises (notamment cumul des mandats, conventions interdites, conventions réglementées, pouvoir d'orientation de l'activité de la société, pouvoir de contrôle).

Chaque administrateur a également approuvé le règlement intérieur, récapitulant les devoirs des administrateurs, notamment :

- Obligation de loyauté,
- Obligation de révélation des conflits d'intérêt,
- Obligation de confidentialité,
- Obligation de diligence,
- Interdiction d'effectuer des opérations d'initiés,
- Obligation de déclaration des transactions effectuées sur les titres de la Société,
- Devoir de se documenter.

Dans le cadre du devoir de se documenter, les administrateurs reçoivent les éléments, chiffres, rapports et analyses nécessaires à leur mission, et leur permettant de délibérer en toute connaissance de causes.

Compte tenu de la structure de son actionnariat, la composition du Conseil d'administration, et notamment la présence et la quotité d'administrateurs indépendants, ne peut être conforme aux recommandations Afep/Medef.

## 3. Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le président organise et dirige les travaux du Conseil d'Administration, et veille à son bon fonctionnement.

Le règlement intérieur a été adopté le 19 juin 2003, et modifié le 4 janvier 2007. Le règlement intérieur a pour objet de compléter les règles légales, réglementaires et statutaires afin de préciser les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration. Il formalise son comportement et son fonctionnement dans le respect des règles et devoirs mentionnés ci-dessus.

Les principales dispositions du règlement intérieur sont les suivantes :



Le Conseil d'Administration se réunit au moins trois fois par an et aussi souvent que l'exige l'intérêt social.

Le Président arrête l'ordre du jour de chaque réunion du Conseil d'administration et le communique en temps utile et par tous moyens appropriés à ses membres.

En tout état de cause, le Conseil d'administration peut au cours de chacune de ses réunions, en cas d'urgence, et sur proposition du Président, délibérer de questions non inscrites à l'ordre du jour qui lui ont été communiquées.

A ce jour, le Conseil d'administration n'a pas mis en œuvre de processus d'évaluation de son fonctionnement et de ses travaux, au sens du code Afep/Medef précité.

Son fonctionnement s'inscrit dans les règles de gouvernance interne du groupe France Télécom.

Les deux délégués du comité d'entreprise sont convoqués à toutes les réunions du Conseil, auxquelles ils assistent régulièrement.

Les commissaires aux comptes sont convoqués aux réunions arrêtant les comptes annuels et semestriels, ainsi que chaque fois que leur présence est jugée nécessaire.

Les convocations peuvent être faites par tous moyens. Toutefois, sauf circonstances particulières, elles sont expédiées par écrit quarante-huit heures au moins avant chaque réunion. A la convocation, sont également joints les documents permettant aux administrateurs de se prononcer en toute connaissance de cause sur les points inscrits à l'ordre du jour par le Président, sauf urgence ou nécessité d'assurer une parfaite confidentialité.

Le projet du procès verbal de chaque réunion du Conseil est adressé ou remis à tous les administrateurs au plus tard en même temps que la convocation de la réunion suivante.

Le Président veille à ce que des moyens de visioconférence et/ou de télécommunication soient mis à la disposition des administrateurs résidant en province ou à l'étranger ainsi que de ceux qui s'y trouvent pour un motif légitime, afin de leur permettre de participer aux réunions du Conseil d'administration.

Lorsque le lieu de convocation du Conseil d'administration n'est pas celui du siège de la société, le Président prend les dispositions voulues pour que les administrateurs qui ont décidé de s'y réunir puissent y participer grâce aux moyens décrits ci-dessus.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs participant à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective. Ces moyens transmettent au moins la voix des participants et satisfont à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations. A défaut, les administrateurs concernés ne pourront être réputés présents et, en l'absence de quorum, la réunion du conseil devra être ajournée.

Le registre de présence aux séances du Conseil d'administration doit mentionner, le cas échéant, la participation par visioconférence et/ou par des moyens de télécommunication, des administrateurs concernés.

Le procès-verbal de la séance du Conseil d'administration doit indiquer le nom des administrateurs participant à la réunion par visioconférence et par des moyens de télécommunication. Il doit également faire état de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence et des moyens de télécommunication, lorsque cet incident a perturbé le déroulement de la séance.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables pour l'adoption des décisions prévues aux articles L. 232-1 et L. 233-16 du Code de commerce, concernant l'établissement des comptes annuels et du rapport de gestion, et l'établissement des comptes consolidés et du rapport de gestion du groupe.

Au cours de l'exercice 2009, le Conseil s'est réuni sept fois. En moyenne, quatre administrateurs ont participé à chaque séance du Conseil. Ces réunions ont, entre autres, porté sur :

- L'arrêté des comptes annuels et des comptes consolidés clos le 31 décembre 2009 ;
- L'arrêté des comptes semestriels et des comptes semestriels consolidés clos le 30 juin 2009 ;
- L'arrêté des situations trimestrielles consolidées, l'examen de la marche des affaires, de l'évolution du carnet de commandes et des effectifs ;
- La stratégie mise en œuvre par la direction ;
- L'examen des offres d'acquisition de Network Related Services et leurs modes de financement, les projets industriels proposés, leurs incidences sur l'emploi, le bénéfice pour les clients, salariés et actionnaires, les prix proposés ;
- La nomination de nouveaux administrateurs.

Les commissaires aux comptes ont effectivement participé à toutes les réunions portant sur l'examen et l'arrêté des comptes annuels ou semestriels.

Compte tenu de la structure de son actionnariat, et de la mise en place par France Télécom d'une gouvernance à l'échelon de l'ensemble de son groupe, le Conseil d'administration de Network Related Services n'a pas mis en place de comités spécialisés, et ne peut ainsi être conforme aux recommandations Afep/Medef en ce qui concerne les Comités du Conseil.

En ce qui concerne le Comité d'Audit, Network Related Services, en sa qualité de filiale de France Télécom, société disposant d'un tel comité, n'est pas soumise aux dispositions afférentes à l'ordonnance n° 2008-1278 du 8 décembre 2008.

## II. Règles de détermination des rémunérations des mandataires sociaux

Les critères en application desquels les éléments de rémunération des mandataires sociaux ont été calculés ou les circonstances en vertu desquelles ils ont été établis sont les suivants :

### 1. Jetons de présence

Au titre de l'exercice 2009 et jusqu'à décision contraire de l'Assemblée générale, aucun jeton de présence n'est versé aux membres du Conseil d'administration.

Par ailleurs, compte tenu de la structure de l'actionnariat, les membres du Conseil d'administration de Network Related Services ne détiennent que le nombre d'action minimum prévus par les statuts, soit 1 action.

### 2. Rémunération du Président, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué

Le Président et le Directeur Général ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur mandat, et n'ont pas de contrat de travail avec Network Related Services. Les rémunérations qu'ils perçoivent le sont au titre de leur contrat de travail avec France Télécom SA. Ces rémunérations n'ont connu aucune modification en raison du mandat social.

Le Directeur Général Délégué ne perçoit aucune rémunération au titre de son mandat. La rémunération qu'il perçoit l'est au titre de son contrat de travail avec Network Related Services, et n'a connu aucune modification en raison du mandat social.

Network Related Services n'a par ailleurs pris aucun engagement en raison de la cessation ou du changement de fonction des dirigeants. Aucun élément de rémunération, indemnités ou avantages n'est dû ou susceptible d'être dû à raison de la cessation ou du changement de fonction d'un quelconque dirigeant social, ou postérieurement à celles-ci.

Le détail des rémunérations versées aux mandataires sociaux figure dans le rapport de gestion.

### III. Limitation des pouvoirs du Directeur Général et du Directeur Général Délégué par le Conseil d'Administration

Dans sa séance du 4 janvier 2007, le Conseil d'administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général, respectivement assurées par Messieurs Didier Jaubert et Laurent Barbé. Par ailleurs, Monsieur Benoît Jeannin a été nommé Directeur général délégué le 13 avril 2007.

Cette dissociation des fonctions permet une organisation harmonieuse et équilibrée des travaux du Conseil d'administration et de la direction générale de la société, et s'inscrit dans une perspective de mise en œuvre des meilleures pratiques de gouvernance.

En dehors des limitations imposées par la loi et les règlements, aucune limitation n'a été apportée par le Conseil d'Administration aux pouvoirs du directeur général et du directeur général délégué.

La direction générale a mis en place une procédure permettant de plafonner les pouvoirs du Directeur Général en matière de cautions, avals et garanties, dans la limite d'un montant global de 10 millions d'euros par période de 12 mois, et prévoyant :

- la double signature du Directeur Général Délégué pour tout engagement unitaire de 1,5 million d'euros,
- une autorisation préalable du Conseil d'administration pour tout engagement unitaire de plus de 3 millions d'euros.

### IV. Modalités particulières relatives à la participation des actionnaires aux Assemblées Générales

Les modalités relatives à la participation des actionnaires aux assemblées générales de Network Related Services sont décrites à l'article 14 des statuts de la société.

### V. Mesures susceptibles d'avoir une incidence en cas d'Offre Publique

Les informations prévues à l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, relatives aux mesures susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique, sont publiées dans le rapport de gestion pour l'exercice 2009.

## VI. Procédures de contrôle interne mises en place par la société :

Depuis 2007 et progressivement, Network Related Services déploie en partie la méthodologie adoptée au sein du groupe France Télécom. Cette dernière s'appuie sur le référentiel COSO (Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission).

Selon le référentiel Coso, le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le conseil d'administration, la direction et le personnel de l'entreprise, destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation d'objectifs entrant dans les catégories suivantes :

- réalisation et optimisation des opérations ;
- fiabilité des informations financières ;
- conformité aux lois et aux réglementations en vigueur.

Couvrant l'ensemble des activités du groupe France Télécom (la maison mère et les entités consolidées), le dispositif de contrôle interne de France Télécom vise à donner une assurance raisonnable que les risques seront maîtrisés et que les objectifs fixés seront atteints. Ce dispositif est décrit par une charte de contrôle interne. Le rapport du Président de France Télécom S.A. rend compte des procédures de contrôle interne mises en place au sein du groupe France Télécom, dans le document de référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce document est disponible en ligne sur le site internet de France Télécom : [www.orange.com](http://www.orange.com) et sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org).

Une structure pérenne, rattachée à la direction financière de France Télécom a pour mission principale d'assurer le pilotage global du dispositif de contrôle interne financier, permettant de mesurer la qualité du système de contrôle interne. A ce titre, la direction du contrôle interne est en charge de conduire le programme d'amélioration continue des processus de contrôle interne financier.

Au cours de l'exercice 2007, la direction du contrôle interne avait procédé à une évaluation du dispositif de contrôle interne mis en place au sein de Groupe Silicomp. Elle avait identifié quatre zones de risques (sur 27 points examinés) sur lesquelles la direction avait proposé un plan d'action qui avait été jugé satisfaisant.

Au cours de l'exercice 2008, aucune évaluation n'a été réalisée par la direction du contrôle interne. Par contre de nouvelles évaluations concernant les périmètres Technologies de l'Information, L@bs et Intégration et Réseaux ont été effectuées en 2009. Là encore, la direction a proposé des plans d'action qui ont été jugés satisfaisants et exécutés dans les délais convenus.

Au sein de Network Related Services, les procédures de contrôle interne ont pour but :

- de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables et par les valeurs, normes et règles internes à la Société ;
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux tiers reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société.

Le contrôle interne vise à obtenir l'assurance raisonnable que ces principes sont respectés mais ne peut évidemment fournir une garantie absolue que les risques sont totalement éliminés.

Le contrôle de gestion et la direction générale effectuent des contrôles en direct dans la mesure où la Société n'a pas organisé de service dédié à « l'audit interne » à proprement parler, chargé d'effectuer des vérifications pour son compte tant en son sein qu'au sein des sociétés qu'elle contrôle. Les opérations concourant à l'exercice des activités du Groupe comme à leur traduction dans les comptes sont vérifiées, sans nécessairement une formalisation de ces vérifications, par la direction générale elle-même ou ses délégués avec pour objectif général de :

- mettre tout en œuvre et fournir les outils de pilotage pour créer de la valeur ou, à tout le moins de préserver le patrimoine en évitant la survenance de sinistres susceptibles de mettre en cause la pérennité du Groupe ;
- de respecter et faire en sorte que les sociétés du Groupe se conforment à leurs obligations légales et réglementaires.

Pour ce faire, la direction générale a examiné la situation du Groupe et hiérarchisé les risques auxquels le Groupe doit faire face. Ces risques ont été classés en fonction d'une part de leur probabilité de survenance et d'autre part de leur impact financier potentiel :

Probabilité de survenance	Fréquent (+ 1 fois/an)									Elevé
	probable	3	8	18	4				10	Significatif
	Possible	14	1	15	7	16	6			Modéré
	Peu probable					11	9			
	Infime (+ 10 ans)	12				13		2		
		Insignifiant (<100 K€)	Faible	Moyen	Élevé	Très élevé (>1000 K€)				
Impact Financier										

#### Risques juridiques

- 1 Dépendance à l'égard des droits de propriété intellectuelle
- 2 Cautions et garanties
- 3 Risques fiscaux
- 4 Risques Prud'homaux
- 5 Passage aux normes IFRS (survenance certaine mais impact faible – n'est pas qualifié comme un « risque »)

#### Risques industriels, commerciaux et environnementaux

- 6 Dépendance à l'égard du personnel clé
- 7 Risques liés aux compétences des consultants
- 8 Dérive des projets au forfait
- 9 Dépendance aux fournisseurs dans l'activité Réseaux
- 10 Acquisition et intégration de nouvelles sociétés
- 11 Risques clients
- 12 Risques fournisseurs

#### Risques de marché

- 13 Liquidité
- 14 Taux
- 15 Change
- 16 Actions
- 17 Dilution (difficilement quantifiable comme un « risque »)
- 18 Géographie

Cette formalisation, réalisée par un comité de pilotage, a été obtenue après consultation de l'ensemble des dirigeants de filiales, responsables opérationnels et responsables de fonctions support, le tout en concertation avec les commissaires aux comptes.

Son examen par la direction générale n'a pas donné lieu à une mise à jour dans la mesure où les risques résiduels après mise en place des contrôles restent sensiblement les mêmes.

## 1. Préserver le patrimoine

La hiérarchisation et le classement des risques permettent d'orienter les travaux de contrôle et de vérifications réalisés par la direction générale et ses délégués.

Nous avons décrit dans le rapport de gestion, au chapitre I.11 page 43 ci-dessus ces risques encourus par le Groupe, ainsi que les mesures prises pour réduire ces risques. Nous avons également souscrit des contrats d'assurance tels que présentés dans le chapitre I.12 page 47 ci-dessus.

Nous insistons particulièrement sur le fait que la stratégie et les décisions pouvant avoir un impact significatif sur les équilibres financiers du Groupe sont systématiquement débattus en Conseil d'administration.

Par ailleurs, il convient de noter que la quasi-totalité des filiales de Network Related est certifiée ISO 9001 V2000, ce qui implique une formalisation des procédures qui permet d'identifier a priori des dysfonctionnements ou des incohérences.

Nous nous assurons de respecter les règles de base telles que la séparation des fonctions et la double signature bancaire nécessaire pour les règlements (à l'exception du Directeur Général). Toutefois, dans les filiales étrangères de petite taille, la séparation des fonctions n'est pas toujours possible. Une revue interne des comptes, des rapprochements bancaires et des balances clients et fournisseurs, est effectuée au moins une fois par an dans ces filiales par la direction financière du Groupe.

Les moyens de contrôle sur le système d'information sont régulièrement renforcés. Au moyen de requêtes, de tests de cohérence, d'extraction de données incohérentes, inhabituelles par leur nature ou leur montant, de doublons, une équipe réalise des analyses pour s'assurer de la sécurité et de la fiabilité de la chaîne d'information.

## 2. Créer de la valeur

La direction générale fixe les objectifs du Groupe, puis les décline aux différents niveaux opérationnels, en lien avec les directions de filiales.

Au cours du quatrième trimestre, les dirigeants de filiales établissent un plan d'affaires pour l'année suivante. Ce plan est présenté à la direction générale qui émet des recommandations, jusqu'à ce que ce plan d'affaires, validé au plus tard fin janvier, serve d'objectif pour l'année. Ensemble, directions de filiales et direction générale s'assurent de la cohérence des hypothèses retenues pour élaborer le plan d'affaires et de la cohérence entre ces hypothèses et les objectifs d'entrées de commandes qui sont fixés aux commerciaux.

Au besoin, les chiffres d'objectif sont revus chaque trimestre.

Chaque mois, le contrôle de gestion élabore des tableaux de bord présentant les principaux indicateurs de gestion propres à nos métiers (occupation des ingénieurs et consultants, taux de facturation, ...) ainsi qu'un compte de résultat simplifié comprenant la marge brute (avant prise en compte des frais commerciaux, administratifs et généraux) et le résultat d'exploitation, en réel comparé avec les objectifs du business plan.

Ces outils de base permettent aux dirigeants de filiales de prendre des mesures correctives rapidement lorsqu'ils ne sont pas en ligne avec les objectifs.

Tous les mois, un comité de direction dans le cadre de « business reviews » comprenant les dirigeants des filiales, la direction financière et la direction des ressources humaines se réunit. Il analyse les résultats par rapport aux objectifs et discute de la façon dont est mise en œuvre la stratégie décidée par la direction générale. Il décide de plans d'actions permettant d'optimiser la création de valeur.

### 3. Processus d'élaboration des comptes annuels et des comptes consolidés

L'élaboration des comptes sociaux et consolidés de Network Related Services est assurée par le service comptabilité et le responsable consolidation sous la responsabilité du directeur financier.

Les travaux comptables des sociétés françaises et étrangères du Groupe sont centralisés au siège social par le responsable consolidation. Il s'assure de :

- la correcte reprise des comptabilités sociales et étrangères ;
- la permanence des méthodes et de la présentation des états financiers sociaux ;
- la réciprocité des soldes inter-sociétés devant être éliminés ;
- la justification et l'analyse de l'ensemble des retraitements de consolidation selon les référentiels IFRS.

Depuis 2001, le Groupe a mis en place des procédures communes de formalisation des dossiers de travail et de justification des comptes.

Lors des arrêts intermédiaires et de la clôture annuelle, le directeur financier, en lien avec la direction comptable et la direction du contrôle de gestion du groupe France Télécom, synthétise les points comptables devant retenir l'attention du service comptabilité et du responsable consolidation, présente, le cas échéant le traitement comptable spécifique des événements marquants de l'exercice et valide les chiffres des estimations comptables (provisions, tests de dépréciation des goodwill, activation d'impôts différés, ...) en relation avec la direction générale. Il communique ces éléments à l'ensemble des acteurs concernés.

Début 2003 le Groupe a mis en place un système unifié de consolidation et de reporting de gestion garantissant un canal unique de diffusion d'information financière interne et externe et évitant ainsi toute incohérence entre les tableaux de bord internes et les états financiers annuels ou intermédiaires. Ce système a été complété début 2007 par le processus de remontée mensuelle d'information financière de France Télécom.

Autant que possible et dans la limite des moyens dont disposent les services comptable et financier, la production des comptes est séparée de l'analyse de ceux-ci. Cela permet au contrôle de gestion de procéder à des contrôles de cohérence et de vraisemblance sur les états financiers et les situations intermédiaires en toute indépendance et avec plus de pertinence :

- analyse de la cohérence du chiffre d'affaires et des indicateurs clés propres à nos métiers (à savoir ceux présentés dans le rapport de gestion au chapitre I.2 page 40) ;
- analyse de la cohérence des principaux soldes des comptes de résultats avec le budget et avec la période précédente ;
- analyse de la cohérence des grands équilibres bilanciaux.

Par ailleurs, les commissaires aux comptes et auditeurs assurent un contrôle externe indépendant.

Plus généralement et depuis l'intégration dans le groupe France Télécom, le suivi des objectifs et la revue des comptes mensuels font l'objet d'une formalisation plus approfondie et sont revus par le contrôle de gestion central en plus du contrôle de gestion de Network Related Services.

## VII. Conclusion

En conclusion, votre Assemblée constatera que les procédures de contrôle interne mises en œuvres sont proportionnées à la taille de notre Groupe et dimensionnées en fonction des moyens dont il dispose. Elles s'inscrivent progressivement dans la méthodologie mise en œuvre au sein du groupe France Télécom, s'appuyant notamment sur la direction du contrôle interne du groupe.

Paris, le 28 avril 2010

Didier JAUBERT  
Président du Conseil d'Administration

# COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

## I. États financiers consolidés au 31 décembre 2009

### 1. Bilan

<i>Bilan (en K€)</i>	notes	Exercice clos le 31/12/2008 retraité (*1)	Exercice clos le 31/12/2009
<b>ACTIF</b>			
Goodwill	II. 11	40 945	61 346
Autres immobilisations incorporelles	II. 11	2 012	6 219
Immobilisations corporelles	II. 11	5 728	11 011
Titres mis en équivalence	II. 25	-	1 225
Prêts et créances non courants		806	1 031
Actifs d'impôts différés	II.10	977	2 176
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>50 469</b>	<b>83 008</b>
Stocks et en-cours	II.12	8 787	5 516
Clients et autres débiteurs	II.13	110 301	122 694
Autres créances	II.19	11 222	19 458
Trésorerie et équivalent de trésorerie	II.18	4 436	41 342
Trésorerie et équivalent de trésorerie non disponibles		-	-
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>134 747</b>	<b>189 009</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>185 216</b>	<b>272 017</b>
<b>PASSIF</b>			
Capital	II.15	821	821
Réserves liées au capital		20 125	70 125
Réserves et résultats consolidés		21 694	29 475
Écarts de conversion		(56)	68
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>42 584</b>	<b>100 487</b>
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		41	1 349
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>42 625</b>	<b>101 836</b>
Emprunts et dettes financières - part à + d'un an	II.18	662	24 216
Passifs d'impôts différés	II.10	816	1 138
Provisions non courantes	II.17	909	2 438
Autres passifs non courants		610	1 079
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>2 998</b>	<b>28 871</b>
Provisions courantes	II.17	619	513
Emprunts et dettes financières - part à un an au plus	II.18	47 172	13 285
Fournisseurs et autres créditeurs		33 450	49 464
Autres dettes	II.19	58 352	78 048
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>139 594</b>	<b>141 310</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>185 216</b>	<b>272 017</b>

(\*1) voir note II. 2

Les notes annexes présentées font partie intégrante des comptes consolidés.



## 2. Compte de résultat

Compte de résultat (en K€)	notes	Exercice clos le 31/12/2008			Exercice clos le 31/12/2009		
		Activités poursuivies	Activités non poursuivies	Total	Activités poursuivies	Activités non poursuivies	Total
Ventes de marchandises		79 049		79 049	77 276		77 276
Production vendue		172 241		172 241	229 555		229 555
<b>Chiffre d'affaires</b>		<b>251 290</b>	<b>-</b>	<b>251 290</b>	<b>306 831</b>	<b>-</b>	<b>306 831</b>
Autres produits de l'activité	II 7	898		898	2 147		2 147
Achats consommés		(69 430)		(69 430)	(65 482)		(65 482)
Charges de personnel	II 8	(110 311)		(110 311)	(132 807)		(132 807)
Charges externes		(52 806)	2	(52 804)	(82 291)		(82 291)
Impôts et taxes		(4 788)		(4 788)	(6 792)		(6 792)
Dotations aux amortissements		(2 715)		(2 715)	(5 290)		(5 290)
Dotations aux provisions		267	(1)	266	(789)		(789)
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		506		506	(276)		(276)
Autres produits et charges d'exploitation	II 7	(15)	(2)	(16)	345		345
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>12 897</b>	<b>(0)</b>	<b>12 897</b>	<b>15 596</b>	<b>-</b>	<b>15 596</b>
Autres produits et charges opérationnels	II.7	(762)		(762)	(1 068)		(1 068)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>12 135</b>	<b>(0)</b>	<b>12 135</b>	<b>14 528</b>	<b>-</b>	<b>14 528</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		362		362	91		91
Coût de l'endettement financier brut		(4 154)	(10)	(4 164)	(1 832)		(1 832)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	II 9	<b>(3 792)</b>	<b>(10)</b>	<b>(3 802)</b>	<b>(1 742)</b>	<b>-</b>	<b>(1 742)</b>
Autres produits et charges financiers		1 360	-	1 360	155	-	155
Charge d'impôt	II 10	(3 680)	-	(3 680)	(4 881)	-	(4 881)
<b>Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence</b>	II 25				<b>54</b>		<b>54</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>6 023</b>	<b>(10)</b>	<b>6 013</b>	<b>8 115</b>	<b>-</b>	<b>8 115</b>
. Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		6 004	(10)	5 994	7 973	-	7 973
. Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		19	-	19	142	-	142
<b>Résultat par action de l'ensemble consolidé</b>	II 16	<b>1,099</b>		<b>1,099</b>	<b>1,483</b>	<b>-</b>	<b>1,483</b>
<b>Résultat dilué par action de l'ensemble consolidé</b>	II 16	<b>1,099</b>		<b>1,099</b>	<b>1,483</b>	<b>-</b>	<b>1,483</b>

Les notes annexes présentées font partie intégrante des comptes consolidés.

### 3. État du résultat global consolidé

	Exercice clos	Exercice clos
	le 31/12/2008	le 31/12/2009
<b>Résultat net consolidé de la période</b>	<b>6 013</b>	<b>8 115</b>
Ecart de change résultant des activités à l'étranger	411	(47)
<b>Total des autres éléments du résultat global nets d'impôt</b>	<b>411</b>	<b>(47)</b>
<b>Résultat global consolidé</b>	<b>6 424</b>	<b>8 068</b>

### 4. Tableau de variation des capitaux propres

Montants en milliers d'euros	Notes	Attribuables aux propriétaires de				Attribuables aux participations ne				Total capitaux propres
		Capital social	Réserves liées au capital	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	Réserves	Autres éléments du résultat global	Total	
<b>Solde au 1er janvier 2008</b>		786	18 750	15 536	(467)	34 604	52	-	52	34 656
<b>Résultat global consolidé</b>				5 994	411	6 405	19	-	19	6 424
Augmentation de capital		35	1 375			1 410			-	1 410
Opérations sur actions propres				135	-	135				135
Autres mouvements				29	-	29	(29)	-	(29)	-
Distribution de dividendes										
Variation de périmètre										
<b>Solde au 31 décembre 2008</b>		<b>821</b>	<b>20 125</b>	<b>21 694</b>	<b>(56)</b>	<b>42 583</b>	<b>42</b>	<b>-</b>	<b>42</b>	<b>42 625</b>
<b>Résultat global consolidé</b>				7 973	(47)	7 926	142	-	142	8 068
Augmentation de capital	II.3, II.15		50 000			50 000			-	50 000
Opérations sur actions propres				(192)	171	(22)	(1)		(1)	(23)
Autres mouvements										
Distribution de dividendes							1 166		1 166	1 166
Variation de périmètre										
<b>Solde au 31 décembre 2009</b>	II.15	<b>821</b>	<b>70 125</b>	<b>29 475</b>	<b>68</b>	<b>100 487</b>	<b>1 349</b>	<b>-</b>	<b>1 349</b>	<b>101 836</b>

Les notes annexes présentées font partie intégrante des comptes consolidés.

Au 31 décembre 2009, Network Related Services ne dispose pas d'actions 'auto-détenues'.

## 5. Tableau de flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie (en K€)	Notes	Exercice clos le 31/12/2008 retraité (*1)	Exercice clos le 31/12/2009
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>6 013</b>	<b>8 115</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	II 11, 17	3 252	6 288
-/+ Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		-	-
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		-	-
-/+ Autres produits et charges calculés		-	-
-/+ Plus et moins-values de cession		(17)	(342)
-/+ Profits et pertes de dilution		-	-
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-	54
- Dividendes (titres non consolidés)		-	-
= Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		9 249	14 116
+ Coût de l'endettement financier net	II 9	3 802	1 742
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	II 9	3 680	4 881
<b>= Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)</b>		<b>16 731</b>	<b>20 738</b>
- Intérêts financiers nets versés (B)		(4 011)	(1 445)
- Impôts versés		(2 816)	(5 452)
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (C)		(5 406)	33 311
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)</b>		<b>4 497</b>	<b>47 152</b>
+ Intérêts reçus		362	57
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	II 11	(2 709)	(5 701)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		31	13
+/- Acquisitions de sociétés nettes de trésorerie acquise	II 2	(33 879)	(45 455)
+ Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)		-	-
+/- Variation des prêts et avances consentis		(160)	15
+ Subventions d'investissement reçues		-	-
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement		-	-
<b>= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)</b>		<b>(36 355)</b>	<b>(51 070)</b>
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		36	-
+ Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée		-	50 000
+ Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		1 375	-
-/+ Rachats et ventes d'actions propres		-	-
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		-	-
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts		35 000	30 000
- Comptes courants France Télécom		-	(43 024)
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)		(5 000)	(30 659)
+/- Autres flux liés aux opérations de financement		934	(1 503)
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)</b>	II 18	<b>32 344</b>	<b>4 814</b>
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)		275	(103)
<b>= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)</b>		<b>762</b>	<b>794</b>
Trésorerie nette ouverture		3 112	3 874
Trésorerie nette clôture	II 18	3 874	4 669
Variation		762	795
Dont :			
Trésorerie et équivalent de trésorerie des activités non poursuivies (net) ouverture		-	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie des activités non poursuivies (net) clôture		-	-
Variation de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités non poursuivies (net)		-	-
Soit :			
Trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies (net) ouverture		3 112	3 874
Trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies (net) clôture		3 874	4 669
Variation de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies (net)		762	795

(1\*) voir note II. 2

Les notes annexes présentées font partie intégrante des comptes consolidés.

## II. Annexe aux états financiers consolidés au 31 décembre 2009

### 1. Principes comptables

#### A. Entité présentant les états financiers

NETWORK RELATED SERVICES est une société anonyme à conseil d'administration dont le siège social est situé à Montbonnot-Saint-Martin – FRANCE – au 195, rue Lavoisier (la « Société »). Les états financiers consolidés de la Société intègrent la Société et ses filiales (le « Groupe »), ainsi que les intérêts dans les sociétés contrôlées conjointement.

L'activité du Groupe consiste principalement en la réalisation de prestations de service, intégration et vente d'équipements, tests dans le domaine de l'informatique technique, de l'intégration de réseaux, de l'intégration de solutions technologiques et innovantes dans le domaine des centres d'appels

#### B. Conformité aux normes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2009 et interprétations adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne ([http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm)), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Interpretations Committee – IFRIC).

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte, ou à l'exception des nouvelles normes et interprétations décrites ci-dessous.

*Normes, amendement de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1er janvier 2009*

Les révisions de normes, nouvelles normes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'exercice 2009 :

- IAS 1 révisée – Présentation des états financiers ;
- IFRS 8 – Secteurs opérationnels ;
- IFRIC 13 – Programme de fidélisation clients ;
- IFRIC 15 – Contrats de construction de biens immobiliers ;
- IFRIC 16 – Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger ;
- IFRIC 18 - Transferts d'actifs des clients (applicable aux transactions postérieures au 1er juillet 2009) ;
- Amendement IAS 23 – Coûts d'emprunts ;
- Amendements IFRS 2 – Conditions d'acquisition des droits et annulations ;
- Amendement IFRS 7 – Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers ;
- Amendement IAS 1 et IAS 32 – Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (22 mai 2008) portant notamment sur la comptabilisation des activités de publicité et de promotion (IAS 38 – Immobilisations incorporelles).

La norme IFRS 8 « segments opérationnels » requiert la présentation d'informations sur les secteurs d'activité opérationnels du Groupe et a remplacé au 1er janvier 2009 les dispositions relatives à la détermination des secteurs de premier niveau (secteurs d'activité) et de second niveau (secteurs géographiques). Les secteurs opérationnels retenus par le Groupe en conformité avec la norme IFRS 8

étant identiques aux secteurs d'activités précédemment présentés selon IAS 14, l'application de la norme IFRS 8 n'a pas entraîné d'incidence sur les annexes aux comptes consolidés (note 4 page 93).

Conformément à la révision de la norme IAS 1, le Groupe présente à partir du 1er janvier 2009, l'état du résultat global consolidé qui détaille la composition de ce dernier. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2009 comprennent de ce fait l'état du résultat global consolidé pour les exercices clos au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2008.

L'adoption des autres normes et interprétations révisées n'a pas eu d'impact sur la performance ou la situation financière du Groupe.

#### *Textes d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2009 et non appliqués par anticipation*

Les normes et interprétations suivantes ont été adoptées par l'Union Européenne et sont d'application obligatoire postérieurement au 31 décembre 2009 :

- IAS 27 révisée – Etats financiers consolidés et individuels (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2009) ;
- IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises (applicable aux regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition est sur le premier exercice ouvert à compter du 1er juillet 2009) ;
- Amendement IAS 32 – Classification des droits d'émission (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er février 2010) ;
- Amendement IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation « éléments éligibles à une opération de couverture » (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2009) ;
- Amendements IFRIC 9 et IAS 39 – Réévaluation des dérivés incorporés et instruments financiers: comptabilisation et évaluation (applicable aux périodes annuelles terminées à compter du 30 juin 2009) ;
- IFRIC 17 – Distribution en nature aux actionnaires (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2009) ;

Le Groupe n'a appliqué aucune de ces nouvelles normes ou interprétations par anticipation.

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, les normes, amendements de normes et interprétations, publiées par l'IASB et présentées ci-dessous, sont d'application obligatoire au 1er janvier 2010 (à l'exception de quelques amendements / interprétations annuels applicables postérieurement). Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des impacts, consécutifs à la première application de ces nouveaux textes :

- Amendement IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions : transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2010) ;
- IFRS 9 – Instruments financiers : classifications et évaluations (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2013) ;
- IFRIC 19 – Extinction des passifs financiers avec des instruments de capitaux (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2010) ;
- Amendement IFRIC 14 – IAS 19 : Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2011) ;
- IAS 24 révisée – Informations à fournir sur les parties liées (applicable aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2011) ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS (16 avril 2009), applicables majoritairement aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1er janvier 2010.

Ces normes, amendements de normes et interprétations n'ont pas été appliqués par anticipation.

## C. Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés

Les états financiers sont présentés en euros arrondis au millier le plus proche. Les comptes consolidés sont établis selon le principe du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs – dont notamment les instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés à leur juste valeur – conformément aux règles édictées par les IFRS.

Dans le cadre de la préparation des états financiers en conformité avec les normes IFRS, la direction est amenée à faire des estimations et des hypothèses qui affectent la pleine application des normes comptables ainsi que l'évaluation qui est faite des actifs, passifs, produits et charges. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur l'expérience ainsi que sur un ensemble de critères jugés vraisemblables par la direction, sans nécessairement que les tiers soient en mesure d'en juger. Il est possible que les résultats effectifs soient différents de ces estimations. Les estimations et hypothèses (voir note T pages 87) sont revues continuellement. Les impacts de ces révisions sont enregistrés sur la période comptable au cours de laquelle elles ont lieu ou sur les périodes comptables subséquentes le cas échéant. Lorsque ces estimations et hypothèses portent sur des montants significatifs ou lorsque la probabilité de révision des montants est élevée, une information est donnée en annexe.

Ces principes comptables sont appliqués par toutes les sociétés du Groupe.

Ces principes comptables ont été appliqués à toutes les périodes comptables présentées dans ces états financiers consolidés.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation. La direction du Groupe considère que ce principe est respecté au regard du plan de trésorerie prévisionnel pour l'exercice 2010 et des actifs financiers disponibles au 31 décembre 2009.

## D. Méthodes de consolidation

Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Les sociétés contrôlées conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle.

Toutes les transactions internes significatives sont éliminées en consolidation.

### D.1. Filiale

Une filiale est une entité contrôlée par la Société. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en considération. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

### D.2. Coentreprise

Les coentreprises sont les entités sur les activités desquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint en vertu d'un accord contractuel. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans les actifs, passifs, produits et charges regroupés, ligne à ligne, avec les éléments similaires de ses états financiers, à compter de la date à laquelle le contrôle conjoint est obtenu jusqu'à la date à laquelle il prend fin.

### D.3. Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciaux, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les gains latents découlant des transactions avec les entités sous contrôle conjoint sont éliminés à concurrence des parts d'intérêt du Groupe dans l'entité. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

## E. Conversion des éléments en devises

### E.1. Comptes en devises

Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 ont été établis en euro qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la société mère.

L'ensemble des postes du bilan des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro est converti en euro au taux en vigueur à la date de clôture, à l'exception de la situation nette qui est conservée à sa valeur historique. Les comptes de résultat et flux de trésorerie sont convertis aux taux de change moyens annuels. Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux sont affectées en écarts de conversion en capitaux propres.

### E.2. Transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. A la clôture, les créances et dettes en devises étrangères sont converties au taux de clôture et l'écart de change latent qui en résulte est inscrit au compte de résultat.

### E.3. Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés, principalement des achats à terme de devises, pour couvrir son exposition à la variation du cours des devises étrangères dans le cadre des activités opérationnelles. Conformément à sa politique, le Groupe ne détient pas ou n'utilise pas d'instrument financier destiné à la spéculation. Néanmoins, compte tenu de l'absence de documentation de la relation de couverture formalisée, ces instruments ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture et leur variation de juste valeur sont enregistrées directement en résultat financier à la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

## F. Actifs immobilisés

Les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Le coût d'une immobilisation comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Le coût d'un actif produit par le Groupe pour lui-même comprend le coût des matières premières le cas échéant, le coût de la main d'œuvre directe, tout autre coût directement attribuable pour permettre d'utiliser l'actif dans les conditions d'exploitation prévues, et les coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située.

Un logiciel acquis qui fait partie intégrante des fonctionnalités du matériel auquel il est associé, est comptabilisé comme une composante de ce matériel.

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif, dont la préparation préalable à l'utilisation ou la vente prévue, nécessite un délai substantiel (généralement supérieur à six mois), sont incorporés au coût de cet actif. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les coûts d'emprunt sont les intérêts et autres coûts supportés par une entreprise dans le cadre d'un emprunt de fonds.

Le mode d'acquisition et de mise en service des actifs, ne conduisant généralement pas à une longue période, le Groupe ne capitalise donc pas en général les intérêts financiers encourus pendant la période de construction et d'acquisition des actifs corporels et incorporels.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes (composants majeurs).

Lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché ou des indicateurs internes indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif, appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés, déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la direction du Groupe.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles, à l'exception des goodwill, peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable devient plus élevée que la valeur nette comptable (la valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, est limitée à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée).

Les dépenses effectuées postérieurement à l'acquisition d'un actif immobilisé sont elles mêmes comptabilisées en immobilisation lorsqu'elles augmentent la valeur des avantages économiques futurs, pour le Groupe, des immobilisations auxquelles elles se rattachent. A défaut, ces dépenses sont comptabilisées en charges.

### F.1. Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode du coût d'acquisition. Les goodwill ressortent de l'acquisition de filiales ou de co-entreprises.

S'agissant des acquisitions réalisées depuis le 1er janvier 2004, le goodwill correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis.

S'agissant des acquisitions antérieures à cette date, le goodwill correspond au coût historique amorti tel qu'enregistré en conformité avec les principes comptables antérieurement appliqués.

Le traitement comptable des acquisitions antérieures au 1er janvier 2004 n'a pas été remis en cause lors de la préparation du bilan d'ouverture conformément à l'option offerte par IFRS 1 dans le cadre de la première adoption des normes IFRS. En conséquence :

- s'agissant des acquisitions antérieures au 1er janvier 2004, le goodwill correspond au coût historique amorti tel qu'enregistré en conformité avec les principes comptables antérieurement appliqués.
- le fonds de commerce représentatif de la part de marché du Groupe sur le marché des systèmes de supervision autoroutière en Suisse ne répondant pas à la définition d'un actif incorporelle en IFRS a été reclassé en goodwill.

Les goodwill sont évalués au coût diminué des pertes de valeur. Les dépréciations sont irréversibles. Les goodwill sont affectés à des unités génératrices de trésorerie et ne sont pas amortis mais font l'objet, à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur et au minimum une fois par an, de tests de dépréciation.

Le cas échéant, les goodwill négatifs sont enregistrés directement en résultat.

### F.2. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont initialement comptabilisées à leur coût d'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Le Groupe apprécie si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est finie ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que l'immobilisation incorporelle s'est dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité finie sont réexaminés à chaque clôture. Tout changement de la durée d'utilité attendue ou du rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs représentatifs de l'actif est comptabilisé en modifiant la durée d'amortissement ou le mode selon le cas, de tels changements étant traités comme des changements d'estimation.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont soumises à des tests de dépréciation à chaque clôture soit individuellement, soit au niveau de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'immobilisation incorporelle appartient. Ces immobilisations ne sont pas amorties. La durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle à durée de vie indéterminée est réexaminée à chaque clôture afin de déterminer si l'appréciation d'une durée d'utilité indéterminée pour cet actif continue d'être justifiée. Dans le cas contraire, le changement d'appréciation de la nature de la durée d'utilité, de indéterminée à finie, est comptabilisé de manière prospective.



Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Conformément à la norme IAS 38, une immobilisation résultant de dépenses de développement sur la base d'un projet individuel est comptabilisée lorsque le Groupe peut démontrer la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente, son intention d'achever cet actif et sa capacité à l'utiliser ou à le vendre, la façon dont cet actif générera des avantages économiques futurs, la disponibilité de ressources pour achever le développement et la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses engagées au titre du projet de développement.

Après leur comptabilisation initiale, les dépenses de développement sont évaluées en utilisant le modèle du coût, ce qui nécessite que les actifs soient comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des ventes futures relatives au projet.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charge. Les dépenses de développement des progiciels et solutions sont inscrites à l'actif du bilan et font l'objet d'un amortissement dès lors qu'elles répondent à aux conditions énoncées dans la norme IAS 38.

### F.3. Amortissements

Les actifs corporels et les actifs incorporels à durée de vie définie sont évalués au coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées d'utilité suivantes :

- |   |             |
|---|-------------|
| ▪ frais de développement des progiciels et solutions      | 2 à 5 ans   |
| ▪ constructions (bâtiments administratifs et commerciaux) | 15 à 30 ans |
| ▪ agencements, installations                              | 3 à 10 ans  |
| ▪ matériel et outillage                                   | 1 à 10 ans  |
| ▪ matériel de transport                                   | 3 à 4 ans   |
| ▪ mobilier, matériel de bureau                            | 2 à 10 ans  |

Le mode d'amortissement utilisé par Network Related Services est le mode linéaire.

Le cas échéant, la valeur résiduelle d'un bien est exclue du montant amortissable.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilisation estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

### F.4. Titres mis en équivalence

La valeur comptable des titres d'une entité mise en équivalence correspond au coût d'acquisition de la participation augmenté de la quote-part de résultat net de la période. En cas de pertes et une fois la valeur de l'investissement ramenée à zéro, le Groupe cesse de comptabiliser les quotes-parts de pertes supplémentaires dès lors qu'il n'est pas engagé au-delà de son investissement.

Un test de dépréciation est effectué dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur, comme par exemple une diminution du cours boursier si l'entité est cotée, des difficultés financières importantes de l'entité, des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés, ou des informations portant sur des changements importants ayant un effet négatif sur l'entité.

Une dépréciation est comptabilisée si la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable, la valeur recouvrable étant la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des coûts de transaction. La dépréciation peut être reprise si la valeur recouvrable excède à nouveau la valeur comptable.

### F.5. Actifs financiers

Les actifs financiers (équivalents de trésorerie non courants, prêts, dépôts et cautionnements versés) sont comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués au coût amorti. Elles peuvent faire l'objet d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable. Cette provision est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

A chaque clôture un examen des actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indices de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant une dépréciation est comptabilisée.

#### F.6. Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, lors de leur première comptabilisation et ultérieurement. La juste valeur correspond à la valeur boursière pour les titres cotés ou, pour les titres non cotés, à une technique de valorisation déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre (transactions comparables, de multiples de sociétés comparables, valeur actualisée des flux futurs de trésorerie).

#### G. Contrats de location

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de crédit bail ou de location financement, qui en substance transfèrent la quasi totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés en immobilisations corporelles. Il s'agit principalement de terrains et constructions ainsi que de matériel informatique.

Ces immobilisations sont comptabilisées à l'actif à la date de signature du contrat pour un montant égal à leur juste valeur du bien loué ou, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Elles sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. Un passif équivalent à l'actif aux coûts directs initiaux près est inscrit au bilan.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

#### H. Stocks et en-cours

Les stocks de marchandises sont évalués au plus bas de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Les en-cours de production et produits finis sont évalués au plus bas de leurs coûts et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts sont calculés selon la méthode du coût de revient moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

#### I. Créances

Les créances sont enregistrées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis au coût amorti diminué des dépréciations. Une dépréciation est constituée lorsqu'il apparaît que leur recouvrement est incertain. Cette dépréciation, déterminée au cas par cas est égale à la différence entre la valeur initiale hors taxe de la créance et la valeur de recouvrement estimée.

Les factures à établir et les travaux en cours résultant de la comptabilisation des contrats au forfait (voir note 18 page 103) sont inclus dans la rubrique « Clients et autres débiteurs » du bilan.

#### J. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme.

Pour être éligible au classement d'équivalent de trésorerie, conformément à la norme IAS 7, les placements doivent remplir quatre conditions :

- placement à court terme ;
- placement très liquide ;
- placement facilement convertible en un montant connu de trésorerie ;
- risque négligeable de changement de valeur.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidé, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie ainsi que les dépôts à court terme nets des concours bancaires courants.

## K. Dépréciation des éléments d'actif

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks (voir méthode comptable décrite en note I page 82) et les actifs d'impôts différés (voir méthode comptable décrite en note Q page 84) sont examinés à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée (voir ci-dessous).

Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont soumis à un test de dépréciation systématique annuel effectué en décembre de chaque année, ou de manière plus fréquente dès lors qu'un événement ou une circonstance laisse à penser qu'ils pourraient avoir perdu de la valeur.

Pour les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie définie ce test n'est effectué que lorsqu'il est relevé un indice de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat.

La valeur recouvrable des éléments d'actif correspond à la plus élevée de leur valeur nette de revente et de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en actualisant les excédents de trésorerie futurs nets d'impôts qui reviennent à l'entité. Le taux d'actualisation retenu tient compte d'un taux d'intérêt de marché après impôt sans risque, augmenté du risque spécifique de l'actif évalué. Pour les actifs ne générant pas de façon autonome des excédents de trésorerie significatifs, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est rattaché cet actif.

Les dépréciations des goodwill sont définitives et ne peuvent pas faire l'objet de reprise.

S'agissant des autres actifs dépréciés, une reprise est constatée en cas de changement dans les éléments servant au calcul de la valeur recouvrable (la valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur est limitée à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée).

## L. Actions propres

Toutes les opérations concernant les actions propres sont comptabilisées directement sur les capitaux propres. Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées pour leurs montants nets d'impôts.

## M. Provisions

Une provision est enregistrée lorsqu'il existe pour Network Related Services une obligation actuelle résultant d'un événement passé, à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et que son montant peut être estimé de manière fiable. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler des pratiques passées de l'entité, de sa politique affichée ou d'engagements publics suffisamment explicites qui ont créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait qu'elle assumera certaines responsabilités.

L'estimation d'une provision correspond au montant de la sortie de ressources que Network Related Services doit supporter pour éteindre son obligation envers le tiers. Elle est estimée en fonction des données connues du groupe à la date d'arrêté des comptes.

Les provisions sur contrats correspondent aux pertes prévisionnelles sur les opérations partiellement exécutées à la clôture sous déduction des pertes partielles déjà comptabilisées du fait de l'application de la méthode à l'avancement.

Les provisions pour garanties sont enregistrées lors de la vente de produits pour lesquels le groupe aura à assurer la garantie des produits. Leur évaluation est fondée sur une estimation du montant de sortie de ressource ajusté de sa probabilité d'occurrence déterminée en fonction de l'expérience passée.

## N. Dettes financières

Les dettes financières portant intérêts sont entrées au bilan à leur juste valeur nette des coûts de transaction associés. Par la suite, ces dettes financières sont comptabilisées à leur coût amorti.

## O. Avantages du personnel postérieurs à l'emploi

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites et d'indemnités de départs.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées. Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs,
- les écarts actuariels sont intégralement reconnus en résultat.

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée en charges opérationnelles.

## P. Paiements en actions

### P.1. Options de souscription d'actions accordées au personnel

Le Groupe comptabilise les transactions réalisées avec le personnel ou avec d'autres tiers dont le paiement est fondé sur des actions. Il s'agit notamment des plans d'attribution d'options de souscription d'actions au personnel.

Compte tenu de leur date d'attribution et de leur période d'acquisition, la norme IFRS 2 n'est applicable à aucun des plans d'attribution d'options de souscription d'actions au personnel existant au 31 décembre 2009 chez Network Related Services.

Le cas échéant, la juste valeur des options ou actions attribuées aux employés est enregistrée en frais de personnel avec une contrepartie en capitaux propres. La juste valeur est déterminée à la date d'attribution et étalée sur la durée d'acquisition des droits par les employés. La juste valeur des options est déterminée en utilisant la méthode Black & Scholes, prenant en compte les conditions d'attribution et, le cas échéant, d'acquisition des droits à option. La charge cumulée enregistrée pour ces transactions à chaque fin d'exercice jusqu'à la date d'acquisition des droits est le reflet de l'écoulement de cette période d'acquisition et de la meilleure estimation du Groupe à cette date du nombre d'instruments qui vont être acquis. La charge ou le produit reconnu au compte de résultat de la période correspond à la différence entre charges cumulées à la fin de la période et charges cumulées au début de la période.

### P.2. Instruments de capitaux propres de la société mère France Télécom accordés au personnel

Du fait de l'application anticipée de IFRIC 11 « actions propres et transactions intra-groupe » (notamment note 23 A et B page 111 « Une mère octroie des droits sur ses instruments de capitaux propres aux membres du personnel de sa filiale »), le Groupe comptabilise les transactions réalisées par la société mère France Télécom avec le personnel du Network Related Services dont le paiement est fondé sur des actions de France Télécom.

## Q. Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur le résultat correspond à l'impôt courant de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées. Ces dernières sont calculées selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles existant entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) le goodwill non déductible fiscalement, (ii) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable et (iii) les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés ne sont inscrits au bilan que dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Pour apprécier la capacité de Network Related Services à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments

suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- part des charges ne devant pas se renouveler à l'avenir et incluse dans les pertes passées ;
- historique des résultats fiscaux des années précédentes ;
- et le cas échéant l'existence d'actifs sous-évalués dont la cession est envisagée.

## R. Reconnaissance du chiffre d'affaires

La norme IAS applicable à la reconnaissance du chiffre d'affaires est IAS 18 Produits des activités ordinaires. En l'absence de textes ou d'interprétations IFRS spécifique sur le sujet :

- la reconnaissance du chiffre d'affaires de l'activité Intégration et Solutions est examinée au regard de SOP 97.2 (normes US GAAP) ;
- la présentation des frais de déplacement refacturés aux clients est examinée au regard de l'EITF 01-14 (normes US GAAP).

Ces deux dernières méthodes sont conformes aux principes énoncés par la norme IAS 18.

### R.1. Activités d'ingénierie et de conseil

#### a. Prestations d'assistance technique, de conseil, de formation, de réalisations facturées au temps passé

Elles sont comptabilisées quand le service est rendu. La production fait l'objet d'un examen à chaque arrêté de comptes :

- les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent au bilan à la rubrique « Factures à établir » du poste « Clients et autres débiteurs » ;
- les prestations facturées mais non encore totalement exécutées sont déduites du chiffre d'affaires facturé et sont portées au passif du bilan à la rubrique « Produits constatés d'avance » du poste « Autres dettes ».

#### b. Prestations faisant l'objet d'un contrat au forfait

Ces contrats sont caractérisés par un engagement en termes de prix, de conformité et de délai. Les prestations correspondant à ce type de contrat sont enregistrées selon la méthode à l'avancement, suivant les modalités ci-après :

Le chiffre d'affaires et les résultats sur l'ensemble des contrats au forfait s'échelonnent sur plusieurs exercices, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, sont constatés selon la méthode du pourcentage d'avancement des travaux. Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en créances clients ou dans la rubrique « autres débiteurs », selon qu'elles ont été facturées ou non. Par ailleurs, lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence. Cette provision est enregistrée dans la rubrique provision pour risques et charges du bilan.

Le chiffre d'affaires et le résultat dégagés sur le contrat sont comptabilisés en fonction d'une estimation qualifiée de l'avancement du contrat déterminé suivant les procédures Qualité en vigueur dans le groupe. L'estimation de l'avancement est faite sur le temps passé, comparé au temps total prévu sur le contrat. Le temps total prévu sur le contrat inclut la réalisation complète ainsi que les temps consacrés à la garantie le cas échéant. Il fait l'objet d'une ré estimation mensuelle.

Le chiffre d'affaires comptabilisé à chaque arrêté de comptes est obtenu en appliquant le pourcentage d'avancement au montant des produits du contrat.

### R.2. Activités intégration et solutions

Les prestations fournies dans le cadre des activités Intégration (principalement dans les divisions Systèmes et Réseaux et Multimédia Customer Contact) et Solutions (principalement en Asie et dans une moindre mesure en France) comprennent :

- du matériel et des licences logicielles ;
- des services associés : développement logiciel, installation, paramétrage, adaptation, formation ;
- de la maintenance.

La norme IAS 18 Produits des activités ordinaires, qui privilégie la substance sur l'apparence, et la prise en compte de la recommandation de l'AMF invitent à s'inspirer des solutions pratiques contenues dans les

règles comptables américaines applicables au secteur informatique (SOP 97.2 notamment). Celles-ci reposent notamment sur la dissociation ou non de la reconnaissance du chiffre d'affaires de la vente de matériel de celle des services associés.

a. En règle générale, des contrats distincts de matériel, licence et maintenance d'une part, et de services associés d'autre part, sont conclus avec les clients

Dans ce cas, les différents éléments constitutifs de ces contrats sont comptabilisés de la manière suivante

- la vente de matériel est comptabilisée lors de la livraison, celle-ci devant être considérée comme accomplie lorsque toutes les obligations contractuelles ont été remplies, c'est-à-dire lorsque les prestations restant éventuellement à exécuter ne sont pas significatives et ne sont pas susceptibles de remettre en cause l'acceptation par le client des produits livrés ou des services rendus ;
- la maintenance, généralement facturée d'avance, est comptabilisée prorata temporis ;
- les services sont enregistrés suivant l'une des deux méthodes décrites au paragraphe R.1. page 85 suivant qu'ils sont effectués en mode forfait ou temps passé.

b. Parfois, des contrats composés d'éléments multiples (matériel, maintenance, prestations associées...) peuvent être négociés pour un prix global

Dans ce cas, le montant du chiffre d'affaires attribuable au matériel est obtenu par différence entre le montant total du contrat et la juste valeur des autres éléments qui le composent : maintenance, prestations associées. Cette valorisation des autres éléments est effectuée par référence aux prix facturés aux clients, lorsque l'élément est vendu séparément (grille tarifaire) ou sur la base d'un prix de vente déterminé par la Direction, sur la base de ses meilleures estimations. Le montant du matériel, montant résiduel, est comptabilisé à la livraison.

c. Dans certains cas, fréquents dans l'activité Solutions, les services associés peuvent être considérés comme essentiels au fonctionnement du matériel ou logiciel

Cette situation peut se présenter lorsque les projets d'intégration présentent un degré de complexité significative et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Le projet est alors considéré dans son ensemble et fait l'objet d'un suivi particulier. Il donne lieu à comptabilisation suivant la méthode à l'avancement décrite au paragraphe R.1.b. page 85.

### R.3. Activités de commercialisation de contenus

La comptabilisation des contrats de vente de contenu dépend de l'analyse des faits et circonstances liés à chaque transaction. Pour ce faire, les critères suivants sont analysés pour déterminer si les revenus doivent être comptabilisés pour leur montant brut ou net :

- le Groupe est le principal responsable dans la transaction : par exemple, il a le choix du fournisseur, il est impliqué dans la détermination des spécifications du service ;
- le Groupe supporte un risque d'inventaire ;
- le Groupe a une latitude raisonnable dans la fixation du prix au client final ;
- le Groupe supporte le risque de crédit.

Ainsi, les revenus des numéros à revenus et à coûts partagés (Audiotel, numéros colorés, numéros à tarification spéciale, etc.) sont reconnus pour :

- leur montant brut lorsque le Groupe dispose d'une latitude raisonnable dans la fixation du prix facturé au client final et est le principal responsable de la détermination des principales caractéristiques du contenu (service ou produit) ;
- leur montant net des versements aux prestataires de ces services lorsque ces derniers ont la responsabilité du service et déterminent la tarification de l'abonné.

### S. Subventions liées au résultat

Les subventions reçues de gouvernements (états, organismes publics locaux, nationaux ou internationaux) sont comptabilisées à leur juste valeur dès lors qu'il existe une assurance raisonnable que Network Related Services se conformera aux conditions attachées aux subventions et que les subventions seront reçues.

Les subventions publiques sont comptabilisées en résultat, sur une base systématique sur les périodes au titre desquelles le Groupe comptabilise en charge les coûts liés que les subventions sont censées compenser. Le crédit impôt recherche est enregistré en produit car analysé en substance comme une subvention. (voir note 7 pages 97 et 98).

Network Related Services a également procédé à la valorisation du crédit d'impôt recherche sur 2009 comptabilisé, en accord avec la norme IAS 20 en subventions d'exploitation.

## T. Recours à des estimations et aux jugements

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes périodes ultérieures affectées.

Plus spécifiquement, les informations sur les principales sources d'incertitude relatives aux estimations et les jugements exercés pour appliquer les méthodes comptables, qui ont l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers, sont incluses dans les notes suivantes :

- Note 11 page 101. – évaluation des valeurs recouvrables des unités génératrices de trésorerie incluant des goodwill,
- Note 10 page 99 – utilisation des pertes fiscales,
- Note 17 page 103 – provisions et passifs éventuels,
- Note R page 85 – reconnaissance du chiffre d'affaires

La méthode de reconnaissance du revenu sur les contrats au forfait (voir note R.1.b page 85) repose sur l'estimation de l'avancement des projets. Cet avancement est déterminé par les chefs de projets et revue par les responsables de production. Il repose sur l'estimation technique et de la situation contractuelle connue à la date d'arrêté des comptes.

## U. Détermination de la juste valeur

Un certain nombre de méthodes comptables et d'informations nécessitent de déterminer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées pour des besoins d'évaluation ou d'informations à fournir, selon les méthodes suivantes. Des informations complémentaires sur les hypothèses retenues pour déterminer les justes valeurs sont indiquées, le cas échéant, dans les notes spécifiques à l'actif ou au passif concerné.

- Immobilisations corporelles

La juste valeur des immobilisations corporelles comptabilisées suite à un regroupement d'entreprises repose sur les valeurs de marché. La valeur de marché d'une immobilisation corporelle est le montant estimé auquel cet actif pourrait être échangé à la date de l'évaluation, après des actions de marketing appropriées, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, en dehors de toute contrainte particulière.

- Immobilisations incorporelles

La juste valeur des relations clients acquises lors d'un regroupement d'entreprises est calculée selon la méthode dite des « surprofits ». Cette méthode repose sur l'actualisation des surprofits générés par ces relations clients sur leur durée de vie estimée. Les surprofits sont déterminés à partir de la marge d'exploitation attribuable aux relations clients identifiées, diminuée d'une charge capitalistique sur les actifs nécessaires à leur exploitation.

- Clients et autres débiteurs

La juste valeur des clients et autres débiteurs est estimée sur la base de leur valeur nominale historique car l'effet d'actualisation est considéré comme négligeable.

## 2. Comparabilité des comptes

L'écart d'acquisition de la société Dynetcom, société entrée dans le périmètre du groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2008 a fait l'objet d'une correction d'erreur de 670 k€.

La valorisation de l'écart d'acquisition au 31 décembre 2008, n'a pas tenu compte du résultat généré par Dynetcom pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2008 au 15 juin 2008 (date de transmission universelle de patrimoine de Dynetcom vers Obiane, société absorbante).

La contrepartie de cette correction d'erreur a été comptabilisée dans la rubrique « autres créances d'exploitation », rubrique dans laquelle elle était présentée au 31 décembre 2008.

Il s'agit uniquement d'une correction de présentation qui n'impacte aucunement les capitaux propres d'ouverture et le résultat de l'exercice.

#### Impact sur le compte de bilan à l'ouverture de l'exercice

<i>Bilan (en K€)</i>	notes	Exercice clos le 31/12/2008 publié	Corrections	Exercice clos le 31/12/2008 retraité (*1)	Exercice clos le 31/12/2009
<b>ACTIF</b>					
Goodwill	II. 11	40 275	670	40 945	61 346
Autres immobilisations incorporelles	II. 11	2 012		2 012	6 219
Immobilisations corporelles	II. 11	5 728		5 728	11 011
Titres mis en équivalence	II. 25			-	1 225
Prêts et créances non courants		806		806	1 031
Actifs d'impôts différés	II.10	977		977	2 176
<b>ACTIF NON COURANT</b>		<b>49 799</b>	<b>670</b>	<b>50 469</b>	<b>83 008</b>
Stocks et en-cours	II.12	8 787		8 787	5 516
Clients et autres débiteurs	II.13	110 301		110 301	122 694
Autres créances	II.19	11 892	(670)	11 222	19 458
Trésorerie et équivalent de trésorerie	II.18	4 436		4 436	41 342
Trésorerie et équivalent de trésorerie non disponibles		-		-	-
<b>ACTIF COURANT</b>		<b>135 417</b>	<b>(670)</b>	<b>134 747</b>	<b>189 009</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>185 216</b>	<b>-</b>	<b>185 216</b>	<b>272 017</b>
<b>PASSIF</b>					
Capital	II.15	821		821	821
Réserves liées au capital		20 125		20 125	70 125
Réserves et résultats consolidés		21 694		21 694	29 475
Écarts de conversion		(56)		(56)	68
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère</b>		<b>42 584</b>		<b>42 584</b>	<b>100 487</b>
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		41		41	1 349
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>42 625</b>	<b>-</b>	<b>42 625</b>	<b>101 836</b>
Emprunts et dettes financières - part à + d'un an	II.18	662		662	24 216
Passifs d'impôts différés	II.10	816		816	1 138
Provisions non courantes	II.17	909		909	2 438
Autres passifs non courants		610		610	1 079
<b>PASSIF NON COURANT</b>		<b>2 998</b>	<b>-</b>	<b>2 998</b>	<b>28 871</b>
Provisions courantes	II.17	619		619	513
Emprunts et dettes financières - part à un an au plus	II.18	47 172		47 172	13 285
Fournisseurs et autres créditeurs		33 450		33 450	49 464
Autres dettes	II.19	58 352		58 352	78 048
<b>PASSIF COURANT</b>		<b>139 594</b>	<b>-</b>	<b>139 594</b>	<b>141 310</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>185 216</b>	<b>-</b>	<b>185 216</b>	<b>272 017</b>



## Impacts sur le tableau de flux de trésorerie

Tableau de flux de trésorerie (en K€)	Notes	Exercice clos le 31/12/2008 publié	Corrections	Exercice clos le 31/12/2008 retraité (*1)	Exercice clos le 31/12/2009
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>6 013</b>	-	<b>6 013</b>	<b>8 115</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	II 11, 17	3 252		3 252	6 288
-/+ Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		-		-	-
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		-		-	-
-/+ Autres produits et charges calculés		-		-	-
-/+ Plus et moins-values de cession		(17)		(17)	(342)
-/+ Profits et pertes de dilution		-		-	-
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-		-	54
- Dividendes (titres non consolidés)		-		-	-
= Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		9 249	-	9 249	14 116
+ Coût de l'endettement financier net	II 9	3 802		3 802	1 742
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	II 9	3 680		3 680	4 881
<b>= Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)</b>		<b>16 731</b>	-	<b>16 731</b>	<b>20 738</b>
- Intérêts financiers nets versés (B)		(4 011)	-	(4 011)	(1 445)
- Impôts versés		(2 816)	-	(2 816)	(5 452)
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (C)		(6 076)	670	(5 406)	33 311
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C)</b>		<b>3 827</b>	<b>670</b>	<b>4 497</b>	<b>47 152</b>
+ Intérêts reçus		362		362	57
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	II 11	(2 709)		(2 709)	(5 701)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		31		31	13
+/- Acquisitions de sociétés nettes de trésorerie acquise	II 2	(33 209)	(670)	(33 879)	(45 455)
+ Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)		-		-	-
+/- Variation des prêts et avances consentis		(160)		(160)	15
+ Subventions d'investissement reçues		-		-	-
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement		-		-	-
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)</b>		<b>(35 685)</b>	<b>(670)</b>	<b>(36 355)</b>	<b>(51 070)</b>
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		36		36	-
+ Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée		-		-	50 000
+ Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		1 375		1 375	-
-/+ Rachats et ventes d'actions propres		-		-	-
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		-		-	-
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts		35 000		35 000	30 000
- Comptes courants France Télécom		-		-	(43 024)
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)		(5 000)		(5 000)	(30 659)
+/- Autres flux liés aux opérations de financement		934		934	(1 503)
<b>= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)</b>	II 18	<b>32 344</b>	-	<b>32 344</b>	<b>4 814</b>
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)		275	-	275	(103)
<b>= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ( D + E + F + G )</b>		<b>762</b>	-	<b>762</b>	<b>794</b>
Trésorerie nette ouverture		3 112	-	3 112	3 874
Trésorerie nette clôture	II 18	3 874	-	3 874	4 669
Variation		762	-	762	795
Dont :					
Trésorerie et équivalent de trésorerie des activités non poursuivies (net) ouverture		-	-	-	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie des activités non poursuivies (net) clôture		-	-	-	-
Variation de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités non poursuivies (net)		-	-	-	-
Soit :					
Trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies (net) ouverture		3 112	-	3 112	3 874
Trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies (net) clôture		3 874	-	3 874	4 669
Variation de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies (net)		762	-	762	795

### 3. Faits marquants de l'exercice

Changement de la raison sociale : par décision de son assemblée générale du 29 juin 2009 Groupe Silicomp a adopté la raison sociale « Network Related Services ».

Newpoint devient Multimedia Business Services : le 26 mai 2009, Obiane cède à Network Related Services tous les titres qu'elle détient dans le capital de Newpoint. Le capital de cette dernière est désormais détenu directement par la holding. Dans le même temps, Newpoint change de raison sociale et devient Multimedia business services.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2009, entrée dans le périmètre de consolidation de la société Data et Mobiles International, société spécialisée dans le développement et l'exploitation de solutions de gestion de flottes de véhicules et de télémétrie.

Network Related Services a procédé à une augmentation de son périmètre avec l'acquisition auprès de France Telecom d'un certain nombre de sociétés. Cette transaction s'inscrit dans le cadre du regroupement des filiales de services visant à créer un ensemble cohérent d'offre de services cadrant avec la stratégie « real time business » poursuivie par Orange Business Services.

- Le 27 mai 2009, Orange Consulting a acquis auprès de FRANCE TELECOM S.A la totalité des titres de la société Expertel Consulting, puis a décidé de procéder à la dissolution sans liquidation de cette dernière, avec transmission universelle du patrimoine au sein d'Orange Consulting à effet au 3 juillet 2009.
- Par ailleurs, Multimedia Business Services a acquis auprès de FRANCE TELECOM S.A la totalité des titres des sociétés CVF et SETIB le 27 mai 2009, puis a décidé de procéder à leur dissolution sans liquidation avec transmission universelle du patrimoine à effet au 3 juillet 2009. Ces transmissions universelles de patrimoines ont entraîné les prises de participation dans les sociétés Telefact (69,5%) et CNTP Extelia (34%), que détenait auparavant SETIB, ainsi que Teamresa (6,5%) auparavant détenue par CVF.

Afin d'assurer un financement stable à Network Related Services, l'opération a été financée sans recours au marché au moyen de l'émission de Titre Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) pour un montant de 50 millions d'euros entièrement souscrits par France Télécom.

Ces titres viennent renforcer les fonds propres de la société sans entraîner de dilution pour les actionnaires.

Le paiement des intérêts devient obligatoire uniquement si le versement d'un dividende est décidé par les actionnaires de Network Related Services, ou en cas de rachat, remboursement total ou partiel ou acquisition de toute action de Network Related Services ou de tout titre donnant accès au capital de NRS, de procédure collective ou de liquidation qui interviendrait en cas de dissolution de NRS.

Par convention les dates d'entrée dans le périmètre retenu, sont toutes au 1<sup>er</sup> juin 2009, à l'exception de DMI dont la date d'entrée est le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

L'impact global des acquisitions des sociétés Expertel Consulting, CVF, SETIB, Data Mobile International est le suivant :

<i>En K€</i>	Valeurs comptables pré- acquisition (IFRS)	Ajustement de Juste Valeur	Valeurs comptabilisées à la date d'acquisition
Immobilisations corporelles	5 004	-	5 004
Immobilisations incorporelles	6 305	(2 080)	4 225
<i>Dont fonds de commerce</i>		(5 594)	
<i>Dont relation client</i>		3 514	
Immobilisations financières	1 713	(352)	1 361
Stocks	763	-	763
Créances clients et autres débiteurs	45 908	-	45 908
Impôts différé actif	-	640	640
Trésorerie et équivalents de trésorerie	899	-	899
Compte courant France Télécom	1 258	-	1 258
Provisions	(1 294)	-	(1 294)
Passifs d'impôt différé	-	(1 171)	(1 171)
Dettes fournisseurs / autres créditeurs	(30 996)	-	(30 996)
Actifs et passifs nets identifiables	29 560	(2 963)	26 598
<b>Actifs et passifs nets acquis</b>	<b>28 394</b>	<b>(2 963)</b>	<b>25 431</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>			<b>20 923</b>
Contrepartie réglée en numéraire			46 353
Trésorerie acquise			(899)
<b>Sortie nette de trésorerie</b>			<b>45 455</b>

L'impact d'acquisition d'**Expertel Consulting** sur les actifs et passifs du Groupe, à la date de l'acquisition, se détaille comme suit :

<i>En K€</i>	% acquis	Valeurs comptables pré- acquisition (IFRS)	Ajustement de Juste Valeur	Valeurs comptabilisées à la date d'acquisition
Immobilisations corporelles		9		9
Immobilisations incorporelles		7	521	528
<i>Dont fonds de commerce</i>		-	-	-
<i>Dont relation client</i>		-	521	-
Immobilisations financières		1		1
Stocks		-		-
Créances clients et autres débiteurs		5 853		5 853
Impôts différé actif		-	186	186
Trésorerie et équivalents de trésorerie		73		73
Compte courant France Télécom		624		624
Provisions		(470)		(470)
Passifs d'impôt différé		-	(174)	(174)
Dettes fournisseurs / autres créditeurs		(4 625)		(4 625)
Actifs et passifs nets identifiables		1 472	533	2 005
<b>Actifs et passifs nets acquis</b>	100,00%	<b>1 472</b>	<b>533</b>	<b>2 005</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>				<b>5 290</b>
Contrepartie réglée en numéraire				7 295
Trésorerie acquise				(73)
<b>Sortie nette de trésorerie</b>				<b>7 222</b>

L'impact de l'acquisition de **CVF** sur les actifs et passifs du Groupe, à la date de l'acquisition, se détaille comme suit :

<i>En K€</i>	% acquis	Valeurs comptables pré- acquisition (IFRS)	Ajustement de Juste Valeur	Valeurs comptabilisées à la date d'acquisition
Immobilisations corporelles		4 185		4 185
Immobilisations incorporelles		3 109	166	3 275
<i>Dont fonds de commerce</i>			(2 485)	
<i>Dont relation client</i>			2 651	
Immobilisations financières		148		148
Stocks		-		-
Créances clients et autres débiteurs		28 725		28 725
Impôts différé actif		-	454	454
Trésorerie et équivalents de trésorerie		168		168
Compte courant France Télécom		(3 366)		(3 366)
Provisions		(775)		(775)
Passifs d'impôt différé		-	(883)	(883)
Dettes fournisseurs / autres créditeurs		(16 047)		(16 047)
Actifs et passifs nets identifiables		16 147	(263)	15 884
<b>Actifs et passifs nets acquis</b>	100,00%	<b>16 147</b>	<b>(263)</b>	<b>15 884</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>				<b>8 495</b>
Contrepartie réglée en numéraire				24 379
Trésorerie acquise				(168)
<b>Sortie nette de trésorerie</b>				<b>24 211</b>

L'impact de l'acquisition de **SETIB** sur les actifs et passifs du Groupe, à la date de l'acquisition, se détaille comme suit :

<i>En K€</i>	% acquis	Valeurs comptables pré- acquisition (IFRS)	Ajustement de Juste Valeur	Valeurs comptabilisées à la date d'acquisition
Immobilisations corporelles		792		792
Immobilisations incorporelles		71	342	413
<u>Dont fonds de commerce</u>				
<u>Dont relation client</u>			342	
Immobilisations financières		1 554	(352)	1 202
Stocks		-		-
Créances clients et autres débiteurs		9 877		9 877
Impôts différé actif		-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie		578		578
Compte courant France Télécom		474		474
Provisions		(30)		(30)
Passifs d'impôt différé			(114)	(114)
Dettes fournisseurs / autres créditeurs		(9 076)		(9 076)
Actifs et passifs nets identifiables		4 240	(124)	4 116
<b>Actifs et passifs nets acquis</b>	100,00%	<b>4 240</b>	<b>(124)</b>	<b>4 116</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>				<b>4 466</b>
Contrepartie réglée en numéraire				8 582
Trésorerie acquise				(578)
<b>Sortie nette de trésorerie</b>				<b>8 004</b>

L'impact de l'acquisition de **Data Mobile International & Data Mobile Ibéria** sur les actifs et passifs du Groupe, à la date de l'acquisition, se détaille comme suit :

<i>En K€</i>	% acquis	Valeurs comptables pré- acquisition (IFRS)	Ajustement de Juste Valeur	Valeurs comptabilisées à la date d'acquisition
Immobilisations corporelles		18		18
Immobilisations incorporelles		3 109	(3 109)	(0)
<u>Dont fonds de commerce</u>			(3 109)	
<u>Dont relation client</u>		-	-	
Immobilisations financières				-
Stocks		763		763
Créances clients et autres débiteurs				-
Impôts différé actif				-
Trésorerie et équivalents de trésorerie		(14)		(14)
Compte courant France Télécom		-		-
Provisions				-
Passifs d'impôt différé				-
Dettes fournisseurs / autres créditeurs		(2)		(2)
Actifs et passifs nets identifiables		3 874	(3 109)	766
<b>Actifs et passifs nets acquis</b>	100,00%	<b>3 874</b>	<b>(3 109)</b>	<b>766</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>				<b>3 378</b>
Contrepartie réglée en numéraire				4 144
Trésorerie acquise				14
<b>Sortie nette de trésorerie</b>				<b>4 157</b>

Les valeurs comptables pré-acquisition ont été déterminées sur la base des IFRS applicables avant la date d'acquisition. Les montants des actifs, passifs et passifs éventuels comptabilisés à la date d'acquisition correspondent à l'estimation de leur juste valeur (voir note U page 87– Détermination de la juste valeur). Le goodwill comptabilisé à la date d'acquisition porte essentiellement sur le savoir faire et la compétence technique des employés de l'entreprise acquise et sur les synergies attendues de l'intégration de la filiale au sein du Groupe (voir note F.1. page 80 - Goodwill).

L'impact depuis la date d'acquisition jusqu'à la date de clôture sur le chiffres d'affaires et le résultat net n'est pas estimable en raison des transmissions universelles de patrimoine ayant eu lieu en cours d'exercice.

**Information requise par IFRS 3 : Compte de résultat 2009 intégrant les entités juridiques entrées dans le périmètre au 1<sup>er</sup> juin 2009 comme si elles étaient entrées dans le périmètre au 1<sup>er</sup> janvier 2009.**

La colonne « *Impact janvier à mai 2009 des sociétés entrées dans le périmètre au 1er juin 2009* » tient compte des hypothèses suivantes :

- Comptes de résultat des sociétés CVF, SETIB, Téléfact et Expertel consulting de la période 1er janvier 2009 au 31 mai 2009
- Amortissement des relations clients de CVF, SETIB, Expertel consulting du 1er janvier 2009 au 31 mai 2009.
- le résultat de CNTP Extélia est pris en compte pour 5 mois
- les opérations inter-compagnies aux bornes du groupe Network Related Services sont neutralisées
- la charge d'impôt afférente aux hypothèses ci-dessus.

La colonne total 2009 retraité représente donc le compte de résultat 2009 comme si les sociétés étaient entrées dans le périmètre au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

<i>Compte de résultat retraité (en K€)</i>	<b>Exercice clos le 31/12/2009</b>		
	<b>Compte de résultat 31/12/2009</b>	<b>Impact janv à mai 2009 des sociétés entrées dans le périmètre au 1er juin 2009</b>	<b>Total retraité 2009</b>
Ventes de marchandises	77 276	-	77 276
Production vendue	229 555	31 812	261 367
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>306 831</b>	<b>31 812</b>	<b>338 643</b>
Autres produits de l'activité	2 147	-	2 147
Achats consommés	(65 482)	(277)	(65 759)
Charges de personnel	(132 807)	(11 192)	(143 999)
Charges externes	(82 291)	(16 547)	(98 838)
Impôts et taxes	(6 792)	(797)	(7 589)
Dotation aux amortissements	(5 290)	(1 271)	(6 561)
Dotation aux provisions	(789)	(327)	(1 116)
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	(276)	-	(276)
Autres produits et charges d'exploitation	345	275	620
	-	-	-
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>15 596</b>	<b>1 676</b>	<b>17 272</b>
Autres produits et charges opérationnels	(1 068)	(215)	(1 283)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>14 528</b>	<b>1 461</b>	<b>15 989</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	91	-	91
Coût de l'endettement financier brut	(1 832)	35	(1 797)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(1 742)</b>	<b>35</b>	<b>(1 707)</b>
<b>Autres produits et charges financiers</b>	<b>155</b>	<b>-</b>	<b>155</b>
<b>Charge d'impôt</b>	<b>(4 881)</b>	<b>(541)</b>	<b>(5 422)</b>
<b>Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence</b>	<b>54</b>	<b>39</b>	<b>93</b>
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>8 115</b>	<b>994</b>	<b>9 108</b>
. Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	7 973	938	8 911
. Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	142	55	197

## 4. Information sectorielle

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le groupe applique IFRS 8, nouvelle norme de présentation de l'information sectorielle en remplacement d'IAS 14. L'information sectorielle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par la direction du groupe pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance de chaque secteur opérationnel.

Les secteurs opérationnels du groupe sont les suivants :

- Information Technology (Technologies de l'Information)
- L@bs (ex Conseil et L@bs)
- Network integration services (Intégration et Réseaux)
- Multimedia Customer Contact

Pour l'exercice 2009, le groupe rajoute le secteur opérationnel Consulting Services.

La performance de chaque secteur est notamment évaluée sur la base du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant dégagée par ces derniers. Ce résultat sectoriel est établi selon les mêmes règles comptables que les états financiers consolidés.

Les données par secteur comprennent les éléments directement affectés aux secteurs opérationnels, ainsi que les éléments communs qu'il est raisonnable d'affecter selon des clés de répartition. Les éléments non affectés concernent la holding et les fonctions *corporate*.

### A. Résultat par secteur opérationnel

Exercice clos le 31/12/2008 (en k€)	Holding	Information Technology	L@bs	Network Integration Services	Multimédia Customer Contact	Consulting Services	CONSOLIDE
Ventes de marchandises	-	129	2 438	71 271	5 211	-	79 049
Production vendue	26	97 409	17 229	48 606	8 971	-	172 241
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>26</b>	<b>97 538</b>	<b>19 667</b>	<b>119 877</b>	<b>14 182</b>	<b>-</b>	<b>251 290</b>
Autres produits de l'activité	34	619	200	45	-	-	898
Achats consommés	(3)	(2 080)	(1 008)	(63 109)	(3 230)	-	(69 430)
Charges de personnel	(3 326)	(63 954)	(6 131)	(32 674)	(4 226)	-	(110 311)
Charges externes	(5 588)	(17 851)	(7 873)	(19 009)	(2 483)	-	
Impôts et taxes	(394)	(2 336)	(253)	(1 565)	(240)	-	
Dotation aux amortissements	(607)	(846)	(346)	(646)	(270)	-	(2 715)
Dotation aux provisions	39	91	(143)	404	(125)	-	
Variation des stocks de produits en cours et de pro	-	-	24	374	108	-	506
Autres produits et charges d'exploitation	272	(226)	(49)	6	(19)	-	(16)
Eliminations internes	8 944	(4 268)	(1 564)	(1 262)	(1 850)	-	0
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(603)</b>	<b>6 687</b>	<b>2 524</b>	<b>2 441</b>	<b>1 847</b>	<b>-</b>	<b>12 897</b>

Exercice clos le 31/12/2009 (en k€)	Holding	Information Technology	L@bs	Network Integration Services	Multimédia Customer Contact	Consulting Services	CONSOLIDE
Ventes de marchandises	-	767	1 406	68 263	6 840	-	77 276
Production vendue	-	97 680	18 730	54 768	47 420	10 957	229 555
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>-</b>	<b>98 447</b>	<b>20 136</b>	<b>123 031</b>	<b>54 260</b>	<b>10 957</b>	<b>306 831</b>
Autres produits de l'activité	108	1 958	79	2	-	-	2 147
Achats consommés	-	(1 924)	(595)	(55 436)	(7 527)	-	(65 482)
Charges de personnel	(3 215)	(67 612)	(6 736)	(33 228)	(14 454)	(7 562)	(132 807)
Charges externes	(5 680)	(19 692)	(7 470)	(24 866)	(22 387)	(2 196)	(82 291)
Impôts et taxes	(421)	(2 627)	(331)	(1 733)	(1 213)	(467)	(6 792)
Dotation aux amortissements	(634)	(964)	(477)	(683)	(2 464)	(68)	(5 290)
Dotation aux provisions	(8)	(192)	(163)	(637)	200	11	(789)
Variation des stocks de produits en cours et de pro	-	136	23	(374)	(61)	-	(276)
Autres produits et charges d'exploitation	(42)	15	(66)	(74)	529	(17)	345
Eliminations internes	10 330	(5 129)	(1 464)	(1 726)	(1 842)	(169)	0
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>438</b>	<b>2 416</b>	<b>2 935</b>	<b>4 276</b>	<b>5 041</b>	<b>489</b>	<b>15 596</b>

## B. Résultat par zone géographique

<i>Exercice clos le 31/12/2008 (en k€)</i>	France	Europe	Asie	Amérique du Nord	CONSOLIDE
Ventes de marchandises	73 798	5 122	-	129	79 049
Production vendue	154 377	9 895	5 739	2 230	172 241
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>228 175</b>	<b>15 017</b>	<b>5 739</b>	<b>2 359</b>	<b>251 290</b>
Autres produits de l'activité	898	-	-	-	898
Achats consommés	(64 432)	(4 313)	(682)	(3)	(69 430)
Charges de personnel	(99 954)	(5 087)	(3 469)	(1 801)	(110 311)
Charges externes	(44 722)	(5 984)	(1 601)	(498)	(52 805)
Impôts et taxes	(4 711)	(61)	-	(16)	(4 788)
Dotation aux amortissements	(2 420)	(185)	(70)	(40)	(2 715)
Dotation aux provisions	298	107	(138)	-	267
Variation des stocks de produits en cours et de p	506	-	-	-	506
Autres produits et charges d'exploitation	44	7	(53)	(13)	(15)
Eliminations internes	(2 240)	1 514	630	96	-
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>11 442</b>	<b>1 015</b>	<b>356</b>	<b>84</b>	<b>12 897</b>

<i>Exercice clos le 31/12/2009 (en k€)</i>	France	Europe	Asie	Amérique du Nord	CONSOLIDE
Ventes de marchandises	72 225	(6)	4 732	326	77 276
Production vendue	208 730	6 791	10 509	3 525	229 555
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>280 955</b>	<b>6 785</b>	<b>15 241</b>	<b>3 851</b>	<b>306 831</b>
Autres produits de l'activité	1 951	-	-	196	2 147
Achats consommés	(61 367)	(1)	(4 040)	(74)	(65 482)
Charges de personnel	(121 624)	(3 107)	(5 901)	(2 174)	(132 807)
Charges externes	(71 982)	(3 442)	(6 063)	(804)	(82 291)
Impôts et taxes	(6 734)	(26)	(28)	(3)	(6 792)
Dotation aux amortissements	(4 930)	(85)	(222)	(54)	(5 290)
Dotation aux provisions	(635)	(125)	(29)	-	(789)
Variation des stocks de produits en cours et de p	(276)	-	-	-	(276)
Autres produits et charges d'exploitation	271	156	(46)	(35)	345
Eliminations internes	(2 385)	661	1 966	(241)	0
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>13 243</b>	<b>815</b>	<b>878</b>	<b>660</b>	<b>15 596</b>

## C. Effectif moyen

<i>Effectif moyen par secteur opérationnel</i>	2008	2009
Holding et non affecté	40	46
Information Technology	1 146	1 206
L@bs	112	115
Network Integration Services	457	444
Multimédia customer contact	47	178
Consulting Services	-	162
<b>Consolidé</b>	<b>1 802</b>	<b>2 151</b>

<i>Effectif moyen par zone géographique</i>	2008	2009
France	1 560	1 898
Europe	74	75
Amerique	39	43
Asie	129	135
<b>Consolidé</b>	<b>1 802</b>	<b>2 151</b>

## D. Actifs et passifs sectoriels

<i>Exercice clos le 31/12/2008 (en K€) retraité (*1)</i>	Holding et non affecté	Technologies de l'Information	L@bs	Intégration & Réseaux	Multimédia Customer Contact	Consulting Services	CONSOLIDE
<b>ACTIF</b>							
ACTIF NON COURANT	2 779	6 098	3 567	28 799	9 225	-	50 469
ACTIF COURANT	3 113	47 688	11 491	61 533	10 922	-	134 747
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>5 892</b>	<b>53 787</b>	<b>15 058</b>	<b>90 332</b>	<b>20 147</b>	<b>-</b>	<b>185 216</b>
<b>PASSIF</b>							
CAPITAUX PROPRES	-	-	-	-	-	-	-
PASSIF NON COURANT	621	915	329	798	335	-	2 998
PASSIF COURANT	27 373	41 300	8 876	57 164	4 882	-	139 594
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>27 994</b>	<b>42 215</b>	<b>9 205</b>	<b>57 962</b>	<b>5 217</b>	<b>-</b>	<b>142 592</b>

(1\*) voir note II. 2

<i>Exercice clos le 31/12/2009 (K€)</i>	Holding	Information Technology	L@bs	Network Integration Services	Multimédia Customer Contact	Consulting Services	CONSOLIDE
<b>ACTIF</b>							
ACTIF NON COURANT	2 567	11 416	3 426	28 975	30 785	5 841	83 009
ACTIF COURANT	1 326	42 557	8 648	72 469	52 013	11 995	189 008
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>3 893</b>	<b>53 973</b>	<b>12 074</b>	<b>101 444</b>	<b>82 798</b>	<b>17 836</b>	<b>272 017</b>
<b>PASSIF</b>							
CAPITAUX PROPRES	85 624	3 186	765	9 190	4 318	283	101 836
PASSIF NON COURANT	24 778	1 095	297	820	1 406	474	28 871
PASSIF COURANT	9 165	32 908	7 532	52 998	28 982	9 276	141 311
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>119 568</b>	<b>37 189</b>	<b>7 064</b>	<b>63 008</b>	<b>34 706</b>	<b>10 483</b>	<b>272 017</b>

## E. Actifs par zone géographique

<i>Exercice clos le 31/12/2008 (en K€) retraité (*1)</i>	France	Europe	Asie	Amérique	Consolidé
ACTIF NON COURANT	43 679	4 294	2 376	120	50 469
ACTIF COURANT	120 787	8 393	4 792	775	134 747
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>164 466</b>	<b>12 687</b>	<b>7 168</b>	<b>895</b>	<b>185 216</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>132 526</b>	<b>4 918</b>	<b>4 792</b>	<b>356</b>	<b>142 592</b>

(1\*) voir note II. 2

<i>Exercice clos le 31/12/2009 (K€)</i>	France	Europe	Asie	Amérique du Nord	CONSOLIDE
ACTIF NON COURANT	76 246	4 160	2 427	175	83 008
ACTIF COURANT	175 653	7 972	3 617	1 768	189 009
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>251 898</b>	<b>12 132</b>	<b>6 044</b>	<b>1 942</b>	<b>272 017</b>
<b>PASSIF</b>					
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>257 157</b>	<b>8 977</b>	<b>4 150</b>	<b>1 734</b>	<b>272 017</b>

## F. Investissements

Les investissements annuels (hors goodwill) sont principalement concentrés sur la France. Leur répartition par activité est proportionnelle aux actifs non courant par activité.



## 5. Périmètre de consolidation

Les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2009 sont les suivantes :

Pôles	Nom	Adresse sièges sociaux	Pays	N° SIREN	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de contrôle	Méthode de consolidation
Holding et non affecté	Network Related Services	195 rue Lavoisier – 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	345039416			société mère
	SCI Groupe Silicomp	195 rue Lavoisier – 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	379378094	100,00%	100,00%	Int. Globale
Information technology	Silicomp-AQL	195 rue Lavoisier - 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	328006432	99,60%	100,00%	Int. Globale
	SSV (en sommeil)	195 rue Lavoisier - 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	449295799	100,00%	100,00%	Int. Globale
	Data Mobiles International	195 rue Lavoisier – 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	501614879	100,00%	100,00%	Int. Globale
	Data Mobiles Ibérica	Calle Rossello N°4, Nave, Poligono Industrial, Santallops, Lloca de Vall. 08185 Barcelone	Espagne	B-64753890	100,00%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Asia	31, International Business Park - Singapore 609921	SINGAPOUR		100,00%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Malaysia	47301 Petaling Jaya / Selangor Darul Ehsan	MALAYSIE		100,00%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Taiwan	3F-1, 316, Wen Chang Street - Taipei 110 - TAIWAN	CHINE		100,00%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp China	11/F Nanyang Plaza - 57 Hung To Road - Kwun Tong KL - HK	CHINE		100,00%	100,00%	Int. Globale
Lébs	Silicomp India	Jaya Nagar 2nd Block, Plot 406, Bangalore - 560 011 India	INDE		100,00%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Canada	75, rue Queen, Bureau 2800 - Montréal H3C 2N6 - Québec	CANADA		100,00%	100,00%	Int. Globale
Network Integration Services	Silicomp Management	24, rue Emile Baudot - 91120 Palaiseau	FRANCE	419311329	99,98%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Belgium	Bisschoppenhoflaan 380 - 2100 Deurne	BELGIQUE		100,00%	100,00%	Int. Globale
	FEIMA Ltd	Suite 807-2, Lane 150 section 5 Shing-Yi Chiu - Taipei - TAIWAN	CHINE		100,00%	100,00%	Int. Globale
Multimédia Customer Contact	Obiane	195 rue Lavoisier - 38330 Montbonnot St-Martin	FRANCE	408193613	99,99%	100,00%	Int. Globale
	Silicomp Benelux	Bisschoppenhoflaan 380 - 2100 Deurne	BELGIQUE		100,00%	100,00%	Int. Globale
	Telecom Systems	En Budron E7 CH 1052 P Le Mont s/Lausanne	SUISSE		100,00%	100,00%	Int. Globale
Consulting Services	Multimédia Business Services	106-108 rue du temple - 75003 PARIS	FRANCE	442954962	100,00%	100,00%	Int. Globale
	Téléfact	24, rue des Jeûneurs - 75002 PARIS	FRANCE	382149987	69,53%	100,00%	Int. Globale
Consulting Services	CNTP Extéllia	10, avenue Charles de Gaulle	FRANCE	340967546	33,99%	33,99%	Mise Equivalence
	Orange Consulting	114, rue Marcadet - 75018 PARIS	FRANCE	501615041	100,00%	100,00%	Int. Globale

## 6. Activités abandonnées et actifs destinés à la vente

La société Silicomp Software Validation, sans activité depuis l'exercice 2007, a été dissoute fin 2009 avec effet à janvier 2010.

## 7. Détail des autres produits et charges

Détail des autres produits et charges (en K€)	2008	2009
Subventions d'exploitation	693	1 144
Production immobilisée	205	1 002
<b>Total autres produits de l'activité</b>	<b>898</b>	<b>2 147</b>
Jetons de présence versés et reçus	-	-
Redevances	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	(272)	(393)
Autres produits et charges d'exploitation	256	738
<b>Total autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>(16)</b>	<b>345</b>
<b>Autres produits et charges opérationnels</b>	<b>(762)</b>	<b>(1 068)</b>

**Subventions d'exploitation** : Elles concernent les subventions engagées au titre de

- 1- Silicomp Canada : subvention pour le développement des affaires électroniques du Québec = 300 KCAD soit 196 K€
- 2- Silicomp AQL :
  - Projet SITLM : financement du conseil général de l'Isère : 162 K€
  - Projet SOCLIB : financement de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) : 37 K€
  - Projet Sérénitec : financement du conseil régional de Bretagne 39 K€
 (Atelier, pour le langage Java d'aide à l'analyse et à la mise en œuvre de la sécurité des applications web).

Mais également en accord avec IAS 20, le crédit d'impôt recherche de l'exercice.

Au 31 décembre 2009, le crédit d'impôt recherche comptabilisé en subventions d'exploitation concerne :

- 1- Silicomp-AQL pour 618 K€.
- 2- Silicomp Management pour 34 K€
- 3- Data Mobiles International pour 32 K€

#### Production Immobilisée :

Elle concerne principalement à hauteur de 861 K€ l'activation en immobilisations incorporelles des dépenses de développement et à hauteur de 110 K€ de frais liés au développement de l'ERP du groupe Network Related Services.

#### Autres produits et charges opérationnelles

Ils sont composés notamment des éléments principaux suivants :

- 1- Dotation pour dépréciation du goodwill de Data Mobile International et Data Mobile Ibéria : **(517 K€)**
- 2- Dotation pour provisions risques et charges non courants : **(309K€)** soit : plan séniors (78 K€), risque fiscal sur la holding Network Related Services (131K€), provision relative aux coûts de départ programmés d'anciens dirigeants chez Obiane (100 K€). (voir note 17 page 103)

### 8. Détail des charges de personnel

<i>Détail des charges de personnel (en K€)</i>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Salaires et traitements	(75 089)	(90 382)
Sécurité sociale et prévoyance	(30 440)	(35 415)
Avantages en nature réintégrés	173	573
Intéressement & participation des salariés	(1 104)	(3 176)
Paievements en actions	0	0
Autres	(3 852)	(4 407)
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>( 110 312 )</b>	<b>( 132 807 )</b>

- (1) Les cotisations de sécurité sociale et prévoyance portent exclusivement sur des régimes à cotisation définie.
- (2) Les paiements en actions sont présentés au paragraphe page 107 point B
- (3) Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes d'administration à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées, comptabilisé en charge, s'est élevé à 238 203 € (pour le détail des rémunérations, cf. page 54 du présent document)

L'augmentation des charges de personnel provient essentiellement des salariés entrés dans le groupe lors des opérations d'acquisition décrites en page 89.

### 9. Coût de l'endettement financier net – autres produits et charges financiers

<i>Coût de l'endettement financier net (en K€)</i>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Produits financiers	362	91
Charges d'intérêts	(4 164)	(1 832)
<b>Total</b>	<b>(3 802)</b>	<b>(1 742)</b>

La baisse de la charge d'intérêt par rapport à 2008, s'explique par la baisse de l'endettement financier net sur la période.

## 10. Impôts

### A. Charge d'impôts

#### A.1. Impôt au compte de résultat

<i>Charge d'impôt (en K€)</i>	<b>2 008</b>	<b>2009</b>
Impôt exigible	(4 161)	(6 289)
Impôts différés	480	1 408
<b>Total (charge) / produit d'impôt</b>	<b>(3 681)</b>	<b>(4 881)</b>

Les sociétés Françaises sont intégrées fiscalement au groupe France Télécom depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Leur charge d'impôt pour l'exercice 2009 est de 5 648 K€ et de 3 495 K€ pour l'exercice 2008.

#### A.2. Preuve d'impôt

<i>Réconciliation du taux d'impôt effectif (en K€)</i>	<b>2 008</b>	<b>2 009</b>	<b>%</b>
Résultat avant impôt	9 693	12 996	
<b>Impôt au taux légal</b>	<b>(3 231)</b>	<b>(4 331)</b>	<b>-33,33%</b>
Impact des différences de taux	33	77	
Impact de la non activation de déficits nés dans l'exercice	(251)	(699)	
Impact de l'utilisation de déficits antérieurs non activés	12	104	
Impact de l'activation sur l'ex. de déficits nés antérieurement	-	-	
Impact des charges définitivement non déductibles	(153)	(419)	
Retraitements non fiscalisés	128	334	
Autres	(218)	54	
<b>Impôt effectif</b>	<b>(3 680)</b>	<b>(4 881)</b>	

Le montant des déficits fiscaux nés dans l'exercice et non activés du fait que leur récupération n'est pas jugée probable s'établit au 31 décembre 2009 à environ 700 K€ et concerne la holding Network Related Services (237 K€), Silicomp Asia (21K€), Data Mobles International (402 K€) et Data Mobiles Ibéria (40 K€).

### B. Impôts différés actifs et passifs

<i>Impôts différés par catégorie (en K€)</i>	<b>2 008</b>	<b>Variation de périmètre</b>	<b>Var. de la période</b>	<b>2 009</b>
Différences temporaires	907	640	629	2 176
Reports fiscaux déficitaires	70	-	(70)	-
<b>Total impôts différés actif</b>	<b>977</b>	<b>640</b>	<b>559</b>	<b>2 176</b>
Différences temporaires	(816)	(1 171)	849	(1 138)
<b>Total impôts différés passif</b>	<b>(816)</b>	<b>(1 171)</b>	<b>849</b>	<b>(1 138)</b>

### C. Créances et dettes fiscales courantes

Les créances sur l'état (9 942 K€) sont principalement composées de la TVA et du crédit d'impôt recherche à recevoir (372 K€).

## 11. Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes (en K€)	31-déc-07	Variation de périmètre retraitée	Augmentations	Cessions-diminutions	Ecart de conversion et autres	31/12/2008 retraité (*1)	Variation de périmètre	Augmentations	Cessions-diminutions	Ecart de conversion et autres	31-déc-09
Goodwill	20 838	28 857	51	-	167	(*) 49 913	20 923	-	-	-	70 836
Clientèle	-	1 886	(378)	-	-	1 886	3 519	-	-	-	5 405
R&D	1 593	6	99	(242)	-	1 456	-	861	-	-	2 317
Autres immobilisations incorporelles	2 864	856	295	-	(11)	4 004	8 078	732	(2)	33	12 845
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>25 295</b>	<b>31 605</b>	<b>445</b>	<b>(242)</b>	<b>156</b>	<b>57 259</b>	<b>32 520</b>	<b>1 593</b>	<b>(2)</b>	<b>33</b>	<b>91 403</b>
Terrains	685	-	5	-	-	690	-	-	-	-	690
Constructions	3 461	-	261	-	-	3 722	-	27	-	-	3 749
Autres immobilisations corporelles	10 627	1 843	2 017	(290)	33	14 230	19 898	4 067	(1 065)	-	37 130
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>14 773</b>	<b>1 843</b>	<b>2 284</b>	<b>(290)</b>	<b>33</b>	<b>18 642</b>	<b>19 898</b>	<b>4 094</b>	<b>(1 065)</b>	<b>-</b>	<b>41 569</b>

Amortissements / impairment	31-déc-07	Variation de périmètre retraitée	Dotations	Cessions-diminutions	Ecart de conversion et autres	31/12/2008 retraité	Variation de périmètre	Dotations	Cessions-diminutions	Ecart de conversion et autres	31-déc-09
Goodwill	(8 968)	-	-	-	-	(8 968)	-	(516)	-	(6)	(9 490)
Clientèle	-	-	(378)	-	-	(378)	-	(724)	-	-	(1 102)
R&D	(1 407)	(6)	(47)	242	-	(1 218)	-	(185)	-	-	(1 402)
Autres immobilisations incorporelles	(2 513)	(793)	(438)	-	6	(3 738)	(7 372)	(728)	2	(7)	(11 843)
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>(12 888)</b>	<b>(798)</b>	<b>(863)</b>	<b>242</b>	<b>6</b>	<b>(14 302)</b>	<b>(7 372)</b>	<b>(2 153)</b>	<b>2</b>	<b>(13)</b>	<b>(23 838)</b>
Terrains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Constructions	(2 318)	-	(116)	-	-	(2 434)	-	(188)	-	-	(2 622)
Autres immobilisations corporelles	(7 538)	(1 374)	(1 735)	215	(47)	(10 479)	(14 894)	(3 534)	1 012	(41)	(27 936)
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>(9 856)</b>	<b>(1 374)</b>	<b>(1 851)</b>	<b>215</b>	<b>(47)</b>	<b>(12 914)</b>	<b>(14 894)</b>	<b>(3 721)</b>	<b>1 012</b>	<b>(41)</b>	<b>(30 558)</b>

Valeurs nettes (en K€)	31-déc-07	Variation de périmètre retraitée	Augmentations	Cessions-diminutions	Ecart de conversion et autres	31/12/2008 retraité	Variation de périmètre	Augmentations	Cessions-diminutions	Ecart de conversion et autres	31-déc-09
Goodwill	11 870	28 857	51	-	167	40 945	20 923	(516)	-	(6)	61 346
Clientèle	-	1 886	(378)	-	-	1 508	3 519	(724)	-	-	4 303
R&D	186	-	52	-	-	238	-	676	-	-	915
Autres immobilisations incorporelles	351	64	(143)	-	(5)	266	706	4	-	26	1 002
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>12 407</b>	<b>30 807</b>	<b>(418)</b>	<b>-</b>	<b>162</b>	<b>42 957</b>	<b>25 148</b>	<b>(560)</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>67 566</b>
Terrains	685	-	5	-	-	690	-	-	-	-	690
Constructions	1 142	-	145	-	-	1 288	-	(161)	-	-	1 127
Autres immobilisations corporelles	3 090	469	282	(75)	(15)	3 750	5 004	533	(53)	(41)	9 194
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>4 917</b>	<b>469</b>	<b>432</b>	<b>(75)</b>	<b>(15)</b>	<b>5 728</b>	<b>5 004</b>	<b>373</b>	<b>(53)</b>	<b>(41)</b>	<b>11 011</b>

(\*1) voir note II. 2

Au 31 décembre 2009, la valeur nette comptable des immobilisations résultant de contrats de crédit-bail s'élève à 1 265 K€ soit immobilier (terrain & constructions), pour 1 190 K€ et autres immobilisations corporelles pour 75 K€ contre 1 007 K€ au 31 décembre 2008.

L'augmentation des goodwill résulte de l'entrée dans le périmètre des sociétés CVF (8 495 K€) après affectation, SETIB (3 761 K€ après affectation), Expertel Consulting (5 290 K€ après affectation), Data Mobiles International et Data Mobiles Iberia (3 378 K€) (voir note 3 page 89).

Les acquisitions réalisées par le groupe Network Related Services sur le premier semestre 2009 constituent des transactions sous contrôle commun et sont exclues du champ d'application d'IFRS 3.

Comme sur l'exercice 2008, le groupe Network Related Services a retenu la méthode du "Purchase Accounting" comme méthode comptable pour présenter dans ses comptes consolidés les opérations de regroupement des entités sous contrôle commun.

Les goodwill de CVF, SETIB, Expertel Consulting et DMI ont été affectés dans l'exercice.

Une relation client a été clairement identifiée pour chacune de ces entités à l'exception de DMI et s'élève pour CVF à 2 655 K€, SETIB à 342 K€ et Expertel Consulting à 522 K€. Ces relations client sont amorties linéairement sur 5 ans à compter de leur date d'entrée dans le périmètre du groupe Network Related Services (voir note 2 page 88).

## Tests de dépréciations relatifs aux unités génératrices de trésorerie

Les unités génératrices de trésorerie suivantes sont concernées :

<i>Goodwill net (en K€) par unités génératrices de trésorerie</i>	Exercice clos le 31/12/2008 retraité (*1)	Entrées dans le périmètre	Impairment	Ecart de conversion et autres	Exercice clos le 31/12/2009
Information Technology France	2 840	-	-	-	2 840
Information Technology Europe	-	-	-	-	-
Information Technology Asie	1 129	-	-	-	1 129
Information Technology Fleet Management	-	3 377	(516)	-	2 861
Network Integration Services France	(*1) 22 596	-	-	-	22 596
Network Integration Services Suisse	2 279	-	-	1	2 280
Network Integration Services Belgique	1 504	-	-	-	1 504
Labs France	1 425	-	-	-	1 425
Labs Asie	926	-	-	(7)	919
Multimédia Customer Contact	8 245	12 256	-	-	20 501
Consulting Services	-	5 290	-	-	5 290
	<b>40 945</b>	<b>20 923</b>	<b>(516)</b>	<b>(6)</b>	<b>61 346</b>

(1\*) voir note II. 2

L'évaluation des actifs relatifs aux unités génératrices de trésorerie a été réalisée à partir de business plans à 4 ans établis avec une approche prudente, lesquels ont été extrapolés à l'infini avec une croissance de 2% afin de déterminer une valeur terminale. Les flux de trésorerie ont ensuite été actualisés au coût moyen pondéré utilisé par la division Orange Business Services du groupe France Télécom (secteur d'activité identique à celui du groupe) dans le cadre des tests effectués pour le Network Related Services – après impôt – Le taux d'actualisation Groupe déterminé s'élève à 8,5%.

Compte tenu de ces tests, les goodwill de Data et Mobile International et Data Mobile Ibéria ont été dépréciés respectivement à hauteur de 486 K€ et de 30 K€.

La sensibilité des valeurs recouvrables des UGT aux changements d'hypothèses clés s'analyse comme suit :

<i>Unités génératrices de trésorerie</i>	(1)	(2)	(3)	(4)
	Hypothèses de croissance moyenne de CA utilisées	Sensibilité au CA (dépréciation complémentaire en k€)	Taux d'actualisation	Sensibilité au taux d'actualisation (dépréciation complémentaire en k€)
Information Technology France	4,00%	-	8,50%	-
Information Technology Asie	6,08%	-	8,50%	(200)
Information Technology Fleet Management	37,31%	- 130,00	8,50%	(315)
Network Integration Services France	4,00%	-	8,50%	(616)
Network Integration Services Suisse	4,00%	-	8,50%	(144)
Network Integration Services Belgique	4,00%	- 7,00	8,50%	(175)
Labs France	-0,46%	-	8,50%	-
Labs Asie	4,00%	-	8,50%	-
Multimédia Customer Contact	4,00%	-	8,50%	-
Consulting Services	4,00%	-	8,50%	-

(1) Hypothèses de croissance moyenne de CA sur 4 ans utilisée lors des tests de dépréciation

(2) Impact potentiel sur la dépréciation en cas de diminution de 1% des hypothèses de croissance en moyenne sur 4 ans uniquement

(3) Impact potentiel sur la dépréciation en cas d'augmentation de 1% des hypothèses de taux d'actualisation uniquement

## 12. Stocks et en-cours

Détail des stocks et en-cours (en K€)	31-déc-08	31-déc-09
Avances et acomptes sur commandes	324	465
Stock de matières et fournitures	167	716
Stock de production de biens	552	1 818
Stock d'encours de production de service	-	-
Stock de marchandises	10 034	5 605
Provision pour dépréciation des stocks de marchandises	(2 290)	(3 088)
<b>Stocks et en cours nets</b>	<b>8 787</b>	<b>5 516</b>

## 13. Clients et autres débiteurs

Détail des créances (en K€)	31-déc-08	31-déc-09
Créances clients et autres débiteurs (brut)	111 330	123 859
Provision pour dépréciation	(1 028)	(1 165)
<b>Créances clients (net)</b>	<b>110 301</b>	<b>122 694</b>

## 14. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Voir note sur l'endettement financier net (note 18 page 103).

## 15. Capitaux propres

Le tableau de mouvement des capitaux propres est présenté au paragraphe 4 page 74

Au cours de l'exercice le capital social n'a pas été mouvementé

Le capital social s'établit à 820.624,05 € au 31 décembre 2009. Il est composé de 5.470.827 actions de 0,15 € de nominal

### A. Évolution du capital et de la prime d'émission

Evolutions du capital et de la prime d'émission	Nombre d'actions	Capital (€)	Prime d'émission (€)
au 1er janvier 2007	4 639 772	695 965,80	14 254 413,78
Levées d'options de souscriptions d'actions	229 945	34 491,75	1 288 241,63
Exercices de bons de souscriptions d'actions	367 668	55 150,20	2 150 857,80
Imputations de frais sur BSA	-	-	(20 848,48)
Annulation d'actions auto-détenues	(1 719)	(257,85)	
<b>au 31 décembre 2007</b>	<b>5 235 666</b>	<b>785 349,90</b>	<b>17 672 664,73</b>
Levées d'options de souscriptions d'actions	228 040	34 206,00	1 334 067,92
Exercices de bons de souscriptions d'actions	7 121	1 068,15	41 657,85
Imputations de frais sur BSA	-	-	(1 428,00)
<b>au 31 décembre 2008</b>	<b>5 470 827</b>	<b>820 624,05</b>	<b>19 046 962,50</b>
Levées d'options de souscriptions d'actions	-	-	-
Exercices de bons de souscriptions d'actions	-	-	-
<b>au 31 décembre 2009</b>	<b>5 470 827</b>	<b>820 624,05</b>	<b>19 046 962,50</b>

### B. TSSDI

Afin de financer les acquisitions évoquées ci-dessus, Network Related Services a émis des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) pour un montant de 50 millions d'euros entièrement souscrits par France Télécom.

Ces titres viennent renforcer les fonds propres de la société sans entraîner de dilution pour les actionnaires.

Ces titres portent un taux d'intérêt non cumulatif de 10% pendant les 7 premières années et de 15% à compter de la huitième.

Le paiement des intérêts devient obligatoire uniquement si le versement d'un dividende est décidé par les actionnaires de Network Related Services, ou en cas de rachat, remboursement total ou partiel ou acquisition de toute action de Network Related Services ou de tout titre donnant accès au capital de NRS, de procédure collective ou de liquidation qui interviendrait en cas de dissolution de NRS.

## 16. Résultat par action – instruments dilutifs

Le résultat de base par action est déterminé en divisant le résultat par le nombre d'actions moyen en circulation au cours de l'exercice (soit 5 470 827 actions).

Le résultat dilué par action est déterminé par application de la méthode dite du « rachat d'actions ».

Au 31 décembre 2009 le nombre d'instruments dilutifs en circulation et non encore exercés représente la création potentielle de 2.388 actions nouvelles soit une dilution en capital des actionnaires existants de 0,04%. Il s'agit en totalité d'options de souscription d'actions.

En application de la méthode dite du « rachat d'actions », le nombre d'instruments dilutifs retenus correspond à un potentiel de 842 actions et le nombre d'actions servant au calcul du résultat dilué par action est de 5.471.669.

## 17. Provisions

Provisions par catégorie (en K€)	Exercice clos le 31/12/2008	Variation de périmètre	Dotations	Reprises (prov. utilisée)	Reprises (prov. non utilisée)	Autres mouvements	Exercice clos le 31/12/2009
Litiges (prud'hommes...)	180	197	56	(250)	(33)	-	151
Pertes à terminaison et garanties	445	-	174	(46)	(188)	(23)	362
<b>Provisions courantes</b>	<b>625</b>	<b>197</b>	<b>230</b>	<b>(296)</b>	<b>(221)</b>	<b>(23)</b>	<b>513</b>
Provisions pour pensions et retraites	767	1 050	248	-	-	-	2 065
Restructuration	108	-	100	-	-	-	208
Autres	35	-	131	-	-	-	166
<b>Provisions non courantes</b>	<b>910</b>	<b>1 050</b>	<b>479</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 438</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 535</b>	<b>1 247</b>	<b>709</b>	<b>(296)</b>	<b>(221)</b>	<b>(23)</b>	<b>2 951</b>
Opérationnel courant			400	(296)	(221)		
Opérationnel non courant			309				
Financier							

Les provisions pour restructuration concernent la société Obiane et sont relatives aux coûts de départ programmés d'anciens dirigeants.

Les autres provisions comprennent à hauteur de 131K€ un risque fiscal sur la holding Network Related Services.

A l'exception des provisions pour retraite, dans la mesure où les provisions constituées couvrent des risques qui devraient se dénouer à court terme, elles ne sont pas actualisées, et l'impact de la non actualisation est jugé non matériel.

## 18. Dettes financières – endettement financier net

Les dettes financières sont pour la quasi-totalité à taux variable. Le taux variable comprend un taux de marché (Eonia ou Euribor 3 mois pour la zone Euro, SIBO pour la zone Singapour, ...) augmenté d'une marge de crédit prise par la banque ou par France Télécom.

Les dettes financières se décomposent comme suit au 31 décembre 2009 :

Décomposition des dettes financières (en K€)	31-déc-08	31-déc-09
- Emprunts auprès des établissements de crédit	444	216
- Emprunt auprès de France Télécom	-	24 000
- Crédit-bail et locations financements	218	-
- Autres dettes financières diverses	-	-
<b>Emprunts et dettes financières part à plus d'un an</b>	<b>662</b>	<b>24 216</b>
- Emprunts auprès des établissements de crédit	254	282
- Emprunt auprès de France Télécom	30 000	6 000
- Crédit-bail et locations financements	457	265
- Billets de trésorerie	1 503	-
- comptes courants France Télécom créditeurs	14 335	5 785
- Concours bancaires et effets escomptés non échus	562	822
- Autres dettes financières diverses	62	131
<b>Emprunts et dettes financières part à moins d'un an</b>	<b>47 172</b>	<b>13 285</b>
<b>Total</b>	<b>47 834</b>	<b>37 501</b>

L'échéance des dettes financières se présente comme suit au 31 décembre 2009 :

<b>Échéance des dettes financières (en k€)</b>	<b>31-Dec-09</b>	<b>à moins d'un an</b>	<b>de un à cinq ans</b>	<b>au-delà</b>
- Emprunts auprès des établissements de crédit	498	282	216	-
- Emprunts auprès de France Télécom	30 000	6 000	24 000	-
- Crédit-bail et locations financements	265	265	-	-
- Billets de trésorerie	-	-	-	-
- compte courant France Télécom	5 785	5 785	-	-
- Concours bancaires et effets escomptés non échus	822	822	-	-
- Autres dettes financières diverses	131	131	-	-
	<b>37 501</b>	<b>13 285</b>	<b>24 216</b>	<b>-</b>

L'endettement financier net se décompose comme suit :

<b>Endettement financier net (en K€)</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2009</b>
- Emprunts auprès des établissements de crédit	698	498
- Emprunt auprès de France Télécom	30 000	30 000
- Crédit-bail et locations financements	675	265
- Billets de trésorerie	1 503	-
- comptes courants France Télécom créditeurs	14 334	5 785
- Concours bancaires et effets escomptés non échus	562	822
- Autres dettes financières diverses	62	131
- Trésorerie	(4 436)	(5 491)
- Comptes courants France Télécom Débiteurs	-	(35 851)
- Valeurs mobilières de placement	-	-
- Valeurs mobilières de placement non disponibles	-	-
- Valeurs mobilières de placement (actifs financiers)	-	-
<b>Total</b>	<b>43 398</b>	<b>(3 841)</b>

L'emprunt de 30 000 K€ contracté auprès de France Télécom le 18 décembre 2008 a été remboursé à échéance du 18 décembre 2009. Concomitamment, un nouvel emprunt de 30 000 K€ à moyen terme (5 ans, à échéance décembre 2014) a été souscrit auprès de France Télécom. Il est rémunéré au taux Euribor 3 mois, plus une marge de 250 points de base.

La trésorerie présentée au tableau de flux de trésorerie résulte des éléments suivants :

<b>Trésorerie et équivalent de trésorerie (net) (en k€)</b>	<b>31-déc-08</b>	<b>31-déc-09</b>
<b>- Concours bancaires et effets escomptés non échus</b>	<b>(562)</b>	<b>(822)</b>
- Trésorerie	4 436	5 491
<b>- Trésorerie et équivalent de trésorerie</b>	<b>4 436</b>	<b>5 491</b>
<b>Total</b>	<b>3 874</b>	<b>4 669</b>

## 19. Autres créances et dettes (courantes)

<b>Détail des autres créances (en K€)</b>	<b>31/12/2008 retraité (*1)</b>	<b>31-déc-09</b>
Créances sur le personnel	198	671
Créances sur l'état	7 791	9 442
Charges constatées d'avance	3 100	8 349
Divers	133	997
<b>Total autres créances</b>	<b>11 222</b>	<b>19 458</b>

(\*1) voir note II 2



Les charges constatées d'avance concernent principalement des achats sur des contrats de maintenance.

<b>Détail des autres dettes (en K€)</b>	<b>31-déc-08</b>	<b>31-déc-09</b>
<b>Autre passif non courant (Participation des salariés aux fruits de l'expansion)</b>	<b>610</b>	<b>1 079</b>
Dettes sociales	21 918	32 070
Dettes fiscales hors impôt société	16 961	24 235
Impôt société (exigible)	3 623	4 750
Produits constatés d'avance	15 201	16 389
Divers	649	603
<b>Autres dettes courantes</b>	<b>58 352</b>	<b>78 048</b>

Les produits constatés d'avance concernent principalement des facturations sur des contrats de maintenance.

La variation des autres créances et autres dettes courantes résulte principalement des entrées de périmètre décrites en note 2 page 88.

## 20. Avantages au personnel

A l'exception des indemnités de fin de carrière décrites ci-après, le personnel ne bénéficie pas de couverture ou d'avantage à prestation définie.

### A. Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière sont calculées selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées avec prorata sur le service. La totalité des écarts actuariels est constatée au compte de résultat l'année où les écarts actuariels sont générés.

Hypothèses économiques	Hypothèses retenues au 31/12/2008	Hypothèses retenues au 31/12/2009
Taux d'inflation	2,00%	2,00%
Taux d'actualisation	5,25%	5,00%
Rendement attendu des actifs financiers	N/A	N/A
Taux d'augmentation des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales	45,00%	45,00%
Méthode de calcul	Méthode des unités de crédit projetées avec prorata sur le service	Méthode des unités de crédit projetées avec prorata sur le service

Hypothèses démographiques	Hypothèses retenues au 31/12/2008	Hypothèses retenues au 31/12/2009
Table de Turnover	22% : jusqu'à 20 ans	22% : jusqu'à 29 ans
	20% : à 30 ans	20% : de 30 ans à 39 ans
	11 % : à 40 ans	11 % : de 40 ans à 49 ans
	10 % : à 50 ans	10 % : de 50 ans à 55 ans
	0 % à 56 ans et +	0 % au-delà
Table de mortalité utilisée	Insee 03-05	Insee 04-06
Age de la retraite	Loi Fillon	Loi Fillon
Modalité de départ à la retraite	Départ volontaire	Départ volontaire
Age de début d'activité	22 ans pour les non cadres et 24 ans pour les cadres	22 ans pour les non cadres et 24 ans pour les cadres

<b>Charge nette comptabilisée</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2009</b>
Coût des services rendus au cours de la période	(236)	(157)
Coût financier	(48)	(87)
Rendement attendu des actifs		11
Gain (Perte) actuariel(le) net(te) comptabilisé(e) au cours de la	(8)	(2)
	<b>(292)</b>	<b>(235)</b>

<b>Actif/(Passif) enregistré au bilan</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>31/12/2009</b>
Valeur actualisée de l'obligation	(966)	(2 475)
Juste valeur des actifs du régime	199	488
	<b>(767)</b>	<b>(1 987)</b>

<b>Passif net à l'ouverture</b>	<b>(767)</b>
Coût financier	(87)
Coût des services rendus sur la période	(157)
Entrée de périmètre	(1 050)
Prestations versées	74
<b>Passif net à la clôture</b>	<b>(1 987)</b>

<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>-</b>
Variation de périmètre	477
Rendement attendu	11
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>488</b>

## B. Paiements en action

### B.1. Options de souscription d'actions

Compte tenu de leur date d'attribution et de leur période d'acquisition, la norme IFRS 2 n'est applicable à aucun des plans d'attribution d'options de souscription d'action au personnel existant au 31 décembre 2009 chez Network Related Services.

Au 31 décembre 2009, 2 388 options de souscription d'actions (1 action par option) Network Related Services restent à exercer à un cours moyen pondéré de 18.91 € par action.

	2008		au 22 avril 2009		au 28 avril 2010	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options
Existant en début de période	6,00 €	231 512	18,91 €	2 388	18,91 €	2 388
Octroyées		0		0		0
Annulées (anciens salariés)	12,37 €	1 084		0		0
Exercées	6,00 €	228 040		0		0
Existant en fin de période	18,91 €	2 388	18,91 €	2 388	18,91 €	2 388

Au 28 avril 2010, date d'arrêté des comptes, ce nombre d'options n'a pas évolué soit 2 388 options (0,04% du capital).

### B.2. Autres paiements en action

Suite à la cession par l'Etat, en juin 2007, de 130 millions d'actions existantes de France Télécom, représentant 5,0% du capital social de cette dernière, l'Etat a procédé à une offre réservée au personnel destinée aux salariés et anciens salariés du groupe France Télécom (y compris donc les salariés du Network Related Services). Cette offre a porté sur 14,4 millions d'actions, représentant 0,56% (base non diluée) du nombre total d'actions du capital social de France Télécom S.A. au 30 juin 2007.

Les actions ont été cédées par l'Etat au prix unitaire de 20,39 euros, compte tenu d'une décote de 4,31 euros par rapport au cours de bourse des titres France Télécom à la date de cession.

Le montant global comptabilisé en charges de personnel en 2007 au titre de cette opération et conformément à IFRIC 11, s'est élevé à 528 K€.

Aucun impact sur les exercices 2008 et 2009.

#### Gestion du risque financier :

Network Related Services est exposé aux risques suivants :

- risque de crédit
- risque de liquidité
- risque de marché

Il incombe au conseil d'administration de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques mise en place par Network Related Services a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions de marché et des activités du groupe. Le Groupe, par ses règles et procédures de formation et de gestion, vise à développer un environnement de contrôle rigoureux et constructif dans lequel tous les membres du personnel ont une bonne compréhension de leurs rôles et de leurs obligations.

La Société et le Groupe ont procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, sur ses résultats ou sa capacité à réaliser ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

## C. Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients.

### C.1. Clients et autres débiteurs

L'exposition de Network Related Services au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients.

Network Related Services réalise environ 41% de son chiffre d'affaires avec les entités du groupe France Télécom. Par ailleurs, en dehors de la France, il n'y a pas de concentration du risque de crédit au niveau géographique.

Depuis 2002, le Groupe a mis en place une assurance crédit dans l'ensemble de ses filiales françaises. Cette couverture ne donne pas lieu à la comptabilisation d'instrument financier dérivé. La couverture porte sur les créances client hors groupe France Télécom, hors banques et assurances (sauf exception) et hors gouvernements et institutions publiques et parapubliques.

Au terme des procédures internes la solvabilité de chaque nouveau client fait l'objet d'une analyse individuelle avant qu'il ne puisse bénéficier des conditions de paiement et de livraison usuelles dans le Groupe. Pour ce faire, le Groupe a recours à des notations externes, lorsqu'elles sont disponibles, et, dans certains cas, à des références bancaires. Des limites de couverture sont fixées pour chaque client au delà desquelles l'accord préalable des dirigeants de filiale est nécessaire. Ces limites sont revues régulièrement. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences du Groupe en matière de solvabilité ne peuvent conclure des transactions avec le Groupe que dans le cas où ils règlent d'avance leurs commandes ou fournissent des garanties suffisantes.

Les ventes de biens sont assorties de clauses de réserve de propriété, afin qu'en cas d'impayé le Groupe dispose d'une sûreté.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs correspondant à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

### C.2. Placements

Depuis mi 2007, l'ensemble de la trésorerie disponible de Network Related Services en France est placée auprès de France Télécom qui la rémunère au taux variable Eonia 3 mois.

La trésorerie ponctuellement disponible dans les filiales étrangères n'est, le cas échéant, investi qu'en titres liquides avec des contreparties considérées non risquées (type Sicav de trésorerie sur emprunts d'état).

### C.3. Garanties

La politique du Groupe est de n'accorder des garanties financières qu'aux filiales détenues en totalité. Au 31 décembre 2009, Network Related Services avait émis pour ses filiales un certain nombre de garanties résumées dans la note 22 page 111 Engagements, ainsi qu'un certain nombre de lettres de confort non engageantes afin de leur permettre d'obtenir des lignes de crédit ou des conditions de paiement.

## D. Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Les dettes financières du Groupe ne font l'objet d'aucune clause de « défaut » en cas d'évolution défavorable de ratios financiers.

De plus, le Groupe maintient les lignes de crédit suivantes :

- 28,5 millions d'euros de facilités de caisse auprès de France Télécom (pour les principales filiales), qui portent intérêts au taux EONIA majoré de 40 points de base; au 31 décembre 2009, seuls 5,7 millions d'euros ont été utilisés.
- 1,5 millions de dollars Singapour de facilité de caisse garantie, auprès de BNP Paribas, qui porte intérêt au taux prime rate de Singapour ou prime rate de Singapour majoré de 125 points de base ;

- 0,74 millions de dollars Canadien lignes de crédit garanties, auprès de BNP Paribas.
- le Groupe n'a pas mis en place de mécanisme de couverture sur la variation des taux d'intérêt.

La société et le Groupe ont procédé à une revue spécifique de leurs risques de liquidités et considèrent être en mesure de faire face à leurs échéances à venir.

## E. Risques de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

### E.1. Risque de taux

L'endettement financier brut du Groupe ressort à 37.5 m€ au 31 décembre 2009 (contre 47.8 m€ au 31 décembre 2008) dont 37.3 m€ dans la Zone Euro, 0,1 m€ en Suisse, 0.1 m€ à Singapour.

L'endettement financier net s'élève à moins 4,5 m€ (situation nette de cash positif) compte tenu de 6.1 m€ de trésorerie ainsi que de compte courant France Télécom débiteur de 35.8 m€ dont dispose le Groupe.

En zone Euro, l'endettement est composé d'un emprunt à France Télécom de 30 m€ rémunéré au taux Euribor 3 mois, majoré d'une marge de 250 points de base et de compte courant France Télécom à hauteur de 5,8 m€ rémunéré au taux Eonia majoré de 40 points de base.

### E.2. Risque de change

Les activités du Groupe dans le monde sont réalisées par des filiales qui opèrent dans leur propre pays et dans leur propre devise. Leur exposition opérationnelle au risque de change est donc naturellement limitée.

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé par les différentes sociétés du Groupe se répartit comme suit par devise :

Contribution au chiffre d'affaires consolidé par devise (en K€)	2008		2009	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
EUR	233 745	93,0%	286 683	93,4%
CHF	9 446	3,8%	9 512	3,1%
SGD	3 453	1,4%	3 877	1,3%
USD	-	0,0%	-	0,0%
CAD	2 359	0,9%	3 851	1,3%
Autres	2 286	0,9%	2 908	0,9%
<b>TOTAL</b>	<b>251 289</b>	<b>100,0%</b>	<b>306 831</b>	<b>100,0%</b>

De la même manière, les filiales de Network Related Services se financent dans leur devise fonctionnelle.

Néanmoins, les filiales dont l'activité principale est l'intégration de systèmes et réseaux, sont amenées à acheter du matériel en dollars US et à le facturer en euros ou en francs suisses.

Network Related Services procède à des couvertures de change auprès de France Télécom

Le groupe couvre la totalité des engagements fermes pris sur les achats de matériel en dollars US et intègre aussi souvent que possible des clauses de révision de prix des matériels vendus, lorsque le cours du dollar US varie de plus de 5% entre la date de la commande émise par le client et la date de livraison effective des matériels.

Les instruments financiers utilisés pour la couverture sont composés exclusivement de contrats d'achats de dollars US à termes reportables avec préavis. Ces contrats ont pour objectif de couvrir les paiements effectués en dollars auprès des fournisseurs d'équipements de réseaux (Pôle Intégration de Réseaux)

Nous vous présentons ci-après la situation de ces instruments au 31 décembre 2008 et 31 décembre 2009. La variation de juste valeur a été comptabilisée en résultat financier.

Instruments financiers	Souscription	Montant (K\$)	Echéance	Cours à terme	Cours de réévaluation	Juste valeur (K€)
Contrat 39498	12/17/2008	1 240	01/30/2009	1,422	1,3293	(20)
<b>Position au 31/12/2008</b>		<b>1 240</b>				<b>(20)</b>
Contrat 49343	12/10/2009	1 300	01/05/2010	1,4711	1,4406	(19)
Contrat 49344	12/10/2009	1 100	01/05/2010	1,47104	1,4406	(16)
Contrat 49345	12/10/2009	600	01/05/2010	1,47098	1,4406	(9)
<b>Position au 31/12/2009</b>		<b>3 000</b>				<b>(43)</b>

Les dérivés passifs de 43 K€ au 31 décembre 2009 (20K€ au 31 décembre 2008) sont inclus dans la rubrique « autres dettes » du bilan. La juste valeur des instruments financiers est estimée à la clôture par la Société à partir des informations fournies par France Télécom.

La position bilancielle de l'ensemble des créances et dettes libellées en devises dans les filiales françaises, en tenant compte de la couverture est la suivante :

<i>Risque de change</i>	USD converti en Euros	Autres devises	Total
Passifs (dettes libellées en devises)	(3 077)		(3 077)
Actifs (créances libellées en devises)	3 024		3 024
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>(54)</b>	<b>-</b>	<b>(54)</b>
Couverture	2 039		2 039
<b>Position nette après gestion</b>	<b>1 985</b>	<b>-</b>	<b>1 985</b>

Les actifs sont majoritairement représentés par des créances France Télécom en USD.

## F. Gestion du capital

L'activité du Groupe consiste principalement en prestations de service dans le domaine du conseil et du développement logiciel. C'est une activité à faible intensité capitalistique.

Toutefois, la politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité, y compris en période de régression du marché.

Durant l'exercice et depuis la prise de contrôle par France Télécom, le Conseil d'Administration, composé majoritairement de représentants de l'actionnaire principal, a adapté la gestion du capital au contexte. Ainsi, tant dans le but de stabiliser le capital que de favoriser l'acquisition de la totalité des actions composant le capital de Network Related Services, la Direction et France Télécom ont veillé à favoriser l'exercice de tous les instruments dilutifs. Le Conseil d'Administration a également mis fin à la politique en matière d'attribution d'options de souscription d'actions ou d'attribution d'actions gratuites. En effet, la politique des rémunérations en actions est gérée au niveau du groupe France Télécom.

Ni la société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques en matière de capital.

## 21. Locations simples et engagements d'achat

<i>Engagements hors bilan (en K€)</i>	31/12/2008	31/12/2009	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Contrats de location simple (immobilier)	8 939	14 568	3 948	7 731	2 889
Contrats de location simple (mobilier)	2 280	2 506	1 326	1 177	3
Commandes et autres obligations fermes	8 513	13 586	13 586	-	-
<b>Sous-total obligations contractuelles</b>	<b>19 732</b>	<b>30 660</b>	<b>18 860</b>	<b>8 908</b>	<b>2 892</b>

## 22. Engagements

Engagements hors bilan (K€)	31/12/2008	31/12/2009
Achats de devises à terme	933	2 039
Cautions bancaires sur lignes de crédit court terme	1 323	1 443
Cautions bancaires en garantie d'emprunts	-	-
Engagements d'achats et clause d'earn out	-	-
Gage de créance de carry back	-	-
Cautions solidaires SCI Groupe Silicomp	372	101
Garanties de bonnes fin sur contrats	379	364
Nantissement de titres en garantie d'emprunts	335	172
<b>TOTAL</b>	<b>3 342</b>	<b>4 119</b>

## 23. Parties liées

### A. Transactions avec les membres du conseil d'administration de Network Related Services

En l'absence de comité de direction, les principaux dirigeants de notre société sont le Président du Conseil d'administration, le Directeur général et le Directeur général délégué.

Les éléments de rémunérations des personnes qui sont au 31 décembre 2009, ou qui ont été au cours de l'exercice 2009, membres du Conseil d'administration de Network Related Services, sont versés, selon les personnes, par France Télécom SA ou par Equant France SA.

Network Related Services prend à sa charge les éléments de rémunérations du Directeur général et qui lui sont versés par France Télécom SA et sont refacturés intégralement à Network Related Services soit un montant de 348 087 €.

Les éléments de rémunérations du Directeur général délégué sont versés par Network Related Services :

- avantages à court terme hors charges patronales : néant
- avantages postérieurs à l'emploi : néant
- autre avantages à long terme : néant
- indemnités de fin de contrat de travail : néant
- paiements en action : néant.

### B. Transactions avec les sociétés liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- les relations commerciales,
- les conventions de management fees (contrat d'assistance) Groupe.
- les relations dans le cadre de la convention de trésorerie Groupe,

entre la société mère et ses filiales intégrées dans le périmètre de consolidation et entre filiales intégrées.

Ces transactions sont réalisées à des conditions normales de marché.

Les flux de résultat ainsi que les soldes de bilan à la clôture sont éliminés en consolidation.

Les entités comprises dans le périmètre de consolidation sont présentées dans la note 5 page 97 'Périmètre de consolidation'.

Transactions avec les parties liées (en K€)	Solde Bilan au 31 décembre 2008	Transactions de l'exercice 2009	Solde bilan au 31 décembre 2009
<b>Ventes de biens et de services</b>			
Société mère (France Télécom S.A.)	2 8 558	100 548	34 937
Entreprises associées	7 235	26 722	17 575
<b>Total</b>	<b>3 5 793</b>	<b>127 270</b>	<b>52 512</b>
<b>Achats de biens et de services</b>			
Société mère (France Télécom S.A.)	(3 708)	(10 506)	(4 527)
Entreprises associées	(739)	(3 368)	(1 326)
<b>Total</b>	<b>(4 447)</b>	<b>(13 874)</b>	<b>(5 853)</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée	-	-	(50 000)
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(50 000)</b>
<b>Financement</b>			
Produits / (charges) financiers France Télécom S.A.	-	(1 499)	-
Créances / (dette) compte courant France Télécom S.A.	(14 334)	-	30 066
Emprunt France Télécom S.A.	(30 000)	-	(30 000)
Emprunt France Télécom S.A. Intérêts courus	(62)	-	(42)
<b>Total</b>	<b>(44 396)</b>	<b>(1 499)</b>	<b>24</b>
<b>Fiscalement à France Télécom S.A.</b>			
Produits / (charges) d'impôt société	-	(5 648)	-
Créances / (dette) Impôt société dû à France Télécom S.A.	(3 495)	-	(4 231)
<b>Total</b>	<b>(3 495)</b>	<b>(5 648)</b>	<b>(4 231)</b>

Les ventes de biens et de services avec les parties liées correspondent essentiellement à des prestations techniques et des ventes de matériels. Les achats de biens et de services concernent essentiellement des refacturations de coûts d'assistance et de coûts de réseau.

## 24. Entités sous contrôle conjoint

Néant.

## 25. Titres mis en équivalence

La société CNTP Extelia détenue à 34% par Network Related Services (acquise par l'intermédiaire de SETIB et absorbée ensuite via Multimedia Business Services) et à 66% par EDF est comptabilisée dans les comptes consolidés par mise en équivalence.

La valeur des titres mis en équivalence de CNTP Extelia à la date d'entrée dans le périmètre s'établit à 1 169 K€ et 1 225 K€ au 31 décembre 2009.

La variation correspond au résultat mis en équivalence pour la période du 1er juin au 31 décembre 2009.

La société est spécialisée dans l'étude et la réalisation de solution de traitement de paiement. Au 31 décembre 2009, la société réalisait un chiffre d'affaires de 31 208 K€ pour un résultat net de 375 K€ (données non auditées).

## 26. Événements post-clôture

La filiale SILICOMP AQL, du pôle Information Technology a acquis en février 2010 auprès de la Ligue de Football Professionnel une activité d'édition et de maintenance d'une solution logicielle de billetterie à destination des clubs de football professionnels.

La filiale Silicomp Software Validation a fait l'objet fin 2009 d'une procédure de dissolution sans liquidation décidée par Network Related Services. La transmission universelle du patrimoine de SSV au sein de NRS a pris effet le 5 janvier 2010.

## 27. Honoraires des commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux

	Ernst & Young				Experts & Consultants Associés				Deloitte & Associés				KPMG			
	Montant en K€		Répartition en %		Montant en K€		Répartition en %		Montant en K€		Répartition en %		Montant en K€		Répartition en %	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Commissariat aux comptes, certifications, examen des comptes individuels et consolidés	264	-	85%	0%	30	40	100%	100%	104	110	100%	100%	18	130	100%	100%
Missions accessoires	48	-	15%	0%					17	-			-	-		
<b>Sous-total audit</b>	<b>312</b>	<b>-</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>121</b>	<b>110</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>18</b>	<b>130</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
Juridique, fiscal, social																
Technologies de l'information																
Audit interne																
Autres																
<b>Sous-total non audit</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>312</b>	<b>-</b>	<b>100%</b>	<b>0%</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>121</b>	<b>110</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>18</b>	<b>130</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>



# COMPTES SOCIAUX DE NETWORK RELATED SERVICES

## I. États financiers au 31 décembre 2009

### 1. Bilan

#### BILAN

BILAN ACTIF ( en K€ )	Note	2008	2009
Immobilisations incorporelles		167	244
Immobilisations corporelles		526	607
Immobilisations financières		43 281	108 015
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>5.A.</b>	<b>43 974</b>	<b>108 865</b>
Créances clients et comptes rattachés	5.B.	3 760	5 994
Autres créances	5.C.	14 551	2 113
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités		108	9
Charges constatées d'avance		139	70
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>18 557</b>	<b>8 186</b>
Ecarts de conversion actif	5.F.	46	68
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>62 577</b>	<b>117 119</b>

BILAN PASSIF ( en K€ )	Note	2008	2009
Capital		821	821
Primes d'émission, de fusion, d'apport		20 125	20 125
Réserve légale		82	82
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau		3 259	5 101
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>		<b>1 842</b>	<b>1 476</b>
Provisions réglementées			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>5.G.H.</b>	<b>26 128</b>	<b>27 604</b>
Titres super subordonnés à durée indéterminée			50 000
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>			<b>50 000</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>5.J.</b>	<b>109</b>	<b>347</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5.K.	30 143	30 046
Emprunts et dettes financières divers	5.K.	29	86
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		3 501	3 793
Dettes fiscales et sociales		1 812	2 411
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			40
Autres dettes		832	2 771
Produits constatés d'avance			
<b>DETTES</b>		<b>36 318</b>	<b>39 146</b>
Ecarts de conversion passif		22	21
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>62 577</b>	<b>117 119</b>

Les notes annexes présentées font partie intégrante des comptes annuels.

## 2. Compte de résultat

<i>Compte de résultat (en K€)</i>	<i>Note</i>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>6.B.</b>	<b>9 554</b>	<b>11 784</b>
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits nets partiels sur opérations à long terme			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transfert de charges		93	318
Autres produits		0	0
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>9 647</b>	<b>12 103</b>
Achats de marchandises		3	
Autres achats et charges externes	6.C.	6 326	6 717
Impôts, taxes et versements assimilés		363	388
Salaires et traitements		2 099	2 719
Charges sociales		1 189	1 344
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		427	480
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		270	
Dotations aux provisions		11	7
Autres charges		1	43
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>10 689</b>	<b>11 699</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(1 042)</b>	<b>404</b>
<b>QUOTE-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN</b>			
Bénéfice attribué ou perte transférée		95	108
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>2 830</b>	<b>1 177</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		<b>1 883</b>	<b>1 689</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>6.D.</b>	<b>(2)</b>	<b>(214)</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		39	
Impôts sur les bénéfices	6.F.	1	(2)
<b>BENEFICE OU PERTE</b>		<b>1 842</b>	<b>1 476</b>

Les notes annexes présentées font partie intégrante des comptes annuels.

### 3. Tableau de flux de trésorerie

<b>Tableau de flux de trésorerie (en K€)</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
<b>Résultat net</b>	<b>1 842</b>	<b>1 476</b>
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions	(1 004)	(220)
Mali de fusion	-	
Plus ou moins values de cessions	2	0
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>840</b>	<b>1 256</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 066)	13 124
<b>Flux de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>(1 226)</b>	<b>14 380</b>
Acquisition d'immobilisations	(30 711)	(64 477)
Produit de cessions d'immobilisations	13	0
Variation des dettes sur immobilisations et acquisition de titres	-	40
<b>Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(30 698)</b>	<b>(64 437)</b>
Distribution de dividende	-	-
Augmentation de capital en numéraire	1 410	-
Titres super subordonnés à durée indéterminée		50 000
Nouveaux emprunts	30 026	30 000
Remboursement d'emprunts	(201)	(30 000)
Autres		(6)
<b>Flux de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>31 235</b>	<b>49 994</b>
Trésorerie nette ouverture	715	26
Trésorerie nette clôture	26	(37)
<b>Variations</b>	<b>(689)</b>	<b>(63)</b>

Les notes annexes présentées font partie intégrante des comptes annuels.

## II. Annexe aux états financiers au 31 décembre 2009

### 1. Principes et méthodes comptables

#### A. Règles et principes appliqués

Les comptes arrêtés à la date du 31 décembre 2009 ont été établis suivant les mêmes modes de présentation et les mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que des règlements CRC 2000-06 et 2004-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

L'exercice comptable clos le 31 décembre a une durée de 12 mois.

Les chiffres sont exprimés en milliers d'€.

#### B. Société mère consolidante

La Société établit des comptes consolidés. Network Related Services S.A. est la société mère du Groupe. Depuis le 4 janvier 2007, Network Related Services est une filiale de France Télécom. France Télécom consolide Network Related Services et ses filiales par intégration globale.

#### C. Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de un à cinq ans.

#### D. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur prix de revient d'origine. Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif, en fonction des durées d'utilisation estimées des immobilisations.

- matériel industriel 3 à 8 ans
- agencements, installations 5 à 15 ans
- mobilier, matériel de bureau 2 à 10 ans

#### E. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque, à la clôture de l'exercice, leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à la valeur d'utilité pour la société. Cette valeur d'utilité est appréciée par référence aux capitaux propres, aux résultats de la filiale et à ses perspectives de rentabilité à court et moyen terme.

#### F. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est constituée lorsqu'il apparaît que leur recouvrement est incertain. Cette provision, déterminée cas par cas, est égale à la différence entre la valeur nominale hors taxe et la valeur de recouvrement estimée. Au 31/12/2009, les créances commerciales sur des filiales inscrites à l'actif du bilan et les avances en compte courant qui présentaient un risque de non-recouvrement sont dépréciées à hauteur de 9 K€ au titre des créances détenues sur Silicomp Software validation.

#### G. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode FIFO.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur du marché à la clôture de l'exercice est inférieure au prix de revient.

## H. Provisions pour risques et charges

Elles sont estimées conformément aux dispositions du règlement CRC 2000-06 sur les passifs en fonction des données connues de la société à la date d'arrêté des comptes.

## I. Impôts sur les résultats

Depuis le 1er janvier 2008, la Société est intégrée fiscalement dans le Groupe France Télécom, dont France Télécom S.A. est la société mère. Les sociétés intégrées déterminent leur charge d'impôt selon les règles de droit commun. Elle est calculée sur leurs résultats propres en tenant compte des déficits nés avant et depuis leur entrée dans le Groupe fiscal de France Télécom.

La société mère, France Télécom, bénéficie de l'économie d'impôt résultant de l'utilisation des éventuels déficits de ses filiales jusqu'à leur retour à bénéfice.

A la clôture d'un exercice déficitaire, les filiales du groupe fiscal ne sont titulaires d'aucune créance sur la société tête de groupe à raison de cette situation. Les sociétés ne rentrent pas dans le champ de l'avis du CU-CNC n°2005-G du 12/10/05 (cas où aucun reversement effectif à la filiale bénéficiaire en cas de retour à bénéfice). Le reversement potentiel à l'état n'est donc pas provisionné dans les comptes de la société tête de groupe. Ce montant est nul au 31 décembre 2009.

## J. Opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice

Les opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice sont comptabilisées suivant la méthode de l'avancement.

## 2. Comparabilité des comptes annuels

Les principes et méthodes d'évaluation comptables retenus pour l'élaboration des comptes annuels 2009 sont identiques à ceux de l'exercice 2008.

## 3. Autres éléments d'informations

### Faits majeurs de l'exercice

Changement de la raison sociale : par décision de son assemblée générale du 29 juin 2009 Groupe Silicomp a adopté la raison sociale « Network Related Services ».

- le 26 mai 2009, Obiane cède à Network Related Services tous les titres qu'elle détient dans le capital de Newpoint. Le capital de cette dernière est désormais détenu directement par la holding. Dans le même temps, Newpoint change de raison sociale et devient Multimedia Business Services.

Network Related Services a procédé à une augmentation de son périmètre avec l'acquisition auprès de France Telecom d'un certain nombre de sociétés. Cette transaction s'inscrit dans le cadre du regroupement des filiales de services visant à créer un ensemble cohérent d'offre de services cadrant avec la stratégie « real time business » poursuivie par Orange Business Services.

- le 27 mai 2009, Orange Consulting a acquis auprès de FRANCE TELECOM S.A la totalité des titres de la société Expertel Consulting, puis a décidé de procéder à la dissolution sans liquidation de cette dernière, avec transmission universelle du patrimoine au sein d'Orange Consulting à effet au 3 juillet 2009.
- par ailleurs, Multimedia Business Services a acquis auprès de FRANCE TELECOM S.A la totalité des titres des sociétés CVF et SETIB le 27 mai 2009, puis a décidé de procéder à leur dissolution sans liquidation avec transmission universelle du patrimoine à effet au 3 juillet 2009. Ces transmissions universelles de patrimoines ont entraîné les prises de participation dans les sociétés Telefact (69,5%) et CNTP Extelia (34 %), que détenait auparavant SETIB, ainsi que Teamresa (6,5%) auparavant détenue par CVF.

Afin d'assurer un financement stable à Network Related Services, l'opération a été financée sans recours au marché au moyen de l'émission de Titre Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) pour un montant de 50 millions d'euros entièrement souscrits par France Télécom.

Ces titres viennent renforcer les fonds propres de la société sans entraîner de dilution pour les actionnaires.

#### 4. Événements postérieurs à la clôture

La filiale Silicomp Software Validation a fait l'objet fin 2009 d'une procédure de dissolution sans liquidation décidée par Network Related Services. La transmission universelle du patrimoine de SSV au sein de NRS a pris effet le 5 janvier 2010.

#### 5. Informations relatives au bilan

##### A. Mouvements ayant affectés les divers postes de l'actif immobilisé

Les principales augmentations d'immobilisations corporelles et incorporelles intervenues au cours de l'exercice concernent :

- des licences de logiciels ;
- des agencements et installation des locaux ;
- du matériel informatique.

<i>Valeurs brutes</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>31/12/2009</i>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 646</b>	<b>203</b>		<b>1 848</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2 361</b>	<b>435</b>		<b>2 796</b>
Autres participations	45 311	63 838		109 149
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	209		44	165
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>45 520</b>	<b>63 838</b>	<b>44</b>	<b>109 314</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>49 527</b>	<b>64 477</b>	<b>44</b>	<b>113 959</b>

<i>Amortissements et provisions</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>31/12/2009</i>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 479</b>	<b>126</b>		<b>1 605</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 835</b>	<b>355</b>		<b>2 190</b>
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	2 197	1 250	2 147	1 300
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	41		41	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>2 239</b>	<b>1 250</b>	<b>2 189</b>	<b>1 300</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 553</b>	<b>1 730</b>	<b>2 189</b>	<b>5 094</b>

<i>Valeurs nettes</i>	<i>Début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>31/12/2009</i>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>167</b>	<b>77</b>		<b>244</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>526</b>	<b>81</b>		<b>607</b>
Autres participations	43 113	62 589	(2 147)	107 849
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	168		3	165
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>43 281</b>	<b>62 589</b>	<b>(2 145)</b>	<b>108 015</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>43 974</b>	<b>62 746</b>	<b>(2 145)</b>	<b>108 865</b>

L'augmentation des participations brutes résulte des achats d'actions et d'augmentations de capital suivantes :

**1- Société Multimedia business services (ex Newpoint) : 47 814 K€**

- acquisition le 26/05/2009 de 2000 titres de Newpoint à Obiane pour 12 814 K€
- souscription à l'augmentation de capital de Multimedia business services : 350 000 actions de 100 € soit 35 000 K€

**2- Société Orange Consulting : 11 476 K€**

- acquisition de la société Rapp 43, société sans activité détenue par France Télécom : 31 K€  
Rapp 43 obtient une nouvelle dénomination sociale : Orange Consulting.
- souscription à l'augmentation de capital d'Orange Consulting : 1 144 500 actions de 10 € soit 11 445 K€.

**3- Société Data Mobiles International : 4 000 K€**

- souscription à l'augmentation de capital soit 400 000 actions de 10 €.

**4- Société Silicomp Software Validation**

- souscription à l'augmentation de capital de 101 K€. Silicomp Software validation a fait l'objet d'un transfert universel de patrimoine avec Network Related Services le 5 janvier 2010.

**Provisions pour dépréciation des titres de participation**

Les provisions ont été mouvementées de la manière suivante :

Dépréciations de l'exercice :

- dépréciation complémentaire des titres Silicomp Software Validation : 101 K€  
Silicomp Software validation a fait l'objet d'un transfert universel de patrimoine avec Network Related Services le 03 janvier 2010.
- dépréciation des titres Data Mobile International : 1 149 K€

Reprises de dépréciations de l'exercice :

- reprise de provision des titres de Silicomp Management : 1 939 K€,
- reprise de provision des titres de Silicomp Canada : 208 K€

Celles ci sont nulles au 31 décembre 2009.

**B. Entreprises liées**

<i>Dividendes reçus des filiales (en K€)</i>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
Obiane (ex Silicomp Réseaux)		
Silicomp-AQL	996	
Silicomp Management		1 020
Telecom Systems	155	327
<b>TOTAL</b>	<b>1 151</b>	<b>1 347</b>

COMPTE DE BILAN EN K€	Actif			Passif		
	Dans le périmètre du Groupe NRS	Avec le reste du groupe France Télécom	Total	Dans le périmètre du Groupe NRS	Avec le reste du groupe France Télécom	Total
Titres de participation	109 146		109 146			-
Provisions pour dépréciation des titres	(1 300)		(1 300)			-
Créances rattachées à des participations	(1)		(1)			-
Provisions pour dépréciation des créances rattachées			-			-
Créances clients	5 484	518	6 002			-
Provision pour dépréciation des comptes clients	(9)		(9)			-
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée				50 000		50 000
Emprunt France Télécom		-	-	30 000		30 000
Emprunt _intérêts courus_France Télécom				43		43
Dettes fournisseurs				381	2 348	2 729
Comptes courants des filiales	1 327		1 327	12		12
Compte courant France Télécom SA					2 718	2 718
Provisions pour dépréciation des comptes courants	-		-			-
Provisions pour risques	-		-			-
<b>TOTAL</b>	<b>114 647</b>	<b>518</b>	<b>115 165</b>	<b>393</b>	<b>85 108</b>	<b>85 501</b>

COMPTE DE RESULTAT EN K€	Charges			Produits		
	Dans le périmètre du Groupe NRS	Avec le reste du groupe France Télécom	Total	Dans le périmètre du Groupe NRS	Avec le reste du groupe France Télécom	Total
Exploitation	1 231	1 912	3 142	10 758	1 025	11 783
Corporate fees France Télécom		1 779	1 779			-
Quote-part sur opérations en commun	-		-	108		108
Intérêts sur comptes courants des filiales	-		-	163		163
Intérêts sur comptes courants France Télécom S.A.		7	7		54	54
Intérêts sur Emprunt France Télécom S.A.		1 253	1 253			-
Perte sur créance irrécouvrable	-		-			-
Mouvements de provisions sur créances				311		311
Mouvements de provisions sur titres	1 250		1 250	2 189		2 189
Mouvements de provisions risques	68		68	46		46
Dividendes						-
Exceptionnel	131	78	209	1 347		1 347
Impôt (intégration fiscale)	-	(34)	(34)			-
<b>TOTAL</b>	<b>2 680</b>	<b>4 994</b>	<b>7 674</b>	<b>14 922</b>	<b>1 079</b>	<b>16 001</b>

### C. Autres créances

Les autres créances brutes sont d'un montant de 2.113 K€ et sont toutes à échéance à un an au plus. Elles comprennent notamment les créances suivantes

- créances de TVA : 479 K€
- autres créances envers l'État : 194 K€
- créances sociales : 19 K€
- fournisseurs débiteurs : 4 K€
- comptes courants des filiales débiteurs : 1 327 K€ (Silicomp Asia = 783 K€, Silicomp Canada = 544 K€)
- divers : 90 K€

Les dépréciations concernent les comptes courants de certaines filiales (cf. point ci-après)

### D. Comptes courants des filiales

Les soldes débiteurs des comptes courants des filiales se présentent ainsi :

Comptes courants des filiales (Actif en K€)	31/12/2008	31/12/2009		
	Net	Brut	Provision	Net
SCI Groupe Silicomp	433	0	0	0
Silicomp Asia	160	783	0	783
Silicomp Canada	329	544	0	544
Silicomp Belgium	1 543	0	0	0
Silicomp Software Validation	55	0	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 520</b>	<b>1 327</b>	<b>0</b>	<b>1 327</b>



## E. Valeurs mobilières de placement

Néant au 31 décembre 2009.

## F. Comptes de régularisation actif

Les charges constatées d'avance concernent principalement des charges externes.

Les écarts de conversion actif ont donné lieu à la constitution d'une provision pour perte de change d'égal montant (68 K€).

## G. Mouvements ayant affecté les capitaux propres

<b>Variation des capitaux propres ( en K€ )</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>Affectation Résultat</b>	<b>31/12/2009</b>
Capital	821	0	821
Primes d'émission, de fusion, d'apport	20 125	0	20 125
Réserve légale	82	0	82
Réserves réglementées	0	0	0
Autres réserves	0	0	0
Report à nouveau	3 259	1 842	5 101
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou</b>	<b>1 842</b>		<b>1 476</b>
Provisions réglementées	0	0	0
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>26 128</b>	<b>1 842</b>	<b>27 604</b>

## H. Capital social et prime d'émission

Le capital social est de 820.624,05 € au 31 décembre 2009. Il est composé de 5.470.827 actions de 0,15 € de nominal.

Au cours de l'exercice 2009 le capital n'a pas été mouvementé.

<b>Evolutions du capital et de la prime d'émission</b>	<b>Nombre d'actions</b>	<b>Capital (€)</b>	<b>Prime d'émission (€)</b>
au 1er janvier 2007	4 639 772	695 965,80	14 254 413,78
Levées d'options de souscriptions d'actions	229 945	34 491,75	1 288 241,63
Exercices de bons de souscriptions d'actions	367 668	55 150,20	2 150 857,80
Imputations de frais sur BSA	-	-	(20 848,48)
Annulation d'actions auto-détenues	(1 719)	(257,85)	
<b>au 31 décembre 2007</b>	<b>5 235 666</b>	<b>785 349,90</b>	<b>17 672 664,73</b>
Levées d'options de souscriptions d'actions	228 040	34 206,00	1 334 067,92
Exercices de bons de souscriptions d'actions	7 121	1 068,15	41 657,85
Imputations de frais sur BSA			(1 428,00)
<b>au 31 décembre 2008</b>	<b>5 470 827</b>	<b>820 624,05</b>	<b>19 046 962,50</b>
Aucun mouvement de capital en 2009	-	-	-
<b>au 31 décembre 2009</b>	<b>5 470 827</b>	<b>820 624,05</b>	<b>19 046 962,50</b>

## I. Titres super subordonnés à durée indéterminée

Afin de financer les acquisitions évoquées ci-dessus, Network Related Services a émis des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) pour un montant de 50 millions d'euros entièrement souscrits par France Télécom.

Ces titres viennent renforcer les fonds propres de la société sans entraîner de dilution pour les actionnaires.

Ces titres portent un taux d'intérêt non cumulatif de 10% pendant les 7 premières années et de 15% à compter de la huitième.

Le paiement des intérêts devient obligatoire uniquement si le versement d'un dividende est décidé par les actionnaires de Network Related Services, ou en cas de rachat, remboursement total ou partiel ou acquisition de toute action de Network Related Services ou de tout titre donnant accès au capital de NRS, de procédure collective ou de liquidation qui interviendrait en cas de dissolution de NRS.

## J. Provisions

<b>Provisions pour risques et charges (en K€)</b>	<b>31/12/2008</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>31/12/2009</b>
Provisions pour pertes de change	46	68	46	68
Provisions pour pensions de retraite	63	7	0	70
Provisions pour "plan séniors"	0	78	0	78
Provisions pour impôts	0	131	0	131
<b>TOTAL</b>	<b>109</b>	<b>284</b>	<b>46</b>	<b>347</b>
Dotations et reprises d'exploitation		7	0	
Dotations et reprises financières		68	46	
Dotations et reprises exceptionnelles		209	0	

### **Provision pour pension de retraite / indemnités de fin de carrière** : 70 K€

Cette indemnité de fin de carrière est calculée selon la méthode du corridor, en conformité avec les normes du groupe France Télécom.

Cette provision est retraitée dans le résultat fiscal.

### *Hypothèses retenues au 31/12/2009*

- Taux de turnover :
  - 22% : jusqu'à 29 ans
  - 20% : de 30 ans à 39 ans
  - 11 % : de 40 ans à 49 ans
  - 10 % : de 50 ans à 55 ans
  - 0 % au-delà
- Taux d'augmentation des salaires : 2%
- Taux d'actualisation : 5 %
- Taux de charges sociales : 45%
- Table de mortalité utilisée : Insee 04-06
- Age de la retraite : Loi Fillon
- Modalité de départ à la retraite : Départ volontaire
- Age de début d'activité : 22 ans pour les non cadres et 24 ans pour les cadres
- Rendement attendu des actifs financiers : NA

Méthode de calcul : Méthode des unités de crédit projetées avec prorata sur le service

### **Provision « plan séniors »** : 78 K€

France Télécom a signé le 26 novembre 2009 un accord sur l'emploi des séniors, applicable à compter du 1er janvier 2010 pour 3 ans, portant notamment sur l'aménagement de la deuxième partie de carrière. Cet accord comprend notamment un dispositif de Temps Partiel Senior, d'une durée minimum de 18 mois et maximum de 3 ans, s'adressant aux salariés des entités françaises éligibles, dont les salariés de Network Related Services ont une retraite sans décote dans les trois ans et ayant une ancienneté minimum de quinze ans dans le Groupe.

Le Temps Partiel Senior offre la possibilité de travailler à mi-temps tout en bénéficiant :

- d'une rémunération de base à hauteur de 80 % d'un temps plein ;
- d'une validation retraite (part patronale et part salariale) sur une base 100 % durant la période du dispositif ;
- d'une rémunération brute mensuelle plancher d'un montant de 1 500 euros pour les non cadres et de 2 100 euros pour les cadres, à condition toutefois qu'elle ne dépasse pas 75 % du salaire de base temps plein.

Le Temps Partiel Senior est traité comme un autre avantage long terme : au 31 décembre 2009, le coût de la provision a été estimé à 78 K€.

**Provision pour impôts** : Depuis le 09 mars dernier, la société est contrôlée fiscalement sur l'ensemble des déclarations fiscales des exercices 2006 et 2007, ainsi que sur les déclarations de chiffre d'affaires de l'année 2008.

L'administration fiscale a proposé un avis de vérification dont le risque de redressement maximum est provisionné à hauteur de 131 K€. La direction du groupe conteste ce redressement.

La commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires a été saisie.

#### K. État des échéances des emprunts et dettes financières

Échéance des dettes financières (en K€)	31/12/2009	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	46	46		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	30 000	6 000	24 000	
Emprunts et dettes financières divers	86	48		38
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30 132</b>	<b>6 094</b>	<b>24 000</b>	<b>38</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice	30 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	30 006			
Emprunts, dettes contractées auprès d'associés				

L'emprunt de 30 000 K€ contracté auprès de France Télécom le 18 décembre 2008 a été remboursé à échéance du 18 décembre 2009. Concomitamment, un nouvel emprunt de 30 000 K€ à moyen terme (5 ans, à échéance décembre 2014) a été souscrit auprès de France Télécom. Il est rémunéré au taux Euribor 3 mois, plus une marge de 250 points de base.

#### L. Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer et produits à recevoir (en K€)	Charges à payer	Produits à recevoir
Emprunts et dettes financières	46	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	648	
Autres dettes	10	
Dettes fiscales et sociales	1 277	
Autres créances		205
Clients et comptes rattachés		2 066
Intérêts courus		
<b>TOTAL</b>	<b>1 982</b>	<b>2 271</b>

#### M. Engagements hors bilan

Engagements hors bilan par échéance (K€)	31/12/2008	31/12/2009	moins d'un an	un à cinq ans	plus de cinq ans
Garanties de bonnes fins sur contrats	-	-	-	-	-
Cautions bancaires sur lignes de crédit court terme	1 323	1 371	1 371	-	-
Cautions solidaires SCI Groupe Silicomp	372	101	101	-	-
Caution solidaire en garantie d'emprunts	-	-	-	-	-
Nantissement de titres en garantie d'emprunts	-	-	-	-	-
Nantissement de MVP en garantie de découverts ou emprunt	-	-	-	-	-
Gage de créance de carry-back	-	-	-	-	-
Complément de prix sur acquisitions	-	-	-	-	-
Retour à bénéfice des filiales intégrées fiscalement	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1695</b>	<b>1472</b>	<b>1472</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

- Droit individuel à la formation :
  - le volume d'heures de formation acquis au titre du DIF par les salariés représente 656 heures pour l'exercice 2009
  - le volume d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande représente 2.584 heures au 31 décembre 2009.

#### N. Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant.

## O. Dettes et créances représentées par des effets de commerce

Néant.

## 6. Informations relatives au compte de résultat

### A. Effectif moyen

<i>Effectif moyen</i>	2008	2009
Ingénieurs, cadres et assimilés	20	30
Techniciens et employés	20	16
<b>TOTAL</b>	<b>40</b>	<b>46</b>

### B. Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué en totalité de prestations de services, pour 11 331 K€ en France et 453 K€ à l'export.

### C. Ventilation des autres achats et charges externes

<i>Achats et charges externes (en K€)</i>	2008	2009
Loyers, entretien & assurances	1 921	1 188
Autres charges externes	1 377	1 551
Honoraires	2 543	3 679
Etudes et prestations	343	241
Frais de déplacement	142	58
<b>TOTAL</b>	<b>6 326</b>	<b>6 717</b>

La ligne « honoraires » intègre en 2009

- un montant de 1779 K€ facturé par France Télécom au titre de prestations d'assistance, de gestion et de direction. Ces prestations sont intégralement refacturées aux filiales du groupe.

### D. Détail du résultat exceptionnel

<i>Résultat Exceptionnel (en K€)</i>	Note	2008	2009
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital		3	11
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		0	0
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>3</b>	<b>11</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		0	9
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		5	7
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		0	209
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>5</b>	<b>224</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>6.D.</b>	<b>(2)</b>	<b>(214)</b>

Les dotations exceptionnelles aux dépréciations concernent :

- 1- provision risque fiscal : 131 K€
- 2- provision plan seniors : 78 K€

## E. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Les montants ci-dessous s'entendent comme si la Société était imposée séparément, c'est-à-dire en l'absence d'intégration fiscale.

<b>Impôts différés par catégorie (en K€)</b>	<b>Ouverture</b>	<b>Variations de l'exercice</b>	<b>31-Dec-09</b>
Charges non déductibles temporairement	73	104	177
Produits imposés fiscalement et non encore comptabilisés	92	43	135
<b>TOTAL</b>	<b>165</b>	<b>147</b>	<b>312</b>
Impôt correspondant au taux de 33,33%	55		104
<b>Allègement de la dette future d'impôt</b>		<b>49</b>	
Déficits ordinaires	4 603	713	5 316
Moins values à long terme	10 813	0	10 813
<b>Total à imputer</b>	<b>15 417</b>	<b>713</b>	<b>16 129</b>

## F. Impôt sociétés

Depuis le 1er janvier 2008, Network Related Services ainsi que ses filiales françaises est dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe France Télécom.

Compte tenu du déficit fiscal enregistré sur l'exercice, ainsi que des reports fiscaux déficitaires, la charge d'impôt comptabilisée sur l'exercice est nulle.

## G. Rémunération des mandataires sociaux

Le montant des rémunérations versé aux mandataires sociaux au cours de l'exercice est nul au titre de leur mandat social et s'élève à 277 860 € au titre de leur contrat de travail.

## H. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Ces informations sont données en annexe des comptes consolidés

### III. Inventaire des titres de participation

Pôles	Nom	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quota-part de capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés		Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice écoulé	Dividende versé à NRS au cours de l'exercice
					brute	nette	brute	nette				
FILIALES DETENUES A PLUS DE 50%	<b>SILICOMP AQL</b> 195 rue Lavoisier 38330 MONTBONNOT	300	13 416	99,60%	3 485	3 485	-	-	-	88 901	4 439	-
	<b>SILICOMP MANAGEMENT</b> 24 rue Emile Baudot 91120 PALAISEAU	300	2 229	99,98%	5 454	5 454	-	-	-	17 084	1 538	1 020
	<b>OBIANE (ex-SILICOMP RESEAUX)</b> 195 rue Lavoisier 38330 MONTBONNOT	30 453	16 500	98,63%	30 785	30 785	-	-	139	112 407	13 415	-
	<b>Data &amp; Mobiles International</b> 195 rue Lavoisier 38330 MONTBONNOT	4 037	-1 231	100,00%	4 033	2 884	-	-	-	2 495	-1 226	-
	<b>SCI GROUPE SILICOMP</b> 195 rue Lavoisier 38330 MONTBONNOT	2	129	99,17%	2	2	-	-	101	435	129	-
	<b>SILICOMP ASIA</b> 31, IBP #04-02 SINGAPOUR 609921	681	-309	100,00%	1 879	1 879	783	783	728	3 992	360	-
	<b>TELECOM SYSTEMS</b> En Budron E7 CH-1052 LE MONT S/LAUSANNE	337	1 931	100,00%	3 788	3 788	-	-	-	9 519	419	327
	<b>SILICOMP CANADA</b> 75, rue Queen, Bureau 2800 – Montréal H3C 2N6 – QUEBEC	198	18	100,00%	209	209	544	544	474	4 177	558	-
	<b>SILICOMP BELGIUM</b> Bisschoppenhoflaan 380 – 2100 DEURNE BELGIQUE	62	663	100,00%	61	61	-	-	-	2 959	-21	-
	<b>SILICOMP SOFTWARE VALIDATION</b> 195 rue Lavoisier 38330 MONTBONNOT	2	-1	100,00%	151	-	-12	-12	-	-	-1	-
	<b>Multimédia Business Services (ex-NewPoint)</b> 106-108 rue du temple - 75003 PARIS	35 200	5 957	100,00%	47 814	47 814	-	-	-	49 510	2 271	-
<b>Orange Consulting</b> 114, rue Marcadet - 75018 PARIS	11 482	185	100,00%	11 476	11 476	-	-	-	10 185	189	-	
PARTICIPATIONS	<b>SILICOMP BENELUX</b> Bisschoppenhoflaan 380 - 2100 Deurne	80	1 348	-	-	-	-	-	-	5 607	314	-
	<b>SILICOMP MALAYSIA</b> 47301 Petaling Jaya / Selangor Darul Ehsan	50	-10	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>SILICOMP CHINA</b> 11/F Nanyang Plaza - 57 Hung To Road - Kwun Tong KL - Hong Kong	1	87	-	-	-	-	-	-	127	16	-
	<b>SILICOMP INDIA</b> Jaya Nagar 2nd Block, Plot 406, Bangalore - 560 011 India	15	441	-	9	9	0	0	-	599	149	-
	<b>FEIMA TAIWAN</b> Suite 807-2, Lane 150 section 5 Shing-Yi Chiu - Taipei - TAIWAN	22	978	-	-	-	-	-	-	2 451	415	-
	<b>SILICOMP TAIWAN</b> 3F-1, 316, Wen Chang Street - Taipei 110 - TAIWAN	108	49	-	-	-	-	-	-	1 095	17	-
	<b>Data Mobiles Ibéria</b> Calle Rossello N°, Nave, Poligono Industrial, Cantallops, Lliça de Vall- 08185 Barcelone	15	-31	-	-	-	-	-	-	73	-88	-
	<b>Téléfact</b> 24, rue des Jeûneurs - 75002 PARIS	2 804	1 466	-	-	-	-	-	-	3 716	627	-
	<b>CNTP EXTelia</b> 10, avenue Charles de Gaulle 94220 CHARENTON-LE-PONT	3 104	1 457	-	-	-	-	-	-	31 208	375	-

## IV. Tableau des cinq derniers exercices

<b>Résultats des cinq derniers exercices</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	678 870	695 966	785 350	820 624	820 624
Nombre d'actions existantes					
- ordinaires (1)	4 525 797	4 639 772	5 235 666	5 470 827	5 470 827
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer	<b>(2) / (3)</b>	<b>(4)</b>	<b>(5)</b>		
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription	1 059 193	841 489	233 315	2 388	2 388
<b>OPERATIONS ET RESULTATS</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	8 624 845	8 474 344	9 111 781	9 554 246	11 784 202
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	(1 356 348)	1 032 917	(78 261)	1 105 188	943 937
Impôts sur les bénéfices	(636 374)	32 318	573 647	714	(1 618)
Participation des salariés		2 579	30 877	38 587	
Résultat net	1 126 295	2 031 994	169 016	1 842 001	1 476 344
Résultat distribué					
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-0,16	0,22	-0,12	0,20	0,17
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0,25	0,44	0,03	0,34	0,27
Dividende attribué					
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés	49	51	39	40	46
Masse salariale	1 918 826	2 111 101	2 051 052	2 099 060	2 719 302
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	911 770	1 018 423	878 147	1 189 264	1 344 455

- (1) jusqu'en 2006, dont 30 000 actions au titre des articles L443-5 du Code du Travail et L.225-138 du Code de Commerce
- (2) En ce non compris les 105.863 options de souscription d'actions attribuées à des salariés ayant quitté la société depuis plus de un an.
- (3) Dont 635.548 options de souscription d'actions et 423.645 BSA décembre 2007
- (4) Dont 463.456 options de souscription d'actions (en ce non compris 209.758 options attribuées à des salariés ayant quitté la société depuis plus de trois mois) et 378.033 BSA décembre 2007
- (5) Dont 230.000 options de souscription d'actions exercées en janvier 2008

## TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS

### De la compétence de l'Assemblée générale ordinaire annuelle :

#### **PREMIERE RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX**

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2009 approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date se soldant par un bénéfice de 1 476 343,60 euros.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée générale donne en conséquence aux Administrateurs et aux Commissaires aux comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

#### **DEUXIEME RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES**

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2009 approuve ces comptes, tels qu'ils ont été présentés, se soldant par un bénéfice (part du groupe) de 7 972 600 euros.

#### **TROISIEME RESOLUTION : AFFECTATION DU RESULTAT**

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice net de 1 476 343,60 euros en totalité en report à nouveau.

L'Assemblée générale reconnaît, en outre, qu'il lui a été rappelé qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois précédents exercices.

#### **QUATRIEME RESOLUTION : CONVENTIONS VISEES A L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE**

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve les conventions qui y sont mentionnées.

#### **CINQUIEME RESOLUTION : POUVOIRS POUR FORMALITES**

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la Loi.



# RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## **DELOITTE & ASSOCIES**

1 bis, boulevard de la Chantourne  
38706 La Tronche Cedex  
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **ERNST & YOUNG et Autres**

41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Network Related Services (Anciennement Groupe Silicomp)**

Exercice clos le 31 décembre 2009

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Network Related Services, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note II.1.B de l'annexe des comptes consolidés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que votre société a appliquées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, notamment les normes IFRS 8 « Secteurs opérationnels » et IAS 1 révisée « Présentation des états financiers ».

## **II. Justification des appréciations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

- Les notes II.1.F, II.1.K et II.11 de l'annexe exposent les principes et méthodes comptables relatifs à l'approche retenue par votre société pour l'évaluation de la valeur d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble et le caractère raisonnable des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent.
- La note II.1.R de l'annexe expose les principes comptables relatifs à l'approche retenue pour la reconnaissance du chiffre d'affaires, et notamment la méthode de comptabilisation du chiffre d'affaires des contrats s'échelonnant sur plusieurs exercices, qui implique une part d'estimations. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode de comptabilisation retenue et nous sommes assurés de sa correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

La Tronche et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Dominique Natale

Bruno Gérard

**DELOITTE & ASSOCIES**  
1 bis, boulevard de la Chantourne  
38706 La Tronche Cedex  
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**ERNST & YOUNG et Autres**  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Network Related Services (Anciennement Groupe Silicomp)**

Exercice clos le 31 décembre 2009

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Network Related Services, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## **II. Justification des appréciations**

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance :

La note II.1.E. « Immobilisations financières » de l'annexe expose les principes et méthodes comptables relatifs à l'approche retenue par votre société pour l'évaluation de la valeur d'utilité de ces actifs. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le bien-fondé de l'approche retenue ainsi que la cohérence d'ensemble et le caractère raisonnable des hypothèses utilisées et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## **III. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

La Tronche et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Dominique Natale

Bruno Gérard

**DELOITTE & ASSOCIES**  
1 bis, boulevard de la Chantourne  
38706 La Tronche Cedex  
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**ERNST & YOUNG et Autres**  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Network Related Services** **(Anciennement Groupe Silicomp)**

Exercice clos le 31 décembre 2009

### **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

#### **Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice**

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### **1. Avec la société Obiane S.A.**

##### ***Personne concernée***

M. Laurent Barbé, directeur général et administrateur de votre société et administrateur de la société Obiane S.A.

### ***Nature et objet***

Par un contrat en date du 26 mai 2009, à la suite de l'autorisation du conseil d'administration du 22 avril 2009, votre société a acquis auprès de la société Obiane S.A. (filiale de votre société) la totalité des titres de participation de la société Multimedia Business Services S.A.S. (anciennement Newpoint S.A.S.) qu'elle détenait.

### ***Modalités***

Votre société a acquis l'intégralité des 2.000 titres composant le capital social de la société Multimedia Business Services S.A.S. (anciennement Newpoint S.A.S.) pour un montant de € 12.814.000, payé le jour de la signature du contrat.

## **2. Avec la société France Télécom S.A., société mère (détenant plus de 96 % des droits de vote)**

### ***a. Nature et objet***

Le conseil d'administration du 20 mai 2009 a autorisé la conclusion d'un contrat en date du 2 juin 2009, aux termes duquel votre société a émis pour € 50.000.000 d'obligations sous forme de 5.000 Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI), de € 10.000 de nominal chacun. Ces TSSDI ont été intégralement souscrits par la société France Télécom S.A. L'intérêt annuel est de 10 % les sept premières années, puis de 15 % en cas de non remboursement à partir de la huitième année. L'option de rachat, partiel ou total, est à la main de l'émetteur.

### ***Modalités***

Aucune charge d'intérêts n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 compte tenu de l'absence de volonté de la part du management de procéder à un versement optionnel d'intérêts (article 7.1.1 de l'annexe de la convention du 2 juin 2009) ou de déclencher des actions rendant obligatoire le paiement d'intérêts (article 7.1.2 de l'annexe de la convention du 2 juin 2009).

### ***b. Nature et objet***

Le conseil d'administration du 30 octobre 2009 a autorisé la conclusion d'un contrat en date du 11 décembre 2009, aux termes duquel votre société a contracté auprès de la société France Télécom S.A. un prêt d'un montant de € 30.000.000, d'une durée de cinq ans, remboursable annuellement, avec un taux d'intérêt EURIBOR 3 mois plus une marge de 250 points de base.

### ***Modalités***

La charge d'intérêts comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 est de € 42.853.

## **Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice**

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

### **1. Avec la S.C.I. Groupe Silicomp**

#### ***Nature et objet du contrat de sous-location du premier bâtiment***

Le conseil d'administration a autorisé la conclusion d'un contrat de sous-location avec la S.C.I. Groupe Silicomp pour une durée allant du 1<sup>er</sup> janvier 1999 au 29 décembre 2010.

Ce contrat concerne l'occupation par votre société (société mère de la S.C.I. Groupe Silicomp) d'un bâtiment sis à Montbonnot-Saint-Martin (Isère) au 195, rue Lavoisier.

Ce bâtiment fait l'objet d'un contrat de crédit-bail immobilier signé par la S.C.I. Groupe Silicomp, locataire.

***Nature et objet du contrat de sous-location de l'extension (deuxième bâtiment)***

Le conseil d'administration a autorisé la conclusion d'un contrat de sous-location avec la S.C.I. Groupe Silicomp pour une durée allant du 1<sup>er</sup> février 2000 au 1<sup>er</sup> mai 2011.

Ce contrat concerne l'occupation par votre société (société mère de la S.C.I. Groupe Silicomp) d'un bâtiment sis à Montbonnot-Saint-Martin au 195, rue Lavoisier.

Ce bâtiment fait l'objet d'un contrat de crédit-bail immobilier signé par la S.C.I. Groupe Silicomp, locataire.

***Modalités***

Les charges comptabilisées au titre de l'exercice 2009 sont :

- |   |   |         |
|---|---|---------|
| • Loyer 1 <sup>er</sup> bâtiment                | € | 160.183 |
| • Loyer extension (2 <sup>e</sup> bâtiment)     | € | 241.553 |
| • Taxe foncière globale pour les deux bâtiments | € | 32.195  |
| • Taxe départementale                           | € | 1.211   |

**2. Avec la société France Télécom S.A.**

***Nature et objet :***

Le conseil d'administration du 17 décembre 2008 a autorisé la conclusion d'un contrat en date du 17 décembre 2008 par lequel votre société a contracté auprès de la société France Télécom S.A. un prêt d'un montant de € 30.000.000, avec un taux d'intérêts EURIBOR 3 mois plus une marge de 250 points de base et venant à échéance le 18 décembre 2009.

***Modalités :***

Ce prêt a été intégralement remboursé le 15 décembre 2009, pour un montant de € 30.000.000 en principal. La charge d'intérêts comptabilisée pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 15 décembre 2009 est de € 1.152.718.

La Tronche et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Dominique Natale

Bruno Gérard

**DELOITTE & ASSOCIES**  
1 bis, boulevard de la Chantourne  
38706 La Tronche Cedex  
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

**ERNST & YOUNG et Autres**  
41, rue Ybry  
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Network Related Services** **(Anciennement Groupe Silicomp)**

Exercice clos le 31 décembre 2009

### **Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Network Related Services**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Network Related Services et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.



## **Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

### **Autres informations**

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

La Tronche et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Dominique Natale

Bruno Gérard

## DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Tous les documents mis à la disposition des actionnaires dans les conditions légales peuvent être consultés au siège de Network Related Services, 195, rue Lavoisier – 38330 Montbonnot-Saint- Martin.

Les comptes consolidés de Network Related Services relatifs aux trois derniers exercices sont disponibles sur le site Internet <http://www.itlabs.fr.orange-business.com/>, rubrique Finances.

En application de l'Article 221-1-1 du Règlement général de l'AMF, Network Related Services a établi un document mentionnant la liste de toutes les informations rendues publiques par Network Related Services S.A. depuis le 1er janvier 2009 pour satisfaire aux obligations législatives ou réglementaires en matière d'instruments financiers, d'émetteurs d'instruments financiers et de marchés d'instruments financiers. Ce document est annexé au présent document de référence.

# DOCUMENT ANNUEL ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE 222-7 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS

Récapitulatif des informations rendues publiques par la société Network Related Services du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au **13 avril 2010**.

Date	Support	Objet
26 fév. 2009	Site <a href="http://www.itlabs.fr.orange-business.com">http://www.itlabs.fr.orange-business.com</a>	Chiffre d'affaires annuel 2008
30 avril 2009	AMF	Document de référence 2008
5 mai 2009	Site <a href="http://www.itlabs.fr.orange-business.com">http://www.itlabs.fr.orange-business.com</a>	Mise à disposition du document de référence 2008
11 mai 2009	BALO	Avis de réunion valant avis de convocation à l'assemblée générale mixte du 15 juin 2009
15 mai 2009	Site <a href="http://www.itlabs.fr.orange-business.com">http://www.itlabs.fr.orange-business.com</a>	Chiffre d'affaires 1 <sup>er</sup> trimestre 2009
18 mai 2009	Site <a href="http://www.itlabs.fr.orange-business.com">http://www.itlabs.fr.orange-business.com</a>	Avis de réunion valant avis de convocation à l'assemblée générale mixte du 15 juin 2009
18 mai 2009	Site <a href="http://www.euronext.com">http://www.euronext.com</a>	Mise à disposition des informations relatives à l'assemblée générale 2009
2 juin 2009	Site <a href="http://www.itlabs.fr.orange-business.com">http://www.itlabs.fr.orange-business.com</a>	Projet de changement de dénomination sociale ; acquisition auprès de la maison mère France Télécom SA des sociétés Expertel Consulting, CVF et SETIB / Telefact
22 juin 2009	BALO	Avis de deuxième convocation à l'assemblée générale mixte du 29 juin 2009
10 juillet 2009	BALO	Avis d'approbation sans modifications par l'assemblée générale mixte du 29 juin 2009 des comptes sociaux, des comptes consolidés (au 31 décembre 2008), du projet d'affectation du résultat et des résolutions
23 juillet 2009	Site <a href="http://www.itlabs.fr.orange-business.com">http://www.itlabs.fr.orange-business.com</a>	Chiffre d'affaires 2 <sup>ème</sup> trimestre 2009
4 sept. 2009	Site <a href="http://www.itlabs.fr.orange-business.com">http://www.itlabs.fr.orange-business.com</a>	Rapport financier semestriel au 30 juin 2009
9 nov. 2009	BALO	Avis de réunion valant avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire du 15 décembre 2009
9 nov. 2009	Site <a href="http://www.itlabs.fr.orange-business.com">http://www.itlabs.fr.orange-business.com</a>	Avis de réunion valant avis de convocation à l'assemblée générale ordinaire du 15 décembre 2009
9 nov. 2009	Site <a href="http://www.euronext.com">http://www.euronext.com</a>	Mise à disposition des informations relatives à l'assemblée générale du 15 décembre 2009
12 nov. 2009	Site <a href="http://www.itlabs.fr.orange-business.com">http://www.itlabs.fr.orange-business.com</a>	Chiffre d'affaires 3 <sup>ème</sup> trimestre 2009
26 fév. 2010	Site <a href="http://www.itlabs.fr.orange-business.com">http://www.itlabs.fr.orange-business.com</a>	Chiffre d'affaires annuel 2009

L'ensemble des communiqués et documents diffusés sur le site de l'AMF ont également été publiés sur le site internet de Network Related Services <http://www.itlabs.fr.orange-business.com>.

## INFORMATIONS REQUISES

### I. Information requise par le règlement Européen n°809/2004

1. Personnes responsables ..... p 2
2. Contrôleurs légaux des comptes ..... p 2
3. Informations financières sélectionnées..... sans objet
4. Facteurs de risques ..... p 43 à p 46
5. Informations concernant l'émetteur
  - Histoire et évolution de la Société.....p 6
  - Informations juridiques concernant la Société.....p 5
  - Investissements.....p 41
6. Aperçu des activités
  - Les principales activités.....p 7 à p 25
  - Les principaux marchés .....p 26 à p 31
  - Le marché des services informatiques et la concurrence.....p 26 à p 31
7. Organigramme
  - Description sommaire du groupe et place occupée par l'émetteur .....p 32
  - Listes des filiales importantes .....p 32
8. Propriétés immobilières, usines et équipement ..... p 33
9. Examen de la situation financière et résultat ..... p 72 à p 127
10. Trésorerie et capitaux
  - Informations sur les capitaux .....p 121
  - Flux de trésorerie.....p 75
  - Conditions d'emprunt, structure de financement de l'émetteur et restriction à l'utilisation des capitaux.....p 103, 108 et p 123

11. Recherche et développement, brevets et licences.....	p 41
12. Informations sur les tendances .....	p 30 à p 31
13. Prévisions ou estimations du bénéfice.....	sans objet
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale .....	p 37
15. Rémunération et avantages.....	p 54
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction.....	p 63
17. Salariés	
Effectifs.....	p 47
Stock-option.....	p 48
18. Principaux actionnaires.....	p 52
19. Opérations avec des apparentés.....	p 111 & p 133
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financières et les résultats de l'émetteur	
Informations financières historiques.....	p 4
Informations financières pro forma.....	néant
États financiers.....	p 72 à p 127
Vérification des informations financières.....	p 129
Date des dernières informations financières, des informations financières intermédiaires et autres.....	p 139
Politique de distribution des dividendes.....	p 41
Procédures judiciaires et arbitrage.....	sans objet
Changements significatifs de la situation financière ou commerciale.....	néant
21. Informations complémentaires	
Capital social.....	p 37 et p 121
Acte constitutif et statuts.....	p 33 à p 36
22. Contrats importants.....	néant
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts.....	néant
24. Documents accessibles au public.....	p 132 et p 139
25. Informations sur les participations.....	p 32 et p 126

## II. Information requise par le rapport financier annuel

1. Attestation du responsable du document..... p 4
2. Rapport de gestion..... p 39
3. États financiers..... p 72 à p 127
4. Rapports Commissaires aux Comptes..... p 129 à p 137

**Network Related Services**

SA au capital de 820.624,05 Euros

Siège social :

195, rue Lavoisier ZIRST BP 1

38 330 MONTBONNOT SAINT MARTIN

345 039 416 RCS GRENOBLE

Tél.: 04 76 41 66 66 - Fax: 04 76 41 66 67

e-mail: [finance@silicomp.com](mailto:finance@silicomp.com)

Responsable de la communication  
financière: Laurent BARBE